

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

Étude historique sur la condition juridique des Juifs au Maroc

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 13 Décembre 1941, à 14 heures

PAR

Edouard MOUILLEFARINE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants : M. GIFFARD, Professeur

M. SCHELLE, Professeur

PARIS

IMPRIMERIE FÉLIX CARBONNEL

31, RUE SAINT-ANTOINE

1941

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR LA CONDITION JURIDIQUE
DES JUIFS AU MAROC

**La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

Étude historique sur la condition juridique des Juifs au Maroc

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 13 Décembre 1941, à 14 heures

PAR

Edouard MOUILLEFARINE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants : M. GIFFARD, Professeur

M. SCALLE, Professeur

PARIS

IMPRIMERIE FÉLIX CARBONNEL

31, RUE SAINT-ANTOINE

1941



A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE,
M^e EDMOND MOUILLEFARINE,
Président de la Chambre des Avoués

A MES PARENTS.

A MES MAÎTRES.

INTRODUCTION

La dispersion du peuple juif et son existence au sein des autres nations forment un des problèmes historiques les plus curieux que les annales du monde puissent offrir aux méditations des hommes.

« C'est ici non pas le plus grand, mais le plus étrange spectacle que présentent les choses humaines : un peuple qui fait remonter ses origines aux premiers jours du monde et que n'ont pu détruire la haine et les persécutions attachées depuis tant de siècles à ses pas; une histoire féconde, non en succès ou en revers fameux, mais en calamités de tous les genres; et cependant des ruines encore vivantes quoique dispersées, et qui semblent toujours prêtes à se réunir ¹. »

Nulle part plus qu'au Maroc, cette race dispersée n'a eu l'occasion de se grouper, de se perpétuer et de conserver intactes jusqu'à nos jours les traditions originales des siècles passés.

En effet, les Juifs marocains (et cette singularité constitue un des traits les plus curieux de l'histoire de ce pays), ont toujours pu maintenir leurs mœurs, leurs lois, leur religion, sans que les gouvernements successifs tentassent de les assimiler aux indigènes; au contraire, l'Islam, qui n'admet en son sein aucun élément étranger, les confina volontairement dans l'isolement, leur permettant d'avoir une organisation juridique autonome, d'appliquer les prescriptions du droit mosaïque pour toutes les questions relatives à leur statut personnel, et d'être jugés par leurs tribunaux rabbiniques. Nous ne retrouvons pas trace au Maroc des nombreuses mesures d'exception et de rigueur que les gouvernants français, entre autres, furent forcés de prendre contre les Juifs au cours des siècles. Les persécutions qu'ils subirent, là comme ailleurs, ne furent pas

(1) BEUGNOT : Les Juifs d'Occident, Paris, 1824, 1^{re} partie, page 3.

politique méthodique des autorités, mais seulement extériorisation spasmodique de l'état d'âme populaire de foules ignorantes. Rarement, on vit au Maroc de massacres sanglants régulièrement ordonnés, comme en Espagne moyenâgeuse, par exemple. Si leurs villes n'ont pu se développer en étendue, s'ils ont été l'objet de différentes mesures restrictives, ils ont pu vivre sans être écrasés par des tyrannies impitoyables et en maintenant la pureté et l'originalité de leurs traditions.



Nous verrons que des colonies de Juifs se sont établies à différentes époques en Afrique septentrionale, que certaines d'entre elles, dispersées par la guerre et la persécution, se sont réfugiées auprès des populations berbères, auxquelles elles se sont incorporées et dont elles ont suivi les destinées. De même que des colonies juives se sont agglomérées au monde slave, germanique ou latin, d'autres se sont agglomérées au monde berbère. Ces associations entre musulmans et hébreux entraînèrent une similitude de langue et même de traditions religieuses. Les Juifs imposèrent dans ces régions une durable empreinte. On en trouve encore aujourd'hui en plein bled, au pied de l'Atlas, le fusil en bandoulière et travaillant la terre, ce qui met en échec la fameuse légende du Juif exclusivement trafiquant et pusillanime.

La condition de ces judéo-berbères a toujours différé de celle des Juifs établis dans les villes ou sur la côte, élément de beaucoup le plus important des Juifs marocains; ceux-ci, sans jamais s'incorporer aux populations musulmanes, ont conservé leur caractère propre et suivi les prescriptions de leur Loi pour la plupart des questions de droit privé. Nous aurons l'occasion, au cours de notre ouvrage, d'étudier de façon approfondie la condition des uns et des autres.

Avant d'aborder le plan général de notre étude, il est intéressant de se demander si les Juifs forment un élément important de la population marocaine ou non, dans quelles régions ils sont le plus répandus, et les conséquences que peut entraîner un accroissement excessif de leur population. C'est là le problème de la démographie juive.

Cette importante question n'a guère été abordée au Maroc pour les masses indigènes, faute d'état civil; aussi en est-on réduit à se

contenter des données générales, d'ailleurs approximatives, fournies par les recensements successifs.

Actuellement, sur les quinze millions d'Israélites qui vivent à la surface du globe, trois cent mille environ habitent l'Afrique du Nord. Parmi ces derniers, les Juifs marocains sont au nombre de 160.041, dont plus des trois quarts demeurent dans les grandes villes. Il faut en ajouter 10.003 à Tanger et 19.998 en zone espagnole.

Nous pouvons remarquer, par des statistiques échelonnées de 1926 à 1939, que le nombre des Juifs est en augmentation constante. Les recensements n'ont pas été effectués pour les années précédentes; toutefois, Aubin signale qu'en 1904 il y avait environ 100.000 Juifs au Maroc ².

Le recensement du 7 mars 1926 donne comme population israélite totale pour la zone française du Protectorat : 102.552 âmes. Ce chiffre est fourni par le recensement des Juifs des vingt-cinq villes ou bourgs principaux où ils vivent d'une vie citadine qui se rapproche fort de la vie arabe, et parlent un dialecte judéo-espagnol. Il faut y ajouter environ 16.000 Juifs vivant dans l'intérieur et notamment dans l'Atlas, sous la tente, ou dans des kasbahs, à la façon bédouine montagnarde, et parlant le judéo-berbère, la « langue des Philistins », comme on l'appelle dans le plat pays. On pouvait donc évaluer en 1926 la population juive du Maroc français à 118.500 âmes ³.

Le recensement établi en avril 1931 nous indique que la population israélite se montait à 150.000 âmes, dont 125.000 dans le Maroc français, 18.000 en zone espagnole et 7.000 à Tanger. La masse indigène dépassait 4 millions de sujets en face d'eux pour 65.000 Français et 30.000 étrangers ⁴.

Le recensement de mars 1935 nous apprend que le Maroc français comportait 150.035 Juifs, et 25.201 dans la zone espagnole et à Tanger. Il n'y eut pas de recensement depuis, mais une enquête faite par les soins du docteur Lureau, en 1939, révèle qu'il y avait 160.041 Juifs dans le Maroc français, 19.998 en zone espagnole et 10.003 à Tanger ⁵.

Environ 25 % de ces Juifs sont groupés dans la région montagneuse du Sud, le Haut-Atlas et les plateaux présahariens. Les autres

(2) E. AUBIN : Le Maroc d'aujourd'hui, Paris, 1904, page 46.

(3) SEMACH : Les Juifs au Maroc, in Paix et Droit, 1931, pages 89-103.

(4) Compte rendu, in Bulletin Société des Sciences Naturelles du Maroc, 1931 page 125.

(5) Civilisation et démographie, in Bulletin économique du Maroc, mai 1939.

sont répartis de la manière suivante dans les plus importantes villes :

	Année 1904	Année 1936
Marrakech	16.000	22.000
Casablanca	13.000	20.500
Fès	12.500	11.500
Meknès	3.250	7.800
Mogador	2.980	2.700
Rabat	1.560	6.698
Debdou	1.520	1.525
Sefrou	1.328	4.100

On observera que la communauté de Fès a périclité, au bénéfice de Meknès, fait dû à la construction d'un mellah (quartier juif) moderne dans cette dernière ville. De même, la communauté de Mogador perd chaque année un grand nombre de Juifs. En 1940, elle n'en renfermait plus que 1.600. Son port, si actif autrefois, qui desservait les riches régions de Marrakech et de la plaine du Souss, est silencieux actuellement, Marrakech envoyant ses produits à Safi et Casablanca.

Il est à remarquer que la ville de Debdou a toujours été largement peuplée de Juifs. Ce caractère avait déjà frappé en 1885 Charles de Foucault qui consacra au Mellah de Dedbou les lignes suivantes ⁶ : « La population de Dedbou présente un fait curieux; les Israélites en forment les trois quarts. Sur environ 2.000 habitants, ils sont au nombre de 1.500. C'est la seule localité du Maroc où le nombre de Juifs dépasse celui des Musulmans. »

Dedbou est la seule ville marocaine où le nombre des Juifs soit resté à peu près constant depuis cette époque; il y eut partout ailleurs un accroissement considérable de population, exception faite pour Fès et Mogador. Comment expliquer ce phénomène?

Tout d'abord le dernier recensement semble avoir été fait en milieu israélite d'une manière beaucoup plus rigoureuse que les précédents. On s'est servi pour la première fois d'imprimés sommaires mais suffisants pour obtenir une précision beaucoup plus grande; de plus, les membres du corps enseignant ont veillé à ce que les opérations de recensement soient faites le plus consciencieusement possible dans toutes les villes.

(6) Ch. DE FOUCAULT : Reconnaissance au Maroc, Paris, 1885, page 250.

Ensuite l'excédent des naissances sur les décès est considérable. Nous avons pu nous en rendre compte en compulsant le registre que les communautés israélites tiennent à jour et où sont mentionnés, d'une part tous les décès, et d'autre part une grande partie des naissances (la déclaration est obligatoire pour les garçons et sert en même temps d'attestation pour la circoncision qui suit de près la naissance; elle est facultative pour les filles).

Par exemple, à Rabat, qui, en 1921, comptait 3.000 Juifs, en 1931 4.200 et en 1936 6.698, le nombre des enfants du sexe masculin nés respectivement en 1936 et 1937 est de 166 et de 139, soit un total de 305 pour deux ans. En admettant que le nombre des filles soit à peu près égal à celui des garçons, on arrive à un total d'au moins 300 naissances par an, ce qui donne un taux de natalité extrêmement élevé (44 naissances pour 1.000 habitants), presque triple de celui de France (14,7 % en 1937), et dépassant largement celui des nations réputées les plus prolifiques (Japon 31,6 % en 1935).

Ce taux élevé de natalité ne doit pas nous surprendre. Au melah, il n'y a presque pas de célibataires âgés, le mariage étant en quelque sorte une obligation religieuse. De plus, les familles nombreuses sont pour ainsi dire de règle, beaucoup d'entre elles comprenant 8 ou 10 enfants vivants. Enfin, il faut tenir compte du fait que l'afflux incessant d'immigrants, jeunes pour la plupart, élève sensiblement la proportion des gens en âge d'avoir des enfants.

Une autre cause importante de l'accroissement de la population tient dans la disproportion qui existe entre le nombre des naissances et celui des décès. En effet, en 1936 il y eut à Rabat 103 décès et, en 1937, 134. En comparant ces nombres au chiffre de la population donné par le recensement de 1936, on obtient une mortalité de 18 pour 1.000 habitants environ.

Nous constatons qu'il y a environ 300 naissances par an et 120 décès. L'excédent des naissances sur les décès est de 180 unités environ, ce qui représente un taux annuel d'accroissement de 26 %; cela est considérable.

Cet accroissement aussi rapide n'a évidemment été possible que grâce à l'installation des Français au Maroc; elle a permis à un plus grand nombre de Juifs de trouver du travail, et surtout elle a réduit la mortalité dans de grandes proportions, par la surveillance médi-

(7) En réalité, on compte d'habitude une proportion d'environ 51,5 % pour les garçons, et de 48,5 % pour les filles.

cale et la diffusion de l'hygiène. Mais il importe d'en prévoir les conséquences et de faire face aux problèmes qu'elle pose.

Tout d'abord en ce qui concerne l'habitat : le mellah, vieillot et surpeuplé, ne suffit plus; les israélites européenisés le délaissent de plus en plus et sont remplacés par des immigrants. Il déborde déjà largement dans les quartiers qui sont en bordure et il n'est pas interdit de prévoir le moment où il n'abritera plus que la minorité de la population israélite et sera réduit au rôle d'annexe pauvre d'un grand quartier juif moderne.

Une autre question plus préoccupante : les possibilités de travail ne semblent pas croître aussi vite que la population. Les villes ont actuellement à leur disposition beaucoup plus de main-d'œuvre qu'elles ne peuvent en occuper. La solution ne peut être trouvée que dans un développement économique accru, créant partout de nouvelles ressources et surtout retenant sur place ceux qui, actuellement, sont contraints d'émigrer. Il appartient à l'administration de s'en inquiéter dès maintenant, si elle ne veut pas courir le risque de se trouver rapidement débordée par le problème démographique.



Cette rapide esquisse de la répartition des Juifs au Maroc nous montre, par l'importance de l'élément qu'ils représentent, l'intérêt que peut présenter l'examen approfondi de leur condition. Nous l'étudierons depuis leur établissement en Afrique du Nord jusqu'à nos jours. Nous diviserons cette longue période en trois parties.

La première partie sera consacrée à l'exposé de la destinée des Juifs sous les différentes dynasties qui s'emparèrent tour à tour du pouvoir. L'Histoire des Juifs marocains est liée à l'histoire même du Maroc et ne peut être comprise qu'en étudiant en même temps la situation politique de ce pays au cours des siècles. Nous verrons que si les Juifs ont bénéficié d'un statut particulièrement tolérant, cela tient au fait que par leur activité économique très intense, ils constituaient un des principaux éléments de la richesse du pays, que les sultans tenaient à conserver; pour cela ils ne leur épargnèrent pas les manifestations de leur bienveillance : ils distinguèrent certains d'entre eux et leur offrirent des places de premier plan, ministres des finances, ambassadeurs, majordomes, médecins. Le quartier juif jouissait d'une garantie de sécurité, car en chaque ville il était immédiatement adossé aux remparts du palais chérifien, et une

porte spéciale s'ouvrait à la première alerte devant les familles juives pour leur donner abri dans une vaste partie des jardins impériaux. Campés là, ravitaillés par les serviteurs du sultan, les israélites laissaient passer l'orage et regagnaient ensuite leurs demeures saccagées par les Musulmans fanatiques, « par cette hydre aux cent têtes sans cervelle, assoiffée de sang versé, de brasiers pétillants, pareille dans tous les pays, et qu'on appelle la Foule. »⁸.

Il ne faudrait pas croire cependant que les Princes aient toujours entouré les Juifs de leur bienveillance; souvent, ils laissaient le peuple piller le Mellah lorsque l'autorité souveraine n'était pas assise assez solidement pour oser affronter le fanatisme des masses. Parfois aussi, les sultans étaient amenés à prendre d'eux-mêmes certaines mesures restrictives contre les Juifs, pour combattre leur extension dans tous les domaines. Mais le plus souvent, comprenant l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de l'activité commerciale des israélites, ils tenaient à les protéger et à leur donner les libertés nécessaires à cet effet.

Certains auteurs soutiennent que le statut politique des Juifs en tous pays a toujours dépendu du développement plus ou moins considérable de leur activité économique; d'autres affirment, au contraire, que les questions économiques sont tributaires de la condition administrative qui leur est réservée, et que plus la tolérance est large à leur égard, plus leur rendement est grand. Quoi qu'il en soit, on peut affirmer que les deux questions sont intimement liées, et c'est pourquoi nous serons amené à parler longuement, dans cette première partie, de la condition économique et sociale des Juifs marocains au cours des âges. Ceci nous permettra de mieux concevoir la façon dont les Juifs ont été traités par les gouvernements successifs, et les règles du droit public qui leur ont été appliquées, question qui fera l'objet de notre seconde partie.

Nous traiterons celle-ci en deux titres; le titre I étudiera les dispositions du droit public chérifien à l'égard des Juifs de toutes catégories : Juifs de droit commun, Juifs protégés, Juifs naturalisés. Nous verrons comment ils ont cessé d'être considérés comme étrangers pour devenir sujets du sultan, admis par conséquent à la nationalité marocaine, et le grave problème posé par cette décision, ainsi que les différents procédés qu'ils mirent en œuvre pour se libérer de cette nationalité et devenir Français; nous apprécierons l'attitude des tribunaux à ce sujet.

(3) B. DULART : Juifs et Arabes, Alger, 1902, page 24.

Le titre II étudiera le droit public interne des Juifs marocains, c'est-à-dire en un premier chapitre l'organisation de leurs communautés qui jouissaient d'une autonomie complète en ce qui concerne le budget, l'assistance, le culte, l'instruction, la voirie; en un second chapitre, le régime judiciaire des Israélites marocains, la compétence des tribunaux rabbiniques, leur organisation, leurs sanctions. Nous verrons pourquoi les tribunaux rabbiniques étaient seuls compétents pour le jugement de toutes les questions relatives au statut personnel : mariages, divorces, successions, etc., ce qui constitue une grande originalité dans l'histoire des Juifs. Nous montrerons qu'exceptionnellement les tribunaux musulmans d'abord, et français plus tard, ne pouvaient juger que les délits d'ordre pénal et les contestations dans lesquelles une des parties était musulmane ou française. Comme nous insisterons tout spécialement sur l'organisation des tribunaux rabbiniques, nous avons jugé préférable de faire figurer toute cette question sous la rubrique : droit public interne, au lieu de la scinder en deux et de placer les explications relatives à la compétence des tribunaux musulmans et français, au début de notre deuxième partie : droit public chérifien.

La troisième partie sera consacrée à l'étude des règles du droit privé, qui régissent les Juifs du Maroc : mariages, divorces, successions, droit de propriété, état civil, règles qui leur sont propres et tirées de sources exclusivement juives, ainsi que nous l'exposerons dans un chapitre préliminaire à cette partie de notre ouvrage.

Enfin, notre conclusion insistera sur les causes pour lesquelles les Juifs ont formé un élément à part au Maroc, et sur l'influence civilisatrice que la France a exercée sur les masses juives en leur donnant, avant toute chose, ce bien inestimable : la Paix.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION HISTORIQUE
DES DESTINEES DU PEUPLE JUIF AU MAROC

CHAPITRE PREMIER

Origine de l'établissement des Juifs au Maroc

Il est difficile de détacher l'histoire des Juifs marocains de celle des Juifs du Maghreb en général ¹, tout au moins en abordant l'étude des origines juives au Maroc.

L'établissement des Juifs dans la Mauritanie remonte à une époque très ancienne et de beaucoup antérieure au christianisme.

Sans aller jusqu'à soutenir, comme certains auteurs ², que le berceau du judaïsme ne fut pas la Palestine mais bien la Mauritanie, l'étude des textes, la découverte de certaines pierres épigraphiques et celle d'importantes nécropoles juives, nous permettent d'affirmer que la première apparition des grandes colonies juives sur le littoral nord-africain date de l'an 300 avant Jésus-Christ ³, quand Ptolémée Sotter, fondateur de la dynastie des Lagides, envahit la Palestine et transplanta en Afrique plus de cent mille captifs juifs.

L'émigration s'intensifia encore lorsque Ptolémée, frappé de l'ardeur des Juifs, eut l'idée, pour s'assurer la domination du pays, d'en diriger un grand nombre sur la contrée de Lybie et le littoral de l'Afrique du Nord ⁴. Ces Juifs reçurent les mêmes droits que les Grecs et les Macédoniens établis dans le pays ⁵, faveur qui provoqua une affluence ininterrompue d'émigrants juifs de la Palestine soucieux de bénéficier des mêmes avantages.

(1) Voir, en ce sens : NAHOUM SLOUSCH (Résultats d'un voyage dans le Maroc oriental. Compte rendu de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 1914), qui découvrit au Figuig trois chroniques historiques portant sur plus de quatre siècles d'histoire marocaine, écrites au xvii^e siècle, et résumant l'histoire des Juifs marocains jusqu'à cette époque.

(2) VIVIEN DE SAINT-MARTIN : L'Afrique, page 12; Abbé GODARD : En Afrique, page 27, 1703.

(3) JOSÈPHE : Contre Appion, II, 14.

(4) D'AVEZAC : L'Afrique septentrionale ancienne, Paris, 1844, page 106.

(5) JOSÈPHE : Antiquités Judaïques, XII, I; et DÉRENBURG : Histoire de la Palestine d'après le Talmud, pages 57 et suiv.

Les Juifs marocains, aujourd'hui encore, sont très orgueilleux de cette origine et tiennent à la souligner pour répondre aux railleries méprisantes des Musulmans qui prétendent volontiers que les Juifs ne peuvent indiquer leur extraction. Ils appellent même à leur secours l'autorité de savants tels que le professeur Marcel Cohen et le docteur Danon, de l'Université de Stamboul, qui enseignent que le mot « Plichtim » par lequel on désigne les très anciens Juifs marocains, signifie bien Philistin ⁶.



Certains auteurs placent l'apparition des Juifs au Maroc à une époque beaucoup plus ancienne.

Pour le chroniqueur arabe Ibn Khaldoun, le peuplement de l'Afrique remonterait aux descendants de Cham, fils maudit de Noé, et constitueraient les ancêtres des Berbères et des Chleuhs que nous connaissons aujourd'hui ⁷. Mais cette opinion semble manquer de base.

Le célèbre commentateur de la Michna, Rabbi Moïse ben Maïmon (1135-1204), qui émigra jeune au Maroc, invoque une origine presque aussi lointaine : il prétend que les Gergéséens, expulsés du pays de Chanaan par Josué, émigrèrent en Afrique septentrionale.

D'autres historiens ne font pas remonter l'établissement des Juifs en Mauritanie plus loin que le x^e siècle avant notre ère. Telle est l'opinion de l'auteur anglais, le docteur Kerr, qui, s'appuyant sur des traditions locales, affirme que des Juifs seraient venus au Maroc sous le règne de David et de Salomon, amenés par des navires phéniciens ⁸.

Rabbi Toledano, de Tibériade, auteur d'une histoire du judaïsme marocain ⁹, soutient la même thèse; les premiers Juifs seraient venus de la Palestine à Salé, à la recherche de certains métaux d'or et d'argent, accompagnant leurs voisins phéniciens; le pays leur ayant plu, ils s'y seraient fixés par la suite ¹⁰.

(6) Paul MONCEAUX : Les colonies juives de l'Afrique romaine, Paris, 1902, in Revue des Etudes Juives, tome XLIV, page 128.

(7) Histoire des Berbères, Alger, 1852. I, page 69.

(8) KERR : Marocco after twenty five years. Londres, 1912, page 17.

(9) Son ouvrage, publié en 1912, est intitulé : *Nar Hamaârabi* = la lumière sur le Maroc.

(10) GZELL pense qu'à l'époque phénicienne le commerce de l'or, qui venait de l'Afrique centrale, était actif au Maroc (Mélanges de l'Afrique de Rome, I, 2, page 321).

On invoque aussi le témoignage du Talmud qui place sous Nabuchodonosor le Grand, c'est-à-dire au ^{vi}^e siècle avant Jésus-Christ, l'arrivée au Maroc des premiers fugitifs palestiniens ¹¹. Après avoir ruiné Jérusalem, ce roi aurait emmené la noblesse juive en captivité à Babylone, soit 50.000 personnes; de ces prisonniers, les uns auraient été donnés aux rois Sépharadim (rois d'Espagne et du Portugal), pour récompenser l'assistance qu'ils auraient prêtée à Nabuchodonosor, lors de la prise de Jérusalem; les autres seraient venus au Maroc sur des navires phéniciens.

Le fait ne paraît pas impossible étant donné que les rapports entre Juifs et Phéniciens ont été étroits pendant deux cent cinquante ans et que ces relations, loin de se borner au commerce, se sont entretenues par de fréquents mariages hébrao-phéniciens. Les Juifs ont pu profiter de la complicité des navigateurs phéniciens pour échapper à l'oppression exercée à l'époque sur l'Assyrie et Babylone et trouver un refuge en Afrique du Nord.

Cette opinion est partagée par les premiers auteurs grecs qui se préoccupent de la question; selon Hérodote, qui vivait au ^v^e siècle avant notre ère, et Erathosthène (ⁱⁱⁱ^e siècle), l'émigration juive au Maroc aurait coïncidé avec le développement de la colonisation phénicienne, laquelle eut lieu du ^{vi}^e au ^{iv}^e siècles avant Jésus-Christ.

Plus récemment, vers l'an 87 avant notre ère, le géographe Strabon d'Amasé nous renseigne sur l'importance de la colonie juive de la Cyrénaïque, qu'il nous montre nettement séparée des autres classes de la population : « Il y a quatre classes distinctes dans la Cyrénaïque : les citoyens (grecs surtout), les paysans, les métèques et les Juifs. Quant à ces derniers, ils ont pénétré dans tous les États, et il n'est pas facile de trouver dans le monde entier un seul endroit qui n'ait pas fait accueil à cette race et où elle ne soit pas devenue maîtresse. » « Cette indication, dit Nahoum Slouch dans son étude sur les origines juives au Maroc¹², implique l'extension des Juifs vers le commencement du premier siècle avant Jésus-Christ dans les autres parties de l'Afrique, et confirme en même temps l'importance politique des Juifs africains. »

En effet, ces Juifs et ces Phéniciens, ainsi transplantés et venus doubler au Maroc la population autochtone, initièrent les Berbères alors nomades, couchant en plein air et se nourrissant de la chair

(11) Mathias MIESES : Les Juifs et les établissements puniques en Afrique du Nord. Paris, 1933, page 54.

(12) Voir Archives Marocaines, Tome IV, page 116.

et du lait de leurs brebis, aux raffinements d'une civilisation supérieure, et en convertirent un grand nombre au judaïsme. En revanche, les Berbères introduisirent chez les Juifs des mœurs chevaleresques, guerrières, même. N'y a-t-il pas encore aujourd'hui dans l'Atlas des mellahs armés? Facilitée par l'adoption d'un même langage cette pénétration contribua beaucoup à la fixation de l'élément juif dans le pays. Les Berbères, simples et frustes, furent fortement pénétrés par la colonisation israélite. Il ne faut pas oublier, en effet, l'impression que purent faire sur les autochtones ces étrangers qui arrivaient au Maroc avec un passé glorieux, des traditions, et une organisation qui trouvait ses bases dans l'esprit de communauté.

Au cours des siècles, nous verrons le phénomène inverse se produire : des tribus juives, dont certaines étaient nomades et guerrières, subirent l'influence arabe, au point de se convertir à l'islamisme.

A l'époque qui nous intéresse actuellement, les colonies juives jouissaient des mêmes droits que les Grecs et les Macédoniens, et, ajoute Strabon, « elles suivaient librement leurs lois nationales ¹³. »

La situation prépondérante dans laquelle se trouvaient alors les Juifs, et l'envie que leur condition sociale inspirait aux classes indigènes, amènent Monsieur Moïse Nahon à construire sur la venue des Juifs au Maroc une théorie audacieuse peut-être, mais assez séduisante ¹⁴ : « Un problème des plus curieux se pose ici; comment expliquer l'éparpillement des Juifs dans une région si peu accessible, si peu sûre? Alors qu'ils ont toujours préféré se masser dans les grandes villes, à l'ombre d'une autorité centrale quelconque, prêts à se soutenir les uns les autres, comment ont-ils été amenés ici à morceler leurs établissements, à vivre isolés les uns des autres, exposés à tous les sévices? Une seule hypothèse logique s'impose à l'esprit : les Israélites de ce pays descendraient, non pas des vieux réfugiés d'Orient, mais des Berbères convertis. Il est établi que vers la fin de l'antiquité le judaïsme s'est livré à une propagande active au Maroc, et d'autant plus efficace que les Juifs jouissaient de grands avantages et d'une certaine autorité; des populations indigènes adoptèrent leurs croyances. Il en est même resté une ressemblance physique frappante entre les Israélites et certains de leurs voisins musulmans. »

(13) STRABON : Géographie, I, 24.

(14) M. NAHON : Les Juifs du Maroc, in *Revue des Etudes ethnographiques et sociologiques*. Paris, 1909, page 258.

Ibn Khaldoun va même plus loin ¹⁵ : « Puisque une grande partie de la population berbère du Maroc a été juive, dit-il, il n'est pas impossible que certaines formes sémitiques que l'on retrouve dans les dialectes berbères soient peut-être tout simplement des survivances hébraïques ¹⁶. »

★
★ ★

Quoi qu'il en soit, nous pouvons affirmer que dès le iv^e siècle avant Jésus-Christ, une série de colonies juives, toutes antérieures aux invasions romaine et arabe, jalonnait ce pays depuis la frontière de Cyrénaïque jusqu'au fond du Maroc ¹⁷, colonies constituées par des Juifs venus en grand nombre de Palestine et jouissant en Afrique du Nord d'une situation prépondérante qu'ils ne surent d'ailleurs pas conserver, comme nous le verrons au cours de notre étude.

(15) Op. cit., page 12.

(16) Ainsi le nom de Juba qui a été porté par un roi de Numidie et son fils, roi de Mauritanie, se retrouverait dans le nom biblique de Job et donne le nom arabe de Bouchouiab. (Note de l'Auteur.)

(17) Saint Jérôme affirme, dans une de ses lettres, que les colonies juives formaient une chaîne ininterrompue depuis la Mauritanie à travers l'Afrique et l'Egypte jusqu'à l'Inde (SAINT-JÉRÔME : Epist., 129, 4; ad Dardanum.)

CHAPITRE II

Les Juifs sous la domination romaine

Le Maroc connut une autre immigration juive lorsque Rome s'implanta en Afrique. Les Romains ne connaissaient guère ce pays nouveau, appelé par eux Mauritanie, que par les relations commerciales qu'ils y entretenaient avec les Juifs de la côte, ceux de Salé en particulier. En effet, ceux-ci, dès les temps les plus reculés fournissaient Rome en ivoire, en bois de thuya et en peaux d'éléphants dont les Romains faisaient des boucliers. Cet accaparement par les Juifs de toute l'activité commerciale du pays ne doit pas surprendre à une époque où les Berbères païens adoraient encore la lune et le soleil et se contentaient du lait, de la chair et de la laine de leurs brebis pour toute nourriture et tout vêtement.

Les premières incursions des Romains en Afrique entraînèrent des infiltrations juives, ainsi que les persécutions dont les Juifs étaient l'objet en certains pays occidentaux ¹.

La république romaine maintint et même élargit les droits civils et politiques des Juifs africains. Un document épigraphique curieux trouvé à Tripoli et transporté au Musée de Toulouse, nous enseigne amplement sur l'organisation autonome des communautés de la Cyrénaïque et du littoral avant l'ère chrétienne ². Ce document nous montre que chaque ville avait une régie autonome dirigée par neuf archontes. En outre, chaque synagogue avait en tête un pater-synagogue, ce qui est confirmé par des inscriptions trouvées sur des pierres tumulaires à Sitifis, en Mauritanie ³.

Il est ainsi établi que depuis le II^e siècle avant Jésus-Christ et jusqu'à la destruction de Jérusalem, les Juifs de la Mauritanie jouirent de la part des autorités romaines de la même bienveillance qu'au temps des Ptolémées. La prospérité des colonies juives et les

(1) MERCIER : Histoire de l'Afrique septentrionale. Paris, 1892, page 50.

(2) NAHOUM SLOUSCH : op. cit., page 25.

(3) MONSEN et MARQUARDT : Antiquités Romaines. 1881, I, 4.

faveurs dont elles furent l'objet de la part des souverains, avaient suscité la jalousie de leurs voisins grecs dont l'animosité s'accroissait sous la domination romaine, surtout à l'occasion des contributions d'argent considérables que les Juifs de l'Afrique du Nord envoyaient à Jérusalem; les Grecs cherchaient à mettre obstacle à l'envoi de ces sommes, exportées à l'étranger au détriment du pays, et sous le règne d'Auguste se plaignirent à l'empereur. Celui-ci répondit alors aux Grecs par l'ordonnance suivante ⁴ :

« Les Juifs ont toujours été fidèles et affectionnés au peuple romain et particulièrement à l'empereur César. Auguste ordonne donc avec l'avis du Sénat qu'ils vivront selon leurs lois et coutumes comme au temps d'Hyrcan, grand prêtre de Jérusalem. Il leur sera permis d'envoyer à Jérusalem l'argent qu'ils consacrent au service de Dieu. Ils ne seront pas contraints de paraître en jugement ni le jour du Sabbat, ni la veille du Sabbat après neuf heures. Si quelqu'un dérobe leurs livres saints ou l'argent destiné au temple de Jérusalem, il sera puni comme sacrilège et son bien sera confisqué. »

Cette bienveillance dont le gouvernement impérial faisait preuve à l'égard des Juifs s'explique par deux raisons : d'une part ceux-ci étaient les alliés naturels de Rome contre les Hellènes et les nomades, d'autre part ils constituaient alors un facteur important de la richesse du pays qu'il fallait conserver.

Mais les choses changèrent, par la faute des Juifs, à partir de l'an 70 de notre ère, qui marque la destruction de Jérusalem. Tant que le temple subsista, les Juifs de l'Afrique Septentrionale restèrent fidèles à la domination romaine; après la destruction de Jérusalem, les survivants des zéloteurs et patriotes de la Palestine émigrèrent en Mauritanie, suscitant parmi leurs coreligionnaires une révolte contre les Romains ⁵. De cruelles représailles s'ensuivirent, dont Josèphe nous a raconté quelques détails assez incomplets et avec une partialité manifeste ⁶.

Néanmoins la destruction du Temple par Titus entraîna un fort courant d'émigration, ainsi que le souligne nettement Théodore Reinach dans la page suivante ⁷, et dont le Maroc eut sa large part :

« Bien avant la destruction du Temple de Jérusalem, la nation juive, par suite de causes très variées, avait essaimé dans la plupart

(4) FLAVIUS JOSÈPHE : Antiquités Judaïques, XVI, 10.

(5) LECIERCQ : L'Afrique chrétienne. Paris, 1898, I, page 35

(2) JOSÈPHE : Antiquités Judaïques, XVIII, 3.

(7) Histoire des Israélites, page 13.

des régions de l'Orient grec, et commencé déjà à pénétrer en Occident. Des témoins autorisés, juifs et païens, s'accordent à nous la montrer dès le premier siècle, répandue sur presque tout le pourtour de la Méditerranée, et le témoignage des inscriptions vient confirmer celui des auteurs. La chute du Temple accéléra ce mouvement de colonisation. Désormais les Juifs n'étaient plus attachés à leur patrie par l'attrait de la liberté et le culte brillant du sanctuaire. La Palestine était même, de toutes les parties du monde romain, celle dont le séjour leur était rendu le plus pénible à la fois par la surveillance tracassière de l'administration, et par le souvenir présent de leur grandeur disparue. Ajoutez qu'une foule de Juifs avaient été faits prisonniers et réduits en esclavage par Titus et Hadrien; vendus à l'encan, transportés dans les pays les plus divers, ils arrivaient assez facilement à recouvrer leur liberté; une fois affranchis, ils ne songeaient plus à retourner dans leur patrie désolée, mais se groupaient dans les villes de commerce où ils vivaient de leur industrie et faisaient des prosélytes. »

Cette opinion est conforme à l'Histoire qui nous apprend que les Hébreux, sur l'ordre des Romains, furent complètement dispersés, et que les « Béni-Israël » se répandirent surtout dans l'Afrique du Nord, où existait l'importante colonie juive de Carthage, qui paraît avoir exercé une influence considérable sur le judaïsme marocain.

Les Israélites de Jérusalem ne vinrent pas alors au Maroc pour y commercer, mais bien pour y chercher un refuge, comme fugitifs émigrés; aussi se heurtèrent-ils à l'animosité des Romains; nourrissant une haine implacable contre la société gréco-romaine, ils conservaient l'espoir d'arriver à la libération de la mère-patrie par une insurrection générale des Juifs avec le concours de tous les éléments hostiles à la domination. Dans les tribus berbères, ils trouvèrent une force dont ils avaient besoin pour se rassembler et s'organiser; ils l'utilisèrent. Ceci explique le rapprochement de plus en plus intime entre Juifs et Librophéniciens, et l'efficacité de la propagande juive parmi les tribus nomades, heureuses de se joindre aux Israélites pour secouer le joug romain.

Ce rapprochement aboutit, sous l'impulsion du docteur Rabbi Akiba, à la révolution de 115-118, vers la fin du règne de Trajan, qui s'étendit sur toute la Berbérie et la Mauritanie, et dont le nombre des victimes (220.000) montre le caractère acharné. Rome ne fit pas attendre sa répression qui fut sévère, et il est permis de penser,

avec Mercier ⁸, qu'à cette occasion un certain nombre de Juifs s'installèrent dans les villes de la côte et se mêlèrent à la population indigène, tâchant de la gagner au judaïsme. C'est même grâce au succès des convertisseurs juifs que les premiers missionnaires chrétiens réussirent dans leur propagande. « Ils trouvèrent dans les synagogues un public tout préparé ⁹. » C'est en effet vers cette époque que les disciples des Apôtres venus de la Palestine parmi les docteurs juifs, commençaient d'annoncer la bonne nouvelle dans les synagogues des villes maritimes.

Tout porte à croire qu'au début les deux religions n'en faisaient qu'une seule. Les preuves de la tolérance réciproque professée par les Juifs et les chrétiens se manifeste surtout par le fait qu'à Carthage on rencontre des tombes et des épitaphes de chrétiens parmi les tombeaux du cimetière juif. Mais dès la fin du III^e siècle, les deux religions se séparèrent et commencèrent à se regarder en ennemies, sans doute à la suite des progrès rapides du christianisme; en 197 Tertullien accusait nettement les Juifs d'exciter les païens contre les chrétiens et cela, disait-il, par jalousie ¹⁰.

Mais pendant tout le III^e siècle les efforts des Pères de l'Eglise pour desservir les Juifs auprès de la population et des autorités aboutirent à un échec complet : c'est l'époque où les Israélites s'adonnent avec succès à la navigation et au commerce, contribuant ainsi à la prospérité du pays; pour les encourager dans cette voie, les Romains leur accordent à nouveau toutes les libertés civiles et religieuses dont ils jouissaient auparavant, ce qui augmente leur prestige auprès de la population autochtone; le nombre des judaïsants est en progression constante, au point qu'ils forment des sectes distinctes. « A partir du III^e siècle, la région occupée par le Maroc actuel est parsemée de colonies juives qui finissent par l'emporter sur celles des autres provinces de la côte nord-africaine. » ¹¹

C'est à partir de cette époque que le judaïsme marocain, dans le sens large du terme géographique, tend à devenir prépondérant dans le nord de l'Afrique et qu'il revêt déjà le caractère ethnique et social qui va distinguer les Juifs marocains de tous leurs coreli-

(8) Histoire de l'Afrique septentrionale. 1892, I, 107.

(9) Léon BERMAN : Histoire des Juifs de France des origines à nos jours. Paris, 1937, page 251.

(10) Apolog. 7 : Tot hostes quot extranei, et quidem proprie *ex æmulatione Judaei*.

(11) NAHOUM SLOUSCH : Etude sur l'histoire des Juifs et du Judaïsme au Maroc. Paris, 1906, page 71

gionnaires. C'est l'époque où le Talmud, ce « viatique des Juifs », s'élabore et se répand, et si c'est l'ère des persécutions qui s'ouvre dans certains pays, au Maroc, du moins, le judaïsme prend-il sa revanche en y faisant d'étonnants progrès.

Constantin se montra assez tolérant envers les Juifs au début de sa conversion. Il ne leur enleva pas les droits civils et religieux et défendit de les citer en justice les jours de fêtes et le samedi; ils pouvaient même posséder des esclaves. Mais vers la fin de son règne, le fanatisme religieux finit par avoir raison de la tolérance politique, et la situation civile des Juifs changea, allant toujours en s'aggravant : les synagogues furent livrées aux foules chrétiennes qui les saccagèrent, les brûlèrent ou les transformèrent en églises¹². L'empereur interdit les mariages entre chrétiens et juifs, et défendit aux Israélites d'avoir des esclaves chrétiens.

Pour échapper à ces persécutions, les Juifs quittèrent les villages et se groupèrent surtout dans les villes maritimes et les grands centres commerciaux où ils pouvaient exercer leur activité économique avec le plus de sécurité.

Les renseignements concernant le commerce et l'industrie des Juifs deviennent plus abondants à partir de la fin du iv^e siècle. Le rôle joué par ceux de l'Afrique du Nord dans les relations commerciales avec l'Europe et même avec l'Asie prend une importance telle qu'il est difficile de ne pas voir en eux les successeurs sinon les descendants des Phéniciens.

De grands rapports commerciaux et religieux s'établissent également entre eux et les Juifs d'Espagne. Une loi, édictée par les rois wisigoths d'Espagne favorables aux Juifs, confirme leur droit à la navigation entre les ports espagnols et ceux de l'Afrique¹³. Certains documents nous font connaître les professions exercées alors par les Juifs¹⁴ : ils s'adonnaient à la viticulture, à l'industrie, au trafic d'esclaves, à la navigation et au commerce en général.



A cette époque se place la conquête de l'Afrique par les Vandales, qui entraîne un autre courant d'immigration juive; exposés aux

(12) GRAETZ : Histoire des Juifs, pages 60-70, cite la lex Wisigothorum L, XII. Tome III.

(13) Rappelons aussi les décisions des conciles d'Elvire de 313 et de 320 dans lesquels les évêques réunis de l'Espagne et de l'Afrique prirent des mesures contre l'influence du judaïsme et contre sa propagande dans ce pays.

(14) GRAETZ : op. cit., I, 29.

guerres religieuses, fuyant les persécutions des Romains à la mort de Constantin, où les Juifs auraient-ils pu trouver un meilleur accueil que chez les Berbères de la Mauritanie? D'autant que les Vandales étaient disposés à protéger le libre exercice du culte juif et à abolir les restrictions qui pesaient sur tous ses fidèles. « Ils n'en voulaient qu'aux catholiques et voyaient dans les Juifs leurs alliés naturels ¹⁵. » Aussi, grâce à la tolérance des conquérants, le judaïsme reprit-il en Afrique un essor considérable, au point que saint Augustin, inquiet de ses progrès et jugeant le catholicisme menacé, publia un traité intitulé « Contre les Juifs » en 429 ¹⁶.

Cet état de choses paraît s'être perpétué pendant toute la durée de la domination vandale (429-534). C'est pourquoi il n'est pas étonnant de voir le judaïsme s'affermir dans l'intérieur du pays parmi les tribus nomades et déborder jusqu'à la côte qui se couvre de nouvelles et importantes colonies juives.

Tous ces réfugiés étaient formés en tribus conformément à la coutume établie en Afrique dès les débuts de la domination romaine pour faciliter la perception des impôts. (Ceux que les Romains exigeaient des Juifs commerçants en contre-partie des libertés qu'ils leur accordaient, étaient d'ailleurs considérables.)

Avec cette faculté d'adaptation si remarquable qui leur est restée, les Juifs, vivant très près des Berbères, acquirent rapidement une influence facile à comprendre : venus avec leurs livres, leurs rabbins, leurs coutumes, leur civilisation, ils ont tout appris aux Berbères ignorants et illettrés; agissant sur une table rase, ils ont eu toute facilité pour s'organiser et convertir les autochtones à la loi mosaïque. Leur œuvre fut si forte que l'Islamisme n'a pu encore complètement détruire ce qu'ils avaient fait, ainsi que le prouvent aujourd'hui les Berbères judaïsés de la montagne.



Mais cette ère de prospérité ne dura pas pour les Juifs marocains; les Vandales furent chassés de l'Afrique par Bélisaire, envoyé de l'empereur Justinien, qui rétablit la domination byzantine sur toute la contrée jusqu'à Tanger. Pour se concilier les sympathies des indigènes jaloux de la suprématie des Juifs, et affermir son autorité, il exclua les Israélites de toutes les charges publiques et leur inter-

(15) GRAETZ : Histoire du Christianisme en Afrique, 1, 221.

(16) SAINT AUGUSTIN : Contre les Juifs, 429.

dit d'avoir des esclaves chrétiens, en 535, par un édit demeuré célèbre dans les annales de l'histoire du Maroc ¹⁷. Leur culte fut pros- crit, leurs synagogues détruites, les réunions religieuses leur furent interdites, et nombre d'entre eux furent convertis de force ¹⁸.

Ces persécutions eurent pour effet de refouler les Juifs chez les Berbères du pays intérieur, de telle sorte qu'à l'arrivée des Arabes, de nombreuses tribus indigènes étaient à leur tour gagnées au judaïsme.

Cependant, dès qu'elle se sentit fermement établie au Maroc et en mesure de résister aux mouvements populaires, l'administra- tion byzantine se relâcha peu à peu de ses rigueurs; vers la fin du vi^e siècle, l'empereur Maurice fit rendre aux Juifs celles de leurs synagogues qui n'avaient pas été détruites mais seulement confis- quées à l'usage du culte catholique, en leur interdisant toutefois d'en construire de nouvelles. Le pape Grégoire le Grand donnait lui-même l'exemple d'une large tolérance et envoyait aux évêques africains des instructions en faveur des communautés israélites.



Un peu plus tard, toute la région occupée par le Maroc actuel offrit un refuge aux Juifs expulsés d'Espagne, par Sisébot, qui les avait mis en demeure de se convertir ou de quitter le pays (589). Le même fait se reproduisit en 638 lorsque le roi Chintila renouvela les édits de son prédécesseur ¹⁹.

Ces réfugiés espagnols apportèrent avec eux la civilisation et la culture du monde latin et monopolisèrent l'industrie et le com- merce du pays. Ces anciens cultivateurs, artisans et marchands échoués dans un pays aussi sauvage que l'était demeurée la Mauri- tanie occidentale, représentèrent la classe moyenne naissante; s'adaptant aux conditions de la vie sociale primitive du pays, ils devaient à leur tour s'organiser en tribus, ou plutôt se mêler aux tribus environnantes sans cesser, pour cela, de rester un élément sédentaire et organisé en communauté religieuse et nationale, et étendre autour d'eux le rayonnement de leur civilisation; ils médi- taient même de porter un grand coup au christianisme et d'entre- prendre la conquête de la péninsule ibérique, enhardis par le suc- cès croissant du judaïsme au Maroc.

(17) JUSTINIEN : Novelle XXXVIII, 517, VIII.

(18) PROCOPE : De ædific., VI, 2 (560).

(19) REINHART DOZY : Histoire des Musulmans d'Espagne. 1868, tome II, page 7.

Mais une invasion terrible, aboutissant à un pillage sans mesure et sans retenue, plus cruelle que tout ce qui l'avait précédée en Afrique, plus durable que les dominations punique et gréco-romaine, vint porter un coup de grâce à cet ambitieux projet des Juifs, et finit par effacer les derniers vestiges du christianisme, tout en imprimant une nouvelle direction aux destinées du judaïsme en Afrique Septentrionale (681).

CHAPITRE III

Les Juifs sous la domination arabe, du vii^e au xiii^e siècle

Les luttes pour la suprématie de l'Afrique du Nord, entre Arabes et Berbères (ces derniers secondés par les Juifs) ¹ occupèrent toute la deuxième moitié du vii^e siècle et se terminèrent par le triomphe des Arabes. Mais la conquête définitive, loin d'affaiblir le judaïsme en Afrique et malgré les souffrances que les israélites eurent à subir, contribua plutôt à attirer dans le pays des Juifs qui avaient suivi les armées des conquérants arabes et qui occupèrent systématiquement les villes désertées par leurs habitants gréco-romains ², et complètement dévastées d'ailleurs.

Les premiers temps de la conquête arabe ne furent pas trop défavorables aux Juifs. Sans doute eurent-ils à payer des impôts très lourds, surtout l'impôt de capitation, déjà exigé des Romains, et que les Arabes reprirent sous le nom de djezzia; sans doute subirent-ils souvent l'oppression des gouverneurs locaux, mais, en fait, ils ne paraissent pas avoir été particulièrement molestés. Au contraire, c'est l'époque où leurs philosophes, leurs médecins, leurs talmudistes jouirent d'une grande autorité, et où leurs communautés furent florissantes : Tlemcen, Tanger, Fès. Alors que de toutes parts éclataient des mouvements religieux, les Juifs marocains surent se tenir à l'écart, se soumettre aux exigences des autorités en payant le tribut qui leur était réclamé, et échapper ainsi à toutes persécutions.

Cet état de choses commença à se modifier en 788, date de l'arrivée au Maroc de l'Iman Idris I^{er}. Nous possédons beaucoup de

(1) La Juïve berbère, la Kahéna, fameuse reine guerrière du vii^e siècle, appelée tantôt la Jeanne d'Arc africaine, tantôt la Débora noire, est devenue une des belles figures de l'histoire de l'indépendance berbère; l'esprit belliqueux des Juifs marocains les distingua d'ailleurs toujours de leurs coreligionnaires orientaux et occidentaux. (Note de l'Auteur.)

(2) GRAETZ : op. cit., V, 36.

renseignements sur cette époque par le Roudh el Kartas, ou Jardin des Feuilletés, écrit au ^{xiv}^e siècle par Abou Youssef, qui dans son introduction s'exprime en ces termes imagés ³ : « Lorsque j'ai vu la générosité de cet heureux gouvernement (celui d'Abou Othman), que Dieu l'éternise, ce règne semblable à un collier de pierres précieuses, j'ai voulu aussi en tracer les beautés et chercher à les rendre accomplies. Que le Très Haut répande ses bénédictions sur lui et sur sa famille juste et pure, sur ses compagnons qui l'ont suivi et le suivront jusqu'au jour de sa résurrection; que cette prière soit faite aussi longtemps que la nuit aura ses ténèbres et le jour sa lumière; je parlerai aussi du règne glorieux d'Idris I^{er}, cinquième descendant d'Ali, gendre du Prophète, qui, chassé de l'Arabie en 788 arriva au Maroc, cette terre bénie, y propagea l'Islam, bâtit la ville sainte (Fès), et fonda la dynastie des Edrisites qui s'imposa pendant plus de deux siècles. »

Mais l'auteur omet de nous dire qu'Idris, ambitieux conquérant, voulut mettre le fanatisme religieux des Maures au service de ses ambitions personnelles, et qu'il déclara aux Juifs une guerre sans merci. Toutes les communautés juives s'unirent alors pour résister à l'Iman, mais après des luttes sanglantes qui durèrent plusieurs années, ce dernier l'emporta et exigea la soumission définitive des Juifs; ils durent s'engager à payer un impôt annuel très élevé, et à fournir un tribut annuel de vingt-quatre jeunes femmes des plus jolies, destinées au harem du souverain musulman ⁴. Les agriculteurs devinrent des serfs, défendant la cause de leurs nouveaux maîtres, les propriétaires arabes. Une situation économique et sociale égale finit par niveler toute distinction apparente entre Juifs palestino-romains et Berbères, car la conquête du pays par les Arabes porta le coup de grâce à l'indépendance, voire même à l'existence de ces populations judéo-berbères. Décimées et affaiblies par le vainqueur après une résistance armée plus que séculaire, un grand nombre d'entre elles se virent obligées d'embrasser l'islamisme. Les plus réfractaires à l'assimilation ne surent se maintenir qu'en s'établissant dans les régions montagneuses de l'Atlas et du Rif, et si les Juifs retrouvèrent sous les successeurs d'Idris I^{er} une situation économique parfois enviable, on peut dire qu'après l'invasion arabe, le cycle héroïque est définitivement clos pour les Juifs du Maroc.

(3) ABOU YOUSSEF : Roudh el Kartas, 1372, page 19.

(4) NAHOUM SLOUSCH : op. cit., page 125.



A partir du ix^e siècle le judaïsme africain est complètement organisé grâce à la tolérance d'Idris II, et les Juifs retrouvent leur prospérité d'autrefois. Ils échangent avec l'Europe du miel, de la cire, des peaux, des laines, des bestiaux et des fruits secs contre des étoffes et des armes. Vers 961, les Gênois obtiennent le monopole du commerce avec le Maroc en acquittant un droit d'entrée de 8 % sur leurs marchandises. L'intérêt que présentait pour les Juifs cette liberté commerciale n'échappa pas au Sultan El Mansour qui augmenta le taux de l'impôt de capitation auquel étaient assujettis les Juifs et en employa le produit à la construction de deux hôpitaux ⁵.

A Fès, il leur est permis de s'établir dans un quartier assez vaste et de s'adonner librement à l'exercice du culte moyennant une redevance annuelle, la djezzia, fixée par Idris à 30.000 dinars, chiffre respectable et qui prouve le grand nombre de contribuables appelés à le payer ⁶. La répartition de cet impôt était faite par les synagogues; le gouvernement musulman ne vérifiait rien, mais il prit de bonne heure l'habitude d'augmenter chaque année le total de la somme. Les riches payaient pour les pauvres, « car, nous dit l'abbé Godart ⁷, les Juifs se resserrèrent toujours dans les liens d'une étroite solidarité ». Le caïd n'envoyait pas d'avertissement, mais lorsque le moment était venu, il ordonnait aux Juifs de s'acquitter de ce paiement, sinon sur chaque mille pesetas dus, on en ajoutait 50 pour le caïd et les soldats, et on pillait ensuite le Mellah.

« A cette époque, dit Monceaux ⁸, les Juifs étaient presque les seuls à exercer les divers métiers, et le commerce de l'Afrique avec l'Espagne était entièrement entre leurs mains. » Nous rencontrons même des percepteurs juifs et de hauts fonctionnaires dans tout le Maroc ⁹, car les sultans savaient apprécier les qualités de persévérance et d'intelligence des Juifs et les utiliser à leur profit, comprenant tous les avantages qu'ils pouvaient tirer de leur activité.

Les communautés de Mogador, Safi, Tanger, Marrakech, Meknès, étaient alors riches et puissantes, non seulement parce que le commerce y florissait, mais parce que c'étaient des centres de renaiss-

(5) Charles HUART : Histoire des Arabes. Paris, 1907, page 89.

(6) Marcus FISCHER : Histoire d'Israël dans la Mauritanie sous le règne de l'Iman Idris. Paris, 1817, page 128.

(7) Abbé GODARD : Les Juifs au Maroc. Paris, 1861, page 46.

(8) MONCEAUX : op. cit., page 40.

(9) ABRAHAM CAHEN : Les Juifs de l'Afrique septentrionale. Constantine, 1867, page 112.

sance intellectuelle où la science s'épanouissait, grâce aux efforts des Juifs et à leur amour de l'étude. On les voit collaborer au Moyen-Age avec les savants et les littérateurs d'Espagne les plus éminents, aussi a-t-on pu dire avec raison que « les ix^e, x^e et même xi^e siècles ont constitué l'âge d'or de l'histoire des Juifs marocains ¹⁰ ».

La tolérance dont bénéficiaient les israélites se justifiait parce qu'elle reposait sur les préceptes mêmes de Mahomet qui prétendait que les Juifs ne formaient qu'un seul peuple avec les croyants, en conservant seulement leur religion particulière ¹¹. Mais dans la pratique l'influence de cette religion particulière est venue gâter les bons principes et les bons rapports; c'est, entre autres, à la différence de religion qu'il faut attribuer la non assimilation des Juifs aux indigènes. Nous en avons comme preuve le même phénomène qui s'est passé plus près de nous : malgré un séjour de sept cents ans en Espagne, les Maures sont demeurés des étrangers au milieu de la population aborigène.

Tandis qu'au Maroc les sultans cherchaient à attirer les Juifs pour mieux en profiter, les masses indigènes restaient intransigeantes, considérant le Juif comme un infidèle, un « tributaire » que l'on tolère parce qu'il paie l'impôt, mais à qui l'on doit, conformément aux commandements du Prophète, refuser le salut et l'association; le Prophète ne dit-il pas en effet : « Lorsqu'un musulman fait société avec un demni et montre de l'humilité à son égard, un fleuve de feu coulera entre eux au jour de la résurrection, et l'on dira au musulman : va à travers le feu de l'autre côté pour régler tes comptes avec ton associé. » Ainsi, comme l'a montré Goltziber dans son beau livre sur le dogme et la loi dans l'Islam ¹², le point de vue religieux reste intransigeant dans le fanatisme musulman, créant souvent des désaccords entre sujets et souverain, à propos de l'attitude qu'il convenait d'adopter vis-à-vis des Juifs. Ce sont les infidèles que l'Arabe voit en eux, et souvent il déprécie la religion juive dans la certitude que les lois données aux israélites par Dieu leur ont été imposées en punition de leur désobéissance. Or, dans l'islamisme, la guerre aux infidèles étant d'obligation divine « parce que cette religion s'adresse à tous les hommes et qu'ils doivent l'em-

(10) GOULVEN : Origines anciennes des israélites du Maroc, in *Hespéris*, 1921, page 334; et *The Jewish Encyclopedia*, 1922, t. I, qui dit : le Nord de l'Afrique du viii^e au x^e siècles fut un des principaux centres du monde israélite.

(11) Ch HUART : op. cit, tome I, page 124.

(12) GOLTZIBER : *Le Dogme et la Loi dans l'Islam*. Trad. Arin, 1880, page 258.

brasser de gré ou de force », ¹³ il semble naturel à l'Arabe de persécuter les Juifs.

De ce fait, l'Islam apparaît comme une religion bien spéciale; chez les autres peuples, en effet, il n'en est pas ainsi parce que leur religion ne leur impose pas de faire des adeptes. C'est ainsi que les israélites, par exemple, ne sont tenus qu'à veiller au maintien de leur religion chez eux.

C'est pourquoi de très bonne heure les musulmans prirent position contre les Juifs : les masses, parce qu'elles voyaient en eux les ennemis de la vraie foi qu'il fallait combattre, et les autorités pour se concilier les faveurs du peuple lorsque leur puissance n'était pas affermie, et plus tard pour empêcher les Juifs de prendre une trop grande influence à leur propre détriment. Mais comme, par ailleurs, les Princes désiraient profiter des richesses des israélites, ils cherchèrent souvent à les protéger et à préserver leurs libertés afin que le développement de leur activité économique ne fût pas entravé. Cet ensemble de sentiments contraires explique les mesures rigoureuses et bienveillantes qui furent prises envers les Juifs marocains.

Des restrictions humiliantes pour eux furent édictées de très bonne heure : une loi datant du deuxième Kalife Omar leur imposa le port d'un habit de couleur particulière. Il leur fut interdit de coiffer la chechia rouge et le turban, et la calotte de couleur sombre leur fut seule réservée; pour les jeunes gens elle était en velours violet ou bleu foncé et pour les hommes mariés en drap noir. Leur burnous devait être également noir. Elie de la Primaudaie ¹⁴ affirme qu'il leur était défendu de porter des souliers, mais seulement des babouches sans talons, sauf « ceux qui avaient habitude près du Sultan et des Grands ».

Ces mesures furent confirmées au x^e siècle dans le but d'empêcher les mariages entre Juifs et Arabes, contractés par erreur. Un dahir de la même époque décida que les Juifs ne pouvaient se marier entre eux sans l'autorisation du gouvernement, ni sans offrir aux autorités locales des cadeaux en rapport avec leur fortune.

En ce qui concerne les femmes juives, leur toilette (caftan, gandourah), étant entièrement différente de celle des femmes mauresques, il ne fut pas nécessaire de la réglementer. Une distinction exista cependant, mais toute volontaire de la part des Juives : l'absence du voile qui couvre le visage des femmes musulmanes. De plus,

(13) IEN KHALDOUN : op. cit., tome I, page 46.

(14) Elie DE LA PRIMAUDAIE : Les villes maritimes du Maroc. 1730, page 47.

comme il n'y avait en elles d'apparent que le haïk qui les couvrait de la tête aux pieds, la seule réserve qui leur fut alors imposée consista dans la défense de certaines couleurs.



Les Zénéta, au début du xi^e siècle, enlevèrent le pouvoir aux Edrésites¹⁵, et, ne pouvant asseoir leur gouvernement à Fès « la turbulente », fondèrent Oudjda où ils maintinrent pendant quatre-vingts ans le siège de leur puissance.

Les Almoravides parvinrent à renverser les Zénéta, créèrent Maroc, leur capitale, et régnèrent pendant quatre-vingt-seize ans, de 1051 à 1147 avec le titre de Princes des Croyants que les Sultans du Maroc ont conservé depuis lors. Cette dynastie paraît avoir apporté peu de changements radicaux dans la situation des Juifs. Le fanatisme religieux des princes almoravides a poussé certains historiens hébreux à émettre l'opinion que sous leur domination les Juifs étaient molestés et malheureux¹⁶. Nous croyons cette affirmation, sinon dénuée de tout fondement, du moins fortement exagérée. Il est vrai que le premier Emir Yousouf ben Tachefin, animé d'un zèle que la victoire explique facilement, chercha d'abord à détourner les Juifs de leur foi et les obligea à se convertir à l'islamisme¹⁷; il est vrai que les Juifs pour conjurer cette persécution durent verser entre les mains du prince une très forte somme; mais, en fait, malgré quelques vexations et quelques troubles sporadiques, on peut dire que les Juifs vécurent assez paisiblement et dans une sécurité relative pendant toute cette période.

(15) ROUDH EL KANTAS, page 45.

(16) ABRAHAM CAHEN : op. cit., pages 37-40.

(17) ELIE DE LA PRIMAUDAIE : op. cit., page 99

CHAPITRE IV

Les dynasties Almohade et Mérinide

La tranquillité dans laquelle vivaient les Juifs devait disparaître en 1132, lors de l'invasion des Almohades — que les historiens hébreux appellent « le glaive d'Ibn Toumart » — et qui entraîna pour longtemps la disparition des Juifs de l'histoire officielle et politique du Maroc.

L'invasion, qui fut une de ces grandes catastrophes soudaines et imprévues dont l'Afrique semble avoir gardé le secret, balaya soudainement tous les mouvements littéraires et religieux, les écoles rabbiniques, et jusqu'à l'existence même des communautés, anéantissant le judaïsme au Maroc. Ces Berbères fanatiques réunis en une secte religieuse d'une grande austérité de mœurs, voulurent, par le glaive, imposer leur foi dans toute l'Afrique du Nord. Comme toutes les grandes conquêtes africaines, ce soulèvement religieux cachait des dessous politiques et des rivalités de races. Les Almoravides se défendirent âprement, aidés par les Juifs qui leur restaient fidèles, mais finirent par succomber et par céder la place aux Almohades, en 1140. Ceux-ci, s'ils élevèrent à son apogée la puissance musulmane au Maroc, firent durement payer aux Juifs le concours qu'ils avaient prêté à leurs prédécesseurs : leurs maisons furent pillées et toutes les synagogues détruites; certains Juifs furent tatoués de force par des fanatiques musulmans qui voulaient ainsi les obliger par dérision à manquer aux prescriptions du Lévitique : « Vous ne ferez aucune figure ni aucune marque sur votre corps. » ¹ Ceux qui voulaient échapper à la mort n'avaient qu'une ressource : se convertir à l'islamisme. « La population juive du Maroc se résigna presque tout entière à cette apostasie tout en continuant à pratiquer en secret les rites israélites. » ² Maïmonide, qui

(1) Lévitique XIX-28, cité par HERBER : *Le tatouage chez les israélites marocains*. Rabat, 1929, page 8.

(2) Th. REINACH : *op. cit.*, page 79.

avait cru échapper à la fureur des Almohades en quittant Cordoue pour Fès, fut obligé lui aussi de se faire passer pour un musulman; c'est alors qu'il écrivit sa fameuse lettre sur l'Apostasie. Il déplora par ailleurs en termes douloureux cette persécution : « Pour les Juifs du Maghreb toute paix fut alors troublée, tout homme de piété dut alors se cacher, et la lumière d'Israël s'est alors éteinte. » ³

La conquête du Maroc par les Almohades fut consommée en 1146. Pendant un règne de cent trente ans ils édifièrent l'aqueduc et la kasbah de Fès, la ville de Rabat et la tour Hassan, les fortifications d'Oudjda et de Badès dans le Rif. Leur attitude vis-à-vis des Juifs fut continuellement dure, les considérations religieuses l'emportant, chez eux, sur l'intérêt pécuniaire; ils ne comprirent pas qu'il eût été préférable, pour le bien même du pays, de laisser les Juifs continuer en paix leur commerce d'exportations et d'importations si florissant jusque là, et ne cherchèrent au contraire qu'à les maltraiter et à les avilir. L'émir Abd el Moumen réitéra aux enfants d'Israël cette alternative : l'islam ou la mort. Cette décision aboutit à des conversions massives, en apparence tout au moins, les Juifs marocains restant fidèles à la loi de Moïse à l'intérieur de leurs demeures.

L'existence officielle des Juifs fut donc anéantie lors de la conquête du Maghreb par les Almohades, au point que les chroniqueurs de l'époque nous disent qu'aucune trace d'Israël ne subsista de Tanger jusqu'à El-Mahédia ⁴.

Jusqu'en 1185, date de la mort d'Abd el Moumen, la persécution ne semble pas s'être adoucie ⁵; elle devient plus supportable sous le règne des fils du précédent émir qui finirent par reconnaître officiellement la situation particulière des israélites, sinon comme Juifs, du moins comme groupement distinct.

Ils renouvelèrent les prescriptions de leurs prédécesseurs concernant le port d'un costume et d'une coiffures distinctifs, en adoptant un raisonnement assez spécieux et d'une subtilité toute orientale : « Si je savais, disait un de ces princes, que les nouveaux convertis à l'Islam fussent de vrais et sincères croyants, je chercherais à les confondre avec les anciens musulmans par tous les moyens possibles et surtout par les liens du mariage. Si, d'un autre côté, j'étais convaincu qu'ils aient conservé intérieurement la foi

(3) Abraham HESCHEL : Maïmonide Paris, 1936, page 45.

(4) GRAETZ : op. cit., VI, 143.

(5) Jacob MANN : Une source de l'histoire juive au xiii^e siècle, in *Revue des Etudes Juives*. 1926, pages 363 et suivantes.

de leurs pères et par conséquent leur ancienne erreur et leur crédulité, j'exterminerais tous ces hommes et réduirais à l'esclavage leurs femmes et leurs enfants. Mais je suis dans le doute à ce sujet; voilà pourquoi je leur impose un costume distinctif jaune safran qui est loin d'être à leur avantage. »

Quoi qu'il en fût, cette mesure équivalait à une reconnaissance officielle du judaïsme au Maroc, et c'est en effet à partir de cette époque que le nom de « Juif » réapparaît officiellement dans les annales de l'histoire de l'Empire.

★
★★

La chute de la dynastie almohade suivie du démembrement de l'Empire amena au pouvoir les Mérinides en 1269 ⁶.

Ils rendirent aux Juifs la liberté du culte à condition de payer des impôts de protection très lourds et de porter le costume jaune imposé par les derniers Almohades ⁷. Continuant à leur égard la politique de leurs prédécesseurs, ils restreignirent leur liberté économique, leur interdisant l'exercice des métiers et des professions libérales, ne leur laissant d'autre gagne-pain que l'usure. De nombreuses mesures vexatoires furent alors édictées contre eux : on leur renouvela l'interdiction de porter des chaussures en cuir, de monter à cheval, cet animal étant trop noble pour eux. On ne leur permit comme monture que le mulet ou l'âne; comme équipement ils ne purent se servir d'aucune espèce de selle; les bâts et les paniers étaient seuls tolérés.

Si un Juif voyageant dans la campagne monté sur un mulet ou sur un âne rencontrait sur la route un grand personnage musulman, il devait descendre de sa monture, se ranger sur les côtés du chemin à une distance respectueuse du musulman, et ne pouvait remonter sur sa bête que lorsque le personnage avait entièrement disparu.

On leur interdisait d'entrer au Chella sous peine de mort ou à condition de changer de religion « et cela parce qu'il y a là des tombeaux de plusieurs grands saints de la loi de Mahomet » ⁸. Ils portaient leurs morts au cimetière en courant, et s'ils rencontraient

(6) ISMAËL HAMET : Les Mérinides. Paris, 1904, page 38.

(7) Cette couleur leur resta longtemps imposée au point que les Arabes du désert ont donné à la couleur isabelle des chevaux le nom de sfer el yehoudi = jaune juif, et la regardent comme étant d'un mauvais présage. (Note de l'Auteur.)

(8) LAMPIERRE : Les Mérinides au Maroc. 1680, page 103.

alors un convoi funèbre musulman, il fallait cacher au plus vite le cadavre juif afin d'éviter la profanation et la fureur des Maures.

De même, il ne leur était pas permis de lire et d'écrire l'arabe, n'étant pas dignes d'entendre le divin coran. Sous le moindre prétexte leurs femmes étaient fouettées en place publique par l'Abiga, vieille musulmane spécialement chargée de cette fonction.

On les obligea également, lorsqu'ils passaient devant une mosquée, à retirer leurs babouches et à marcher nu-pieds. Cette obligation s'est perpétuée, et aujourd'hui encore ils y sont astreints, en certaines localités ⁹. A plus forte raison il leur était interdit d'entrer dans une mosquée. Si par hasard un Juif bravait cette prohibition, il n'y avait pas pour lui d'autre alternative que de renier sa foi ou d'être brûlé vif ¹⁰. Même à Tanger où ils étaient privilégiés et jouissaient de libertés inconnues dans les autres villes (ayant entre autres droits, celui de posséder des propriétés en dehors du quartier qui leur était effecté), il ne leur était pas permis de passer devant une mosquée sans se déchausser ¹¹.

Cependant il y avait en plusieurs villes des mosquées fort vénérées qui étaient en quelque sorte des lieux d'asile; un Juif poursuivi dans les rues par les Arabes pour n'importe quel motif y trouvait le repos et la sécurité. En ce cas il pouvait, il devait même y pénétrer avec sa chaussure, ce qui établissait aux yeux de tous la religion à laquelle il appartenait.

C'est à cette époque également que pour la première fois on obligea les Juifs à saler les têtes des rebelles que l'on exposait ensuite à titre d'exemple en haut des portes de la ville ¹².

Selon Addison ¹³, il leur était interdit de posséder des armes de guerre sauf pour en faire le commerce. « Cette défense, ajoute l'auteur, ne les choquait guère, car ils avaient une grande aversion pour tout ce qui était militaire, étant aussi dénués de vrai courage que de bonne nature. »

(9) Les femmes juives qui, jadis, étaient tenues d'en faire autant, en furent dispensées en 1818 par Moulay Soleiman, « parce que la vue de leurs énormes mollets était indécente et troublait la dévotion », précise le dahir qui fut alors promulgué à ce sujet. (Note de l'Auteur.)

(10) PILON DE SAINT-OLON : Etat présent de l'Empire du Maroc. 1694, page 54.

(11) Cet usage fut aboli à la fin du xix^e siècle, grâce aux instances de Sir Drummont Hay, qui voulut que son interprète d'origine sémitique jouît des mêmes faveurs que lui. Sir Drummont était délégué anglais au Maroc.

(12) Cette barbare coutume persista jusqu'en 1873, où elle fut abolie sur la demande de Sir John Drummont Hay.

(13) Etat présent des Juifs de Barbarie, Londres, 1675, page 29.

C'est l'époque où, pour soustraire les Juifs aux mauvais traitements de la foule, les sultans sont obligés de les grouper dans des quartiers spéciaux appelés Mellahs ¹⁴.

Dans ces conditions, il ne faut pas chercher parmi ces misérables serviteurs de la glèbe des traces d'une vie intellectuelle ou religieuse intense. Certains d'entre eux s'étaient établis parmi les tribus berbères, partageant avec elles les misères et les avantages que cette situation comportait. D'autres Juifs dispersés dans les campagnes formaient, dans la plupart des cas, les seuls artisans de l'endroit. Ils étaient, selon Léon l'Africain, orfèvres, tailleurs, peintres, brodeurs, charpentiers ¹⁵.

Cependant, les princes se relâchèrent peu à peu de leurs rigueurs envers les Juifs commerçants des villes maritimes, afin de pouvoir augmenter leurs impôts qu'ils percevaient sur eux, et dont le rendement n'était pas très élevé, à raison des restrictions qui leur étaient apportées. Les Juifs purent ainsi de nouveau accaparer tout le trafic : le commerce pour le Sud s'effectua par Safi, et pour le Nord c'est Salé qui reçut de la Hollande des cotonnades, des toiles, des épices, du tabac, ainsi que des livres saints et des Bibles en hébreu dont l'importation était alors interdite au Maroc, sans compter les armes et les munitions de contrebande ¹⁶. Les Princes fermaient les yeux sur ces illégalités, se contentant d'augmenter considérablement le montant de la djezzia. Celui-ci, vers la fin du xiv^e siècle, était de deux pièces d'or et d'un huitième, c'est-à-dire dix-neuf francs par tête pour le paiement desquels toute la communauté était solidairement responsable. Cela s'appelait le « Canoun ». Les taxes des pauvres retombaient évidemment sur les riches commerçants, ainsi que celles des rabbins et instituteurs religieux, aussi n'était-il pas rare, en raison de ces exemptions et en tenant compte de la rapacité des gouverneurs locaux de voir prélever sur certains Juifs la somme annuelle de six cents francs par tête.

La perception de la djezzia était accompagnée d'un cérémonial humiliant : le caïd et le cadî venaient camper avec une nombreuse suite devant les portes du Mellah; les Juifs leur servaient à manger et à boire; chacun remettait personnellement sa contribution et recevait en échange un coup de poing sur la nuque.

(14) A. COUR : Etablissement des dynasties des chérifs Saadiens au Maroc. Chapitres I et II.

(15) Cité par COUR : op. cit., I, page 198.

(16) DE CASTRIES : Les sources inédites de l'Histoire du Maroc. 1906.

A l'époque des Mérinides, les seuls usuriers et banquiers qui avaient des relations avec l'extérieur étaient des Juifs; les sultans eux-mêmes prirent l'habitude de recourir à l'argent de leurs intendants juifs, personnages devenus indispensables, malgré la promulgation de certaines lois interdisant l'accès des charges publiques aux enfants d'Israël. Même, en 1322, l'émir Youssel ben Yacob Abdelhak prit comme chambellan le Juif Yanoum; maître et serviteur furent tous deux assassinés dans un soulèvement populaire.



Mais pendant que quelques savants ou hommes d'affaires avisés étaient ainsi à l'honneur, les masses juives vivaient alors dans la souffrance, ce qui permit aux mœurs et superstitions arabes de s'infiltrer partout, jusqu'aux centres les plus rapprochés du littoral. Les Juifs marocains végétaient moralement et politiquement; l'influence musulmane s'exerçait sur toute leur vie sociale, des superstitions de toutes sortes dominaient la Loi; les usages arabes pénétraient jusqu'aux synagogues; l'ignorance des rabbins était si grande que les Juifs, dans leurs propres litiges, étaient astreints à faire appel à la compétence des juges arabes et au droit musulman. D'ailleurs, les persécutions et massacres qui, à tant de reprises, dans le courant des siècles, ont assombri les Mellahs, semblaient naturels à cette époque d'obscurantisme et de barbarie, et personne ne songeait à s'insurger contre de telles pratiques. Décidés, humiliés, méprisés et tolérés au prix des services qu'on attendait d'eux, ils semblaient être voués définitivement à un état moral et social lamentable, lorsqu'une nouvelle immigration inopinée de Juifs, venus une fois de plus et dans des conditions analogues, à huit siècles de distance, de l'Espagne, secoua de sa torpeur profonde ce membre d'Israël qui semblait atrophié, et lui insuffla une vie nouvelle.

CHAPITRE V

L'immigration des Juifs espagnols au Maroc et ses conséquences

En 1391, le Maroc fut submergé par une vague de réfugiés juifs fuyant les persécutions des moines espagnols et de la population chrétienne fanatisée. On évalue à deux ou trois cent mille les Juifs qui réalisèrent leurs biens à la hâte et quittèrent l'Espagne ¹. La plupart se répandirent dans les villes du littoral du Maghreb, et à Fès en particulier. Ce furent les premiers pionniers de la nouvelle infiltration ethnique juive qui donna naissance au groupement judéo-espagnol fermement établi depuis au Maroc.

Avec l'arrivée des réfugiés espagnols dans les villes du littoral, commence une ère nouvelle et très prospère de la vie matérielle et intellectuelle des Juifs marocains. Ces réfugiés furent généralement mieux accueillis par les gouverneurs musulmans qui caressaient l'espoir de profiter largement des relations commerciales des nouveaux arrivés avec l'Europe (espoir réalisé, nous le verrons), que par leurs coreligionnaires autochtones, jaloux de la supériorité marquée des Juifs espagnols dans la culture intellectuelle, les arts et le commerce.

D'ailleurs, il n'y a pas d'exemple que des fugitifs étrangers arrivant en masse plus ou moins compacte dans un pays déjà occupé, y aient été admis bénévolement à partager un sol toujours jalousement défendu contre l'emprise étrangère.

Les Judéo-Berbères, pour marquer leur hostilité aux nouveaux arrivants et les distinguer d'eux-mêmes, les appelèrent : Roumis (européens). De leur côté, les Espagnols baptisèrent les autochtones du nom de Forasteros (barbares). Aujourd'hui encore on divise les

(1) Ismaël HAMET : Les Juifs du Nord de l'Afrique. Paris, 1909, page 5.

Juifs marocains en deux catégories : judéo-berbères et roumis, et il existe toujours entre les deux classes une sorte d'antagonisme latent qui se caractérise par un mépris réciproque.

Quoi qu'il en soit, le nombre de réfugiés espagnols établis dans toutes les villes du littoral ne cessa pas de s'accroître pendant toute la durée du xv^e siècle, arrivant à former la majorité de la population des villes marocaines.

La dernière grande immigration des Juifs d'Europe eut lieu en 1492 lorsque l'Inquisition espagnole donna à ses ressortissants juifs un délai de trois mois pour se convertir ou quitter la Péninsule. Un nombre considérable d'expulsés débarqua devant Oran et Tétouan pour se rendre à Fès qui compta peu après dans son enceinte cinq mille maisons juives; « mais ces émigrants passèrent, dit Théodore Reinach, par de terribles épreuves : la famine, l'incendie, la cupidité des naturels se coalisèrent contre eux; les uns furent vendus comme esclaves par des capitaines berbères, d'autres éventrés par des sauvages stupides qui cherchaient de l'or dans leurs entrailles ».

Cependant, il faut croire qu'ils surmontèrent ces difficultés car en 1495 le Maroc tout entier comptait plus de 50.000 familles israélites².

Grâce à leur intelligence, à leurs capacités commerciales et à leurs relations avec leurs frères de la Turquie et des pays européens, les Juifs espagnols réussirent dans une large mesure à l'unification des provinces. Ayant en effet une civilisation propre très supérieure à ce que pouvait être celle des indigènes, pratiquant des arts avancés, bénéficiant d'un contact prolongé avec les Européens des grandes métropoles méditerranéennes, ils formaient une nation puissante rendue très cohérente par le lien religieux et la persécution, et très propre à en imposer aux agglomérations berbères arriérées et ignorantes.

D'ailleurs la politique mercantile des Sultans favorisa singulièrement le développement de l'élément juif au Maroc, basée qu'elle était sur l'appui des intendants juifs qui fournissaient presque toutes les sources de revenus de l'Empire, d'abord parce que chaque émigré devait payer comme droit de débarquement un doublon d'Espagne, et surtout par une augmentation très sensible des impôts sur le commerce étranger. L'arrivée des exilés signifiait davantage

(2) Th. REINACH : op. cit., page 151.

(3) NAOUM SLOUSCH : op. cit., page 146.

encore : elle apportait avec elle toute une révolution économique et financière dans le Maghreb; les nouveaux venus donnèrent, grâce à leurs capitaux et à leurs relations avec l'Europe, un nouvel essor au commerce et à l'industrie; l'exportation et l'importation des marchandises augmentèrent sensiblement, et comme les princes prélevaient des taxes de 8 à 10 % sur tous les produits exportés ou importés, ils se trouvaient personnellement intéressés au succès des Juifs. Cette redevance était d'un si bon rapport que les Sultans crurent devoir à certains moments dispenser de tout autre impôt de capitation les commerçants qui faisaient des affaires sur une grande échelle. C'était en quelque sorte un encouragement donné au commerce.

Dans presque toutes les provinces les droits de douane étaient acquittés en numéraire et parfois donnés en fermage. Dans ce cas c'étaient des Juifs qui les percevaient comme fermiers. Quelques beys, cependant, s'étant aperçus d'un grand nombre de fraudes commises au préjudice du Trésor par les commerçants de connivence avec les employés de la douane, prélevaient en nature les droits de douane et revendaient les marchandises aux négociants. Ces ventes se faisaient parfois aux enchères publiques, mais le plus souvent elles étaient faites arbitrairement; tantôt certains produits étaient donnés gracieusement ou vendus à vil prix à un courtisan que le bey voulait récompenser, tantôt, le bey, ayant un pressant besoin d'argent, faisait appeler le mokedem des Juifs et lui ordonnait de répartir un lot de tissu ou de toute autre marchandise entre un certain nombre de négociants; le prix fixé par le bey, et presque toujours au-dessus de la valeur réelle du produit, devait être payé avant le coucher du soleil.

Il en était de même en ce qui concernait les dons gracieux qui étaient toujours faits par ordre supérieur; quand il fallait au prince telles étoffes ou telles essences pour les femmes de son harem, le mokedem des Juifs était mandé par le ministre ou le bey lui-même et recevait communication de la commande princière qu'il devait trouver chez les commerçants de la ville. C'était en quelque sorte un impôt extraordinaire que le mokedem était chargé de prélever sur ses coreligionnaires. Il y avait alors pour le chef des Juifs deux attitudes possibles : s'il était juste et impartial, il répartissait les marchandises à acheter ou à livrer, les pertes éprouvées ou les dépenses à faire, entre tous les membres de la communauté, indistinctement et dans des proportions convenables. Dans le cas contraire, il se retranchait derrière un ordre soi-disant formel, et imposait, au

nom du Prince, certains commerçants qui avaient encouru sa disgrâce.

Si l'un des ministres avait un intérêt quelconque dans ces commandes, ou s'il regardait favorablement le marchand qui les avait fournies, le prix en était soldé et presque toujours d'une manière assez généreuse. Mais si aucun grand personnage ne s'y intéressait, le paiement de la marchandise tombait dans l'oubli et les commerçants n'osaient réclamer ce qui leur était dû. Il y avait donc de l'arbitraire dans la conduite des princes : tantôt ils étaient d'une munificence extraordinaire même envers leurs plus humbles sujets, tantôt d'un avarice, d'une exigence sans pareilles. Tantôt il étaient minutieux et surveillaient attentivement les plus faibles recettes ou dépenses, tantôt ils fermaient les yeux sur les plus grands gaspillages.

Les Juifs marocains entretenaient également des relations avec certains Juifs de La Haye, gros agents assez puissants pour demander aux Etats Généraux l'exemption des droits de douane pour les articles exportés au Maroc et pour l'autorisation d'importer des munitions de guerre pour le compte du Chérif.

L'Espagne étant ennemie de la Hollande, l'Angleterre profitait de la situation pour trafiquer au Maroc avec les musulmans par l'intermédiaire des Juifs. Les Arabes ne payaient pas comptant et remettaient aux Anglais des lettres de change tirées sur des commerçants juifs. Leur trafic avec l'Angleterre était à cette époque très actif ainsi qu'on peut s'en rendre compte d'après un relevé des recettes douanières du Maroc donné par le comte de Castries pour les années 1507 et 1508 ⁴. Sans parler du sucre qui s'importait surtout dans le sud marocain, il faut mentionner spécialement le drap Bernatha bleu foncé pour burnous qui venait d'Angleterre et sur lesquels il y avait à gagner 100 %, disent les Mémoires du temps. En échange, les Anglais achetaient au Maroc de la poudre d'or et des sequins; cet or au titre élevé, converti en monnaie anglaise rapportait aussi de gros bénéfices aux trafiquants. Toutefois ces opérations n'étaient pas toutes du goût des Juifs qui insistèrent pour payer les marchandises anglaises en produits du pays et non en or.

Progressivement leur influence commerciale se développa selon les mêmes procédés; ils apparaissent au xvi^e siècle comme les commanditaires de la piraterie barbaresque, de la contrebande et des trafiquants de captifs chrétiens, exploits peu brillants. Ils tiraient

(4) Série I, Angleterre, t. I, pages 98-99.

encore profit du change de la bonne monnaie pour laquelle ils donnaient de mauvaises espèces, car « outre le gain qu'ils faisaient sur le poids, ils prenaient un gros droit » ⁵

Tout ceci explique que les Arabes aient su leur faire rendre gorge et les aient bien souvent ruinés, soit en pillant systématiquement leurs mellahs, soit en les accablant d'impôts; « et encore avec toute leur industrie, dit un chroniqueur, ils avaient bien de la peine à vivre parce qu'ils étaient tellement accablés d'impôts, que la plupart du temps ils ne pouvaient pas y suffire » ⁶. En effet, dès le début du xvi^e siècle, des contributions extraordinaires furent instituées, chaque caïd ou gouverneur usant de sa force pour extorquer aux Juifs le plus d'argent possible. On les sollicitait constamment pour les réparations à la kasbah, pour les dépenses d'équipement des troupes du Sultan, pour le paiement d'indemnités à des tribus ou à des puissances étrangères, et ce n'était là qu'une partie des prétextes légaux, car il y avait en outre les prétextes illégaux revêtant toutes les formes que dictaient les circonstances : emprisonnement des femmes et des enfants pour les faire racheter par des parents ou amis, obligation de travaux à accomplir le samedi ou les jours de jeûne, afin que les Juifs offrent de l'argent en compensation pour s'en dispenser, etc. L'auteur anglais, Budgett Meakin, qui rapporte ces faits ⁷, ajoute que le Maroc était autrefois pour les Juifs une nouvelle Egypte mais sans Moïse, opinion exagérée, car il semble naturel que les Arabes eussent utilisé envers les Juifs les mêmes procédés dont ceux-ci usaient avec eux.

En cas de guerres ou de révoltes, les Juifs étaient, de plus, astreints à fournir au Sultan les sommes et les marchandises nécessaires, et ce, à titre gratuit. Ils devaient lui donner aux fêtes de l'Aïd es Serin une poule et des poussins d'or. Ajoutons les caisses de secours, les sommes affectées au rachat de leurs coreligionnaires capturés par les Berbères, et nous aurons une idée des charges que devaient supporter les Juifs quelque peu aisés.

Tous ces impôts subsistèrent aux siècles suivants; en outre, à partir de 1706, ils payèrent la garamme, c'est-à-dire la taille.

De plus en plus, les Juifs espagnols firent effort pour monopoliser tout le négoce du pays, afin de pouvoir acquitter les charges écrasantes qui pesaient sur eux; ils finirent même par s'emparer de

(5) PIDON DE SAINT-OLON : *Estat présent de l'Empire du Maroc*, 1694, page 25.

(6) id. : *op. cit.*, page 59.

(7) BUDGETT MEAKIN : *Life in Morocco*. Londres, 1905, page 16.

certaines branches de commerce jusqu'alors réservées aux seuls musulmans. Ceux-ci s'émurent et, en 1546, poussés par l'écrivain Abd el Kérim qui prêchait une guerre sainte contre les Juifs, ils se livrèrent à un massacre important de Roumis. Cette hostilité ne s'arrêta pas là : la communauté de Fès était des plus florissantes depuis le milieu du xv^e siècle, au point, nous dit le géographe arabe Bakouwi, « que les Juifs formaient alors la majorité de la population de la capitale »⁸. Or, en 1565, la population guidée par les marabouts jaloux de la faveur dans laquelle le Sultan tenait les Juifs et des postes importants que ceux-ci occupaient, envahit le palais, tua le prince et ses conseillers israélites, et se livra ensuite à un massacre de presque tous les Juifs de la capitale.

Mais Mohamed el Mehdi, le nouveau Sultan, continua cependant la politique de son prédécesseur vis-à-vis des Juifs, les encourageant à négocier activement avec les pays européens⁹; il écouta même un de ses conseillers, Juifs converti, qui lui suggérait d'installer de vastes plantations de canne à sucre dans la province de Fès, pour inciter les Anglais, qui jusqu'alors importaient de la mélasse d'Espagne, à s'approvisionner au Maroc¹⁰.

Les conséquences politiques et économiques de cette industrie furent énormes : d'un côté les princes étaient personnellement intéressés à son développement, de l'autre les Juifs avaient réussi à détourner les Anglais de l'Espagne et à les attirer vers le Maroc.

Les « Roumis » ne se cantonnèrent pas dans le commerce. Ils contribuèrent également au relèvement moral et social de la race juive; les grands rabbins de Castille qui les avaient suivis dans l'exil apportèrent aux vieilles institutions du droit mosaïque des assouplissements et des modifications qui constituèrent en certaines matières une véritable révolution juridique, comme nous aurons l'occasion de le constater à maintes reprises, au cours de cette étude.

On peut donc dire justement que l'arrivée au Maroc des Juifs espagnols fut un bienfait, à la fois pour leurs coreligionnaires dont ils assurèrent le relèvement, et pour l'industrie et le commerce du pays qui, par leurs efforts, furent l'objet d'un développement considérable, jamais réalisé jusque là, bien que les procédés employés par les négociants juifs aient été souvent critiquables.

(8) BAKOUWI : Maroc. 1796, page 121.

(9) A. DEVAUX : La France et les protégés juifs aux échelles du Levant. Paris, 1898, page 68.

(10) COUR : op. cit., page 239.

CHAPITRE VI

Les Juifs au Maroc du xvi^e au xix^e siècle.

Le règne des derniers Mérinides fut troublé par des incursions turques, toutes préjudiciables aux Juifs qui se voyaient imposés lourdement ou même vendus comme esclaves. C'est à cette époque qu'ils subirent des vexations atteignant un degré extraordinaire¹ : bien souvent, le premier Turc venu obligeait un ou plusieurs Juifs à faire des corvées qu'il n'aurait demandées ni à ses esclaves ni à ses bêtes de somme. Il les contraignait sans aucune rétribution à porter des fardeaux au-dessus de leurs forces. Les soldats turcs faisaient, quand bon leur semblait, irruption dans les maisons juives et s'y conduisaient comme en pays conquis. Lorsqu'ils frappaient un Juif celui-ci n'avait pas le droit de riposter, sans quoi on lui coupait la main. Il arrivait aussi souvent qu'un Turc, soit par fatigue, soit par dérision, prenait le premier Juif qu'il rencontrait sur son chemin, et l'obligeait à lui servir de monture; parfois il lui mettait dans la bouche un mors avec lequel il le guidait; si le Juif faisait la moindre résistance, il était aussitôt appréhendé, conduit devant le Kadi et accusé d'avoir insulté la religion musulmane; il se trouvait toujours quelque témoin prêt à déposer qu'il avait entendu le « maudit Juif » blasphémer le Prophète et sa religion. La justice était expéditive : on donnait au Juif quelques centaines de coups de bâton, puis, jeté en prison, il avait le choix entre embrasser l'islamisme ou être vendu comme esclave.

Mais toutes ces rigueurs s'atténuèrent avec le départ des Turcs et les Juifs n'eurent plus dès lors à supporter que les restrictions nécessitées par les circonstances et la situation à part qu'ils occupaient au Maroc.

D'autres événements importants pour leurs destinées eurent lieu en 1536, sous le règne du dernier prince Mérinide : les Portu-

(1) A. CAHEN : op. cit., page 87.

gais occupèrent la côte occidentale du Maroc; soucieux d'échapper à la domination des Arabes, les Juifs leur prêtèrent leur concours armé, et Léon l'Africain affirme que seule leur intervention préserva les conquérants d'un grand désastre lors de la prise des villes de Safi et d'Azemmour ². Toute cette période est marquée par de sombres luttes entre les Portugais et les Musulmans pour s'emparer du pouvoir, et sur les détails desquelles nous ne pouvons entrer ici, pour intéressants qu'ils soient ³.

Dans l'incapacité de faire face à tant d'ennemis, le trône des Mérinides s'effondra, et la dynastie des chérifs Saadiens imposa alors son autorité pour plus d'un siècle aux populations marocaines (1550-1659).

Les Juifs eurent d'abord à en souffrir, les princes ne leur pardonnant pas d'avoir assisté les Portugais dans la lutte qui les avait opposés ⁴. Mais cette période malheureuse ne dura pas, car, à cette époque, le Maroc, fatigué de vivre dans l'isolement, ébaucha des relations avec les peuples chrétiens, et les Princes saadiens comprirent que les Juifs, qui parlaient plusieurs langues, étaient des agents désignés pour établir ces premiers contacts ⁵; aussi leur confièrent-ils des postes importants, et les laissèrent-ils se livrer à leur activité commerciale, sans restrictions.

Les Juifs en profitèrent largement et, au xvii^e siècle, presque tout le commerce du pays était de nouveau entre leurs mains. Selon la déclaration de Mouette ⁶, Salé était la ville qui faisait alors le principal commerce du Maroc. Les Juifs du désert recevaient des nègres du Soudan, de la poudre d'or, des plumes d'autruche, des dattes, de l'indigo, de la cire, de l'étain; ils revendaient ces produits aux Juifs de Taroudant et de Marrakech qui les envoyaient à Salé, où les marchands européens les emportaient, faisant ainsi un commerce en troisième main. En échange, les Européens donnaient des épices, du sucre, des toiles écruës de Bretagne, de l'argent d'Espagne. Mais il fallait faire très attention : « Les Juifs sont grands trompeurs », prévient Thomas le Gendre en 1665 ⁷. Mouette donne

(2) Cité par MASSIGNON : Le Maroc dans les premières années du xvi^e siècle. Paris, 1820, page 77.

(3) Pour le fond de ces événements, voir COUR : L'établissement de la dynastie saadienne au Maroc, pages 36 et suivantes.

(4) KEYSERLING : Des Juifs de Fès, in R.E.J., 1899, tome 39, page 316.

(5) MENDOÇA : Morocco. Lisbonne, 1592, page 61.

(6) Relation de la captivité du sieur Mouette dans les royaumes de Fès et du Maroc. Paris, 1683, page 126.

(7) THOMAS LE GENDRE : Commerce dans les pays d'Orient. Paris, 1665, page 74.

également des conseils aux négociants, conseils qui sont encore opportuns ⁸ : « Les marchands ne donneront point leurs marchandises à crédit ny aux Maures ny aux Juifs que sous trois ou quatre bonnes cautions, car ils sont fort sujets à faire banqueroute et lorsqu'ils l'ont faite ils n'ont aucun bien propre sur quoy payer, à cause qu'ils ne possèdent autres héritages que leurs maisons et quelques jardins qui ne valent pas grand'chose. Ils ne prendront non plus aucune marchandise à crédit des Juifs, ny ne feront aucun livre-journaux avec eux, d'autant qu'ils écrivent toujours plus du quart ou du tiers qu'ils n'ont livré, suivant en cela une certaine maxime qu'ils ont, qu'ils ne deviendront jamais riches s'ils ne mêlent le bien d'autrui avec le leur. Or, autrui, chez les Juifs, ce sont les chrétiens, les Turcs, les Maures et les payens sur lesquels ils peuvent voler impunément pourvu qu'ils en donnent une partie pour empêcher leurs pauvres de mendier leur pain. Lorsque les Juifs veulent se faire payer de ce qu'ils ont écrit sur leurs livres, ils briguent la faveur du juge qui est ordinairement le gouverneur de la ville par la promesse de la moitié du larcin s'il leur donne gain de cause. Les Maures sont un peu plus sincères que les Juifs, mais le plus sur c'est de les croire aussi fins et aussi méchants que les autres. »

Le sieur Mouette nous apprend ensuite que les Juifs s'adonnèrent également à l'achat et à la vente des captifs chrétiens. Lui-même fut acheté à Salé en 1670 par le Juif Rebbi Yamin.

Mais le commerce préféré des Juifs fut toujours celui de l'argent. Ils étaient les monnayeurs et les changeurs du royaume. La monnaie courante comprenait, au xvii^e siècle, le mitqhal en or qui valait depuis 6 francs jusqu'à 7 livres 6 sols selon le calme ou l'affluence du commerce et le nombre des bateaux. Sa valeur, comme le dit de Saint-Olon, était « ambulante ». Il y avait aussi la blanquille d'argent qui valait 2 sols 6 deniers français et était très employée pour les paiements courants, puis le flouss de cuivre, très répandu et dont il fallait 24 pour en faire une blanquille.

Mais c'était peut-être sur les monnaies étrangères que les Juifs gagnaient le plus. En 1695, par exemple, ils prenaient les piastres d'Espagne dont le prix variait entre 60 et 70 sols et les louis d'or de France qui se débitaient au prix de 10 livres et de 10 livres 10 sols; mais ils avaient bien soin de les prendre en masse et au poids pour les fondre. « Ils estimaient surtout les écus blancs de

(8) MOUETTE : *op. cit.*, pages 307-308.

France qu'ils achetaient pour 65 sols et qui leur procuraient de beaux bénéfices⁹. Evidemment, il fallait toujours se méfier de la monnaie en cours; les vieilles pièces étaient bonnes mais non pas les nouvelles, car « chaque coquin de Juif orfèvre, déclare Thomas le Gendre¹⁰, fabrique des ducats à sa mode et même il en fait effrontément dans sa boutique. Il n'y a point d'ordre pour cela, tellement qu'il y a plusieurs sortes de ducats et chaque sorte vaut son prix ». Au xviii^e siècle, Braithwaits leur adressait le même reproche¹¹ : « Leur principale occupation est de travailler l'or et l'argent, de rogner et de changer les espèces comme ils font ailleurs. » Aussi les Marocains refusaient-ils les blanquilles qui n'avaient pas le poids. Il fallait alors remettre celles-ci à fondre, ce qui produisait des sommes considérables aux Juifs qui étaient les seuls monnayeurs et fondeurs du pays. Cette pratique amena les Marocains à toujours se servir d'une balance pour peser les blanquilles¹².

Les Juifs pratiquaient aussi l'usure à haute dose, le Talmud la permettant de façon illimitée sur les étrangers¹³. Les prêts à 80 % l'an n'étaient pas rares.

Ils exerçaient également d'autres professions moins lucratives : ils étaient tailleurs, tisserands, colporteurs, ferblantiers, etc. Sur les bords de la mer, ils étaient bateliers et pêcheurs; dans les montagnes de l'Atlas, armuriers et forgerons. Dans l'Aurès, il y avait des vigneron qui faisaient de grandes récoltes de raisin; le vin, assez abondant, qu'ils en tiraient, était fort estimé, même en Europe, mais il était expressément défendu d'en vendre aux musulmans; par contre, ils en buvaient eux-mêmes en grande quantité, car le Talmud dit que le vin a deux qualités principales : il fortifie et il égaie.

Par contre, certains métiers leur étaient presque entièrement inconnus par suite du manque de clientèle. Par exemple, les Arabes ne voulant pas acheter de bâts de selles ou de souliers fabriqués

(9) DE SAINT-OLON : op. cit., page 148.

(10) THOMAS LE GENDRE : in de Castries, série France, tome III, page 723.

(11) BRAITHWAITS : Histoire des révolutions de l'Empire du Maroc, 1731.

(12) id., page 473. Voici comment s'exprime l'auteur : « Ces balances sont de buis et il y a balance et levier. Les Maures lèvent cet instrument entre le pouce et l'index, il y a un large bassin plat sur lequel on met la blanquille; si elle est de poids, elle emporte la balance et tombe dans la paume de la main, sinon la balance reste toujours suspendue ».

(13) Celle-ci n'est pas près de disparaître, bien que le Protectorat ait supprimé les boutiques de changeurs et promulgué un dahir sur le taux de l'intérêt, le 18 août 1913. (Note de l'Auteur.)

par les Juifs, il en résultait que les professions de sellier et de cor-donnier n'existaient chez eux que pour leur usage personnel.

Telle était la situation des Juifs espagnols, puissants ou modestes. Quand aux Juifs de l'intérieur, ils étaient intégrés aux tribus berbères, toujours réfractaires à l'emprise musulmane, participant à leur vie sociale, encore primitive, et combattant auprès d'elles. Cette tradition se perpétua et les Juifs prirent l'habitude de combattre pour ceux qui les protégeaient. C'est ainsi qu'Ibn Méchaal mourut victime de son dévouement en 1655, assassiné par une troupe de brigands qui attaquèrent la tribu ¹⁴.

La même année, le sultan Mohamed fut tué par son frère Mouley Rachid, qui s'empara du pouvoir et établit ainsi la dynastie des chérifs Filali dont font partie les souverains contemporains. Parmi eux, il faut citer Mouley Ismaël, le grand empereur, qui entra en relations diplomatiques avec Louis XIV à qui il fit demander la main de la princesse de Conti.

Ce prince fut particulièrement bienveillant envers les Juifs dont certains, établis à Fès, exerçaient de hautes fonctions publiques. D'une sagesse rare et d'une grande tolérance, il fit droit, après un examen approfondi, à la demande du cheikh Elyousi réclamant l'équité en faveur des Juifs encore opprimés, et la cessation des injustices dont certains étaient victimes.

A cette époque, une famille juive, les Pallache, arriva au pouvoir et mena avec habileté toute la politique étrangère du Maghreb. Le chef de cette famille, Samuel Pallache, fut ambassadeur dans les Provinces-Unies, et mourut en Hollande, ce pays très catholique, si ennemi des Juifs; or, le Prince d'Orange, les membres des Etats Généraux et du Conseil d'Etat, accompagnèrent le convoi funèbre.

Son fils David se rendit à Paris et fut reçu en mai 1660 par Mazarin et Louis XIV. Déjà la France s'intéressait aux pays d'Ou-tre-Mer.

Mais à partir de 1670 et pendant près de quinze années, les Juifs connurent des heures pénibles, lorsque Mouley Archey s'em-parant du trône où régnait Ismaël, son frère, expulsa de la province la plupart des Juifs qui se réfugièrent à Fès.

Addison ¹⁵ nous dit qu'à cette époque « les Juifs étaient toujours en danger d'être chassés, de telle sorte qu'ils n'étaient jamais

(14) Pierre DE CÉNIVAL : Le Juif Ibn Méchaal, in Hespéris, 1925, page 137.

(15) ADDISON : L'Etat présent des Juifs de Barbarie. 1675, page 8.

en sécurité, car, lorsqu'ils semblaient jouir d'une grande paix, ils étaient vilement malmenés par les Maures contre lesquels ils n'osaient pas bouger un doigt ni remuer la langue pour se défendre. Ils supportèrent tout avec une patience stoïque, et jamais on ne vit un Juif en colère; ceci toutefois ne pouvait pas être imputé à un tempérament héroïque chez ce peuple, mais plutôt à une sorte d'habitude de la souffrance, étant nés et élevés à attendre qu'aux jours tristes en succèdent de meilleurs ».

Ces jours meilleurs arrivèrent en 1684 lorsque Ismaël parvint à chasser l'usurpateur et à reconquérir son trône. Le Juif Joseph de Tolède, qui avait pris une grande part à sa restauration, servit par la suite d'intermédiaire dans les négociations entamées avec la Hollande, et, comme ministre du Prince, il signa le traité de paix qui fut conclu avec cette puissance.



Au cours du *xviii*^e siècle, il y a fort peu d'événements intéressants à signaler. A partir de cette époque, presque tous les souverains se considérèrent responsables de la sécurité des Juifs, leur rendirent justice et essayèrent même d'assurer leur bien-être.

En 1750, un Juif fut envoyé par le Sultan comme ambassadeur à la cour du Danemark, où il rendit de grands services. En 1755, nous voyons les Juifs marocains aider l'Angleterre à conclure la paix entre Alger et le Maroc ¹⁶, et les noms de Joseph Pallache et de Benattor figurer en bas du traité signé en 1761 à la suite de ces négociations.

Sous le règne si long et si paternel de Mouley Sidi Mohamed, les Juifs jouirent de quarante ans de repos ininterrompu. Mais la dernière partie de la vie du chérif fut troublée par des mouvements révolutionnaires provoqués par la jalousie qu'inspiraient aux musulmans les Juifs commerçants de Fès. Pour protéger ces derniers des fureurs de la foule, il ordonna la construction d'un nouveau mellah; mais quand il voulut y parquer les Juifs, seuls les pauvres obéirent à ses injonctions, car les riches, avides de conserver leurs palais et leurs influences, se convertirent brusquement à

(16) COUR : op. cit., page 214.

l'Islam, renouvelant l'action de certains de leurs prédécesseurs¹⁷. Ce subterfuge leur permit de conserver leurs somptueuses demeures, établies loin du quartier juif, et de continuer à exercer leur commerce sous le couvert de l'apostasie.

Une telle façon d'agir nuisit considérablement aux intérêts de tous les Juifs marocains, qui virent s'altérer peu à peu la bienveillance dont le Prince les entourait jusque là.

Quelques années plus tard, leur situation empira, et une persécution, la dernière mais la plus cruelle peut-être que les Juifs aient subie, s'abattit sur eux à l'avènement de Mouley Jezid. Ces faits sont désignés par les poètes juifs de l'époque comme « la plaie du corps de communautés juives du Maroc »¹⁸.

Tétouan eut à supporter les premiers effets de l'animosité du nouveau souverain. L'ordre de piller les maisons juives avait été donné par les autorités, désireuses à la fois de s'emparer des richesses du Mellah, et de donner satisfaction à la fureur fanatique des musulmans. Les synagogues et les maisons particulières furent livrées à la soldatesque; le pillage continua jour et nuit jusqu'à ce que les maisons fussent complètement vidées. « Les malheureux étaient surtout affligés de voir les rouleaux de la Loi enlevés des synagogues, outragés et lacérés pour servir aux usages les plus vils. Les pillards n'épargnèrent même pas les trésors littéraires du Mellah, sans valeur pour eux : des savants virent leurs travaux, fruit de leur labeur et gage de leur renommée, emportés et livrés sans merci à la destruction. »¹⁹

Privés de moyens de subsistance, les Juifs se trouvèrent bientôt en proie à la famine, et ceux qui les avaient dépouillés finirent par les expulser comme mendiants. Les chefs des communautés furent traités plus durement encore, mis aux fers et jetés en prison. La dévastation se répandit à travers le pays; des communautés de Rabat, Mogador, Arzila, aucune ne fut épargnée. Beaucoup de Juifs, pour préserver leur vie, se convertirent en masse à l'islamisme. La communauté qui eut le plus à souffrir fut celle de Fès,

(17) On connaît l'histoire des Juifs de Fès, riches négociants, vivant dans de très belles maisons que le sultan Yaqoub ben Ebd el Haqq voulut leur ôter pour les faire habiter, au xvii^e siècle, dans le Mellah. Ils préférèrent se faire musulmans et conserver leurs palais. Ce sont eux qui ont formé les Ahl Fès, ces trafiquants si remarquables dont on ne connaît pas bien l'origine et dans lesquels certains voudraient voir des descendants des Carthaginois. (Note de l'Auteur.)

(18) KAUFFMANN : *Éloge sur les souffrances des Juifs en 1790*, in-*Revue des Etudes juives*, tome 37, page 3.

(19) id., page 7.

où la férocité des persécuteurs atteignit son comble. Ce fut uniquement la haine religieuse qui les anima. Ils pillèrent et saccagèrent les monuments funéraires, arrachèrent les cadavres des tombes.

Cette persécution fut donc l'une des plus cruelles que les Juifs marocains eurent à supporter, mais ce fut aussi la dernière. Avec le xix^e siècle, une ère nouvelle commence pour eux et leur apporte, avec le bienfait de la pénétration européenne, l'espérance d'un affranchissement complet et une tranquillité presque absolue.

CHAPITRE VII

Les Juifs marocains depuis le début du xix^e siècle jusqu'à nos jours

Le xix^e siècle, qui marque une période de transition pour les Juifs de la plupart des pays d'Europe, a trouvé la grande majorité des israélites marocains en plein moyen âge. Non seulement les Juifs de l'intérieur et de l'Océan avaient conservé les usages et les mœurs surannés des siècles précédents, mais aussi les résidents de la côte septentrionale, ceux qui parlaient espagnol et pouvaient généralement s'appuyer sur leurs relations avec le judaïsme européen, étaient demeurés fidèles aux conceptions du passé. Au xv^e siècle, ils avaient donné, nous l'avons vu, une impulsion considérable au commerce et à l'industrie du pays, tout en parvenant à sortir d'une léthargie presque totale leurs coreligionnaires autochtones. Mais, pendant les siècles suivants, ils ne poursuivirent pas l'œuvre de relèvement social et moral qu'ils avaient entreprise, uniquement préoccupés d'accroître leurs gains.

Cependant, malgré toute leur intelligence mercantile, la vie était devenue très difficile pour eux : la piraterie n'existait plus, l'agriculture était devenue impossible en raison de l'interdiction qui leur était faite d'acheter des terres, le recouvrement des droits de douane qui leur avait été concédé au xvii^e siècle, moyennant le paiement d'une modeste somme au Sultan (25.000 à 30.000 livres) venait de leur être enlevé.

Pour se dédommager de ces misères, les Juifs fabriquaient de la fausse monnaie et se rattrapaient sur les Arabes dont ils étaient les banquiers. Ils aidaient également le Sultan à battre la monnaie; la direction de l'opération leur était confiée et ils ne se faisaient pas scrupule de détériorer la valeur intrinsèque des espèces. Le Maghzen ¹ fermait les yeux à ce sujet, car il avait besoin d'eux. D'ailleurs les sultans et les principaux personnages de la Cour, nous

(1) Gouvernement marocain représentant, jusqu'à l'occupation française, le seul principe d'autorité.

avons eu l'occasion de le souligner maintes fois, ne manquèrent jamais de s'associer aux combinaisons plus ou moins honnêtes que leur proposaient les Juifs banquiers et prêteurs d'argent. Ces procédés n'allaient pas sans faire murmurer les masses indigènes dont l'animosité envers les Juifs était toujours aussi vive.

Il ne semble pas qu'au cours du XIX^e siècle, les rapports entre Juifs et Arabes se soient améliorés, si l'on en croit les renseignements que nous ont laissés le Père de Foucault et le docteur Kerr ² : « Toujours habillés de noir, avec des bonnets hideux sur leur tête, ils lancent aux Arabes un regard haineux qui les rend sauvages, mais en retour ils sont traités comme des chiens, et une haine profonde existe de part et d'autre. Ils vivent ensemble bien que séparément; le Juif est méprisé, mais il est indispensable. Il gagne en justice quand il est plus riche que son adversaire, mais comme il ne peut témoigner contre un musulman, il se rattrape par l'usure. Les enfants s'amuse à voler les chéchias des Juifs, à passer sous le cercueil lors des enterrements, à les frapper dans la rue, à les insulter. »



Cependant, dans les tribus judéo-berbères, il en allait tout autrement : là, les Juifs, quoique livrés aux Arabes, seuls maîtres des lieux, étaient protégés par le Sidi, seigneur musulman à qui ils payaient une dîme et offraient des cadeaux. De nos jours, le même état de chose subsiste; bien que le Juif berbère vive dans un état misérable, la protection du Sidi est des plus réelles, et l'on a vu des tribus guerroyer entre elles pour l'assassinat d'un Juif, un tel fait étant considéré comme une offense.

La vie religieuse des Juifs de ces tribus est aussi fortement influencée par les mœurs des Arabes. Une des coutumes les plus curieuses de cette région, c'est le culte rendu aux Saints. On a relevé jusque sur le littoral des sépultures de saints juifs vénérés encore aujourd'hui par les berbères musulmans eux-mêmes, ce qui peut paraître singulier ³. Ce culte trouve son explication dans le fait que l'ensemble de l'opinion publique attribue à ces Saints le pouvoir d'obtenir la pluie ou une récolte abondante, de rendre fécondes les femmes stériles, de protéger les troupeaux contre les épizooties et les enfants contre les épidémies. Les patriarches et les

(2) Ch. DE FOUCAULT : Reconnaissance au Maroc, 1888. Dr KERR : Morocco after twenty years, page 23.

(3) NAHON : op. cit., page 63.

prophètes ainsi révéérés avec la même ferveur par les Juifs et les Musulmans, arrivent à créer, dans le domaine spirituel, des points de contact qui restent sensibles entre Juifs et Berbères. Ils s'adressent beaucoup aux saints pour obtenir des faveurs spéciales, et, en certains cimetières, les pèlerins, prolongeant leurs prières et leurs invocations pendant sept jours, on a dû aménager près des tombes miraculeuses des bâtiments spéciaux pour les héberger.

Dans ces tribus, la besogne la plus dure a toujours été réservée aux femmes. Les judéo-berbères s'en consolent facilement par le dicton suivant qu'ils s'appliquent d'ailleurs à ne pas faire mentir : « Bêtes de somme le jour, reines bien-aimées la nuit. »

Quoi qu'il en soit, si les Juifs des tribus montagnardes entretenaient de bons rapports avec leurs voisins berbères, ils n'en vivaient pas moins dans un état misérable, comme les populations juives du Mellah des villes. Pour provoquer la régénération des uns et des autres, il a fallu le développement des villes de la côte, l'intervention, auprès du gouverneur chérifien, de philanthropes tels que Sir Montefiore, et surtout l'action civilisatrice de l'Alliance Israélite.



Tous ces efforts conjugués n'eussent peut-être pas abouti s'ils s'étaient heurtés à l'hostilité des chérifs. Mais, au contraire, les preuves de la bienveillance des princes envers les Juifs se multiplièrent, surtout sous le règne du subtil Mouley Hassan (1873-1894).

Déjà, en 1864, Sir Moses Montefiore avait reçu du Sultan Sidi Mohamed un firman abolissant l'application de la bastonnade aux Juifs, les recommandant aux gouverneurs et les mettant sur un pied d'égalité avec les autres sujets ⁴. A peine cette décision fut-elle

(4) Voici le texte de ce dahir, tout à l'éloge de l'esprit libéral du sultan :

« Au nom de Dieu le clément, le miséricordieux, il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu le grand, le sublime. Nous ordonnons à tous nos serviteurs, aux gouverneurs et à tous les fonctionnaires placés sous notre dépendance qui liront la présente lettre, de traiter les Juifs de tout notre Empire comme le prescrit Dieu, en leur appliquant dans l'administration la balance de la justice et de l'égalité entre eux et ceux qui ne sont pas Juifs, de sorte qu'aucun d'eux ne soit victime de la plus petite injustice et ne soit l'objet d'aucune mesure malveillante ni vexatoire. Ils ne devront employer les artisans juifs que de leur plein gré et à condition de leur payer le salaire qu'ils auront gagné par leur travail. L'injustice sera l'obscurité du jour de la résurrection et nous ne saurions l'admettre ni l'approuver, car à nos yeux tous les hommes sont égaux. Donc, nous punirons, avec l'aide de Dieu, quiconque les opprimerait ou sera injuste envers eux. Notre ordonnance élevée en Dieu à ce sujet a été édictée le 26 du mois béni de Chaban de l'année 1280 de l'hégire. » (Archives marocaines, Tome X, 1907, page 255.)

publiée que des troubles anti-juifs se produisirent à Demnat et Mogador. A la suite d'une démarche de protestation des consuls européens, le Chérif châtia les coupables.

En 1887, Mouley Hassan fit remise à la communauté de Marrakech d'une dette contractée envers le gouvernement en 1879. Il avança même des sommes importantes à des commerçants juifs pour leur permettre de développer leurs affaires, et fit construire à ses frais un nouveau mellah à Demnat, sur un emplacement moins exposé aux attaques de la foule.

A partir de cette époque, les exemples de sa bienveillance envers les Juifs ne se comptent plus : il leur accorde gratuitement des terrains pour agrandir le Mellah de Casablanca; il adresse au caïd Hadj-Djalali des reproches publics pour les mauvais traitements infligés aux Juifs; il écrit sévèrement au Caïd Ouida de Marrakech pour un motif analogue; il impose une amende de deux cents francs au caïd Omar ben Mohamed Outaleh, de Séfrou, pour avoir soumis un Juif à la bastonnade ⁵.

Ce n'est pas, comme certains de ses prédécesseurs, dans le but de profiter de l'activité commerciale des Juifs, que le Sultan adoptait une pareille attitude envers eux, mais afin de complaire aux représentants des puissances européennes, favorables aux Juifs, et dont il attendait beaucoup.

Mais sa bonne volonté était souvent mise en échec par l'attitude des caïds, avides d'exploiter les israélites, et celle des populations indigènes, jalouses de la faveur accordée à une race simplement tolérée jusqu'ici. C'est pourquoi les sévices, pillages, et dénis de justice se multiplièrent de 1884 à 1902 environ ⁶. Les caïds et leurs sujets en prenaient d'autant plus à leur aise qu'ils étaient sûrs de l'impunité, presque aucun criminel n'étant poursuivi à cause des difficultés de communication et des obstacles à vaincre pour arriver jusqu'au Sultan. Les ordres de celui-ci étaient accueillis avec les formes de la vénération, mais on mettait tout en œuvre pour se dispenser de les suivre. Les caïds restaient donc, en fait, maîtres d'exploiter à leur guise tous leurs subordonnés juifs et ils ne s'en faisaient pas faute. Mais avec le temps la tyrannie des autorités locales s'atténua progressivement, car la présence des Européens, le grand nombre de Juifs sachant écrire, capables de se plaindre, ayant des relations avec le monde officiel, leur imposaient une certaine circonspection.

(5) Bernard MAHUT : Les Juifs au Maroc, Paris 1938, page 45.

(6) Léon BERMANN, op. cit., page 63.

Les efforts déployés parallèlement par l'Alliance Israélite contribuèrent aussi de façon considérable à améliorer la situation des Juifs marocains.

Dès le milieu du xix^e siècle, elle envoya au Maroc un certain nombre de délégués chargés d'étudier la condition de l'élément israélite et de prendre toutes mesures pour abolir les illégalités dont il souffrait. Ceux-ci comprirent que sans l'appui de la France, qui commençait à diriger son attention sur le Maroc, ils n'arriveraient à aucun résultat positif. Ils décidèrent, pour l'obtenir, de créer dans les milieux juifs des foyers de culture française, de faire des israélites les instruments de l'influence française au Maroc, et les auxiliaires précieux de la France dans l'œuvre de paix et de pénétration qu'elle semblait vouloir entreprendre.

A cet effet fut créé un certain nombre d'écoles exclusivement ouvertes aux enfants israélites et dans lesquelles l'enseignement de la langue française devait tenir la première place. Mais la progression fut lente, et les moyens modestes; la France ne semblait pas disposée à accorder immédiatement son concours moral et financier. La première école fut ouverte à Tétouan en 1862, la seconde à Tanger en 1864, la troisième à Mogador en 1867. Le succès tout d'abord ne répondit guère aux efforts de l'Alliance Israélite. Il était difficile de sortir les Juifs de leur état de prostration intellectuelle et de les arracher à l'influence de leurs parents, à leurs pratiques séculaires, à leur civilisation du moyen-âge.

Sans se décourager l'Alliance Israélite persévéra dans ses efforts et les vit peu à peu couronnés de succès, comme ces quelques chiffres nous l'indique : en 1872, elle ne comptait que cinq groupes scolaires réunissant 600 élèves; au début de 1907, elle en avait 17 avec 2.000 élèves; en 1914, 28 écoles groupaient 5.000 élèves; en 1931, elle en réunissait 14.000, et en 1935, il y avait 42 écoles et 15.800 élèves⁷. Il y a d'ailleurs encore à faire, car la population israélite du Maroc se montant à 160.000 personnes, cela suppose au moins 25.000 enfants en âge de fréquenter les écoles.

Ainsi, pendant cinquante ans, les écoles de l'Alliance travaillèrent à relever la condition morale et politique des israélites marocains; l'enseignement français qu'elle leur donnait préparait des milliers d'interprètes et de collaborateurs à la diplomatie et à l'ar-

(7) Union marocaine, 31 octobre 1935, page 12.

mée françaises. En effet, si, dans les écoles israélites on consacre une grande part à l'étude de l'hébreu qui est usité comme langue liturgique dans les communautés juives, si l'on y apprend aussi l'espagnol, qui est la langue maternelle d'une bonne partie des Juifs marocains, la langue d'enseignement général est le français; les cartes murales proviennent de France, on a choisi pour livres scolaires des livres français publiés à Constantinople, les bibliothèques ne contiennent guère que des ouvrages français. Ce sont donc nos idées et notre langue que les jeunes Juifs du Maroc acquièrent de préférence depuis la création des écoles de l'Alliance Israélite Universelle.

Par leur connaissance du français et de l'arabe, ils devinrent rapidement les auxiliaires indispensables de la France, aussi bien dans sa conquête militaire que dans sa conquête pacifique du Maroc. Car ce serait une erreur singulière de croire que le Protectorat est le fait pur et simple de la conquête militaire; il faut y voir l'aboutissement d'une politique patiente, intelligente et méthodique qu'on a justement appelé la « pénétration pacifique ». Les armes n'ont fait que consacrer et consolider une possession déjà acquise par un long travail d'approche, des liens économiques créés avec les autorités chérifiennes et les grands chefs des tribus berbères. Or de cette œuvre de rapprochement, les officiers et négociants français furent les principaux artisans, aidés par les israélites du pays, grâce à la nouvelle formation qu'ils recevaient de l'Alliance. Ils étaient admirablement placés pour devenir les agents de liaison indispensables, par leurs relations commerciales et leur connaissance des mœurs et de la mentalité indigène. De l'avis des témoins les plus autorisés, les Juifs ont été au Maroc « les fourriers de l'influence française ». Il ne faut pas s'en étonner, les mêmes qualités qui autrefois en avaient fait les agents indispensables des souverains du Maroc, devaient les faire rechercher des Européens comme inter-prètes et intermédiaires.



Le Protectorat français sur le Maroc fut établi par le traité du 30 mars 1912. Cet acte diplomatique stipulait le maintien de la souveraineté du Sultan, la représentation et la protection par les agents consulaires et diplomatiques français des sujets et intérêts marocains à l'étranger, l'exécution, avec la collaboration et sous la direction de la France, d'un ensemble de réformes administratives,

judiciaires, financières et militaires « propres à doter l'empire chérifien d'un régime nouveau tout en sauvegardant le respect et le prestige traditionnel du Sultan, l'exercice de la religion musulmane et les institutions religieuses ». ⁸.

L'établissement du Protectorat devait avoir pour première conséquence la restauration de l'autorité chérifienne. Ce résultat ne fut atteint qu'au prix d'un effort considérable, le pouvoir central étant à cette époque plus faible qu'il ne l'avait jamais été. La France dut reconquérir le Maroc pour le compte du Sultan.

La réorganisation administrative marcha de pair avec la pacification. Les anciens usages furent conservés mais soumis à un contrôle garantissant les indigènes et les Juifs contre les abus et excès de pouvoir des agents du Maghzen. Aussi imagine-t-on aisément le soulagement des israélites lors de la conclusion de cet important traité, qui transforma leur situation à plusieurs points de vue, dans le sens d'une amélioration notable :

En ce qui concerne leurs relations avec les musulmans; ces derniers étant obligés de subir la loi du Protectorat qui proclame l'égalité pour toutes les races vivant au Maroc.

En ce qui concerne également l'action entreprise par l'Alliance Israélite Universelle; en effet, le Maréchal Lyautey, dans sa prodigieuse vision des possibilités futures du pays, comprenant le rôle que les Juifs pouvaient jouer pour la rénovation du Maroc, pressa l'Alliance à persévérer dans son action civilisatrice, et l'y encouragea de façon efficace : lorsqu'il créa, en 1912, une Direction générale de l'Enseignement, il y engloba toutes les écoles juives, de sorte que cet organisme pût prêter régulièrement à l'Alliance Israélite son concours financier.

Les résultats de cette collaboration ne tardèrent pas à se faire sentir : amélioration physique des Juifs par le combat contre les taudis et les misérables mellahs, relèvement des mœurs par la lutte contre les mariages précoces, libération de la femme par l'instruction et par une conception plus haute de son rôle dans la famille, transformation de toute la vie intellectuelle et économique, et enfin réorganisation des communautés dirigées presque partout par des hommes qui jouissent de la confiance du Protectorat et qui travaillent de cœur avec l'Alliance pour élever le niveau moral des populations.

(8) Encyclopédie de l'Islam, Tome III, page 256.

Les pouvoirs publics accordent actuellement à toutes les œuvres inspirées et dirigées par l'Alliance Israélite un grand concours matériel et moral (maternités, hôpitaux, établissements hydrothérapiques, soupes populaires, garderies, écoles d'apprentissage et ateliers), leur témoignant en toutes circonstances leur sollicitude.

Mais cette action bienfaisante de l'Alliance n'atteint que les Juifs qui habitent dans les grandes villes de l'intérieur ou dans les ports, où ils constituent la grande majorité de la population israélite, il est vrai. Cependant, les judéo-berbères sont encore très misérables. Ils sont réduits aux petits métiers et aux petits emplois que leur impose les seigneurs dont ils relèvent. Leurs Mellahs sont dévastés par de constantes épidémies : petit vérole, malaria, typhoïde, et la misère est générale; de plus, l'alcoolisme est très répandu chez eux. Ils boivent la mahia, eau-de-vie distillée sur place avec des dattes et des figues, et qui forme la principale ressource de leur existence précaire. Il y a encore beaucoup à faire pour améliorer leur situation, combattre leurs taudis et relever leurs mœurs. L'Alliance Israélite le sait bien.

Une autre conséquence de notre établissement au Maroc consiste dans le fait qu'aujourd'hui l'activité économique des Juifs dépend de plus en plus de l'économie européenne. Une fraction importante de la population juive a, en effet, réussi à s'insérer dans cette économie et à lui fournir, soit des chefs d'entreprise, soit des salariés, des ouvriers, des employés. L'influence européenne se manifeste également par la place de plus en plus grande que le travail féminin prend à l'extérieur et même à domicile. Depuis la création de l'école industrielle de Casablanca, bon nombre de jeunes Juifs s'initient aux métiers d'ouvriers métallurgistes, de mécaniciens, de menuisiers et même d'agriculteurs. Les grandes maisons de commerce, les banques comptent beaucoup de jeunes israélites parmi leur personnel; ils sont comptables, secrétaires. Certains s'occupent de transport, de représentation. Il résulte de cette évolution une diversité très sensible des niveaux de vie et des conditions sociales. On peut maintenant grouper les Juifs des villes en trois classes différentes :

A côté d'une minorité de commerçants riches et d'employés aisés qui, peu à peu, ont abandonné le mellah pour la ville nouvelle s'est constituée une classe intermédiaire d'ouvriers et de modestes employés que font vivre les entreprises européennes. Elle constitue une main-d'œuvre souvent mieux adaptée et généralement moins exigeante que la main-d'œuvre européenne. Elle habite

encore le mellah, soit par habitude, soit par nécessité, mais en abandonné les traditions et le costume.

Enfin, subsiste la classe du Juif petit artisan, besogneux, arriéré et dont les conditions de vie au mellah sont souvent misérables par la persistance des coutumes anciennes et l'absence de contact avec l'extérieur, malgré les efforts de l'Alliance Israélite pour améliorer sa condition dans tous les domaines.

Dernière conséquence de l'établissement du Protectorat : les impôts sont devenus beaucoup moins lourds pour les Juifs, qui sont considérés aujourd'hui comme les sujets du Sultan et non plus comme des étrangers astreints à l'impôt de capitation en échange de la protection du souverain. L'ancienne djezzia a donc complètement disparu, et ils ne sont tenus que du paiement des taxes suivantes : droits de marché perçus sur les transactions dans les souks ⁹, droits de porte perçus sur les marchandises à leur entrée en ville ¹⁰, droits de douane, taxes sur les constructions urbaines ¹¹, divers impôts de consommation.

Signalons enfin le Tertib, charge fiscale réglementée par le dahir du 10 mars 1915. L'assiette de cet impôt porte sur les cultures, les arbres fruitiers, le bétail. Seuls y sont donc astreints les Juifs nomades ou les judéo-berbères qui vivent en commun avec certaines tribus de l'intérieur.

★
★★

Ainsi, l'œuvre de pacification accomplie par la France au Maroc a été un véritable sauvetage pour les Juifs. Leurs progrès physiques et moraux, la transformation de leur vie intellectuelle et économique sont maintenant indéniables; ils parlent et lisent le français, et sont élevés dans le culte de la France qui leur a apporté la liberté et la sécurité auxquelles ils aspiraient.

(9) Marchés publics.

(10) Cette catégorie de droits est visée par le règlement fiscal de Tanger du 30 mars 1913.

(11) Réglementées par le dahir du 24 juillet 1918.

CHAPITRE VIII

Organisation présente de l'Empire chérifien

Nous ne voulons pas terminer la première partie de notre étude sans donner un aperçu sommaire de l'état actuel du gouvernement chérifien. C'est à la lumière de ces quelques éclaircissements que l'on comprendra la place occupée par les Juifs marocains dans le cadre de ces institutions nouvelles, et leur évolution sous la conduite éclairée de la France.

Nous examinerons successivement l'autorité du Sultan et l'organisation du Maghzen : administration centrale et administration locale ¹.



Le Sultan du Maroc est un souverain absolu; au point de vue interne, aucun pouvoir établi, aucune règle coutumière, ne limitent son autorité, ainsi que cela se produisait dans l'ancienne France avec les Parlements et les lois fondamentales du royaume. Les seules restrictions à sa souveraineté proviennent du régime des capitulations, presque complètement disparu aujourd'hui, nous le verrons, et de l'établissement de notre Protectorat.

L'autocratie du Sultan dérive de sa qualité de chef spirituel. Il peut prétendre au titre de Commandeur des Croyants, il est Chérif (descendant du Prophète), chef de la communauté musulmane établie au Maroc par voie de conquête, et, à ce titre, souverain spirituel et temporel de cette communauté. C'est donc surtout le prestige religieux qui sert de base à l'autorité du Sultan, car le seul lien qui unisse les musulmans est le Coran. C'est pourquoi, pendant de longs siècles, les Juifs, qui ne faisaient pas partie de cette communauté religieuse, ont été considérés comme des étrangers; ce

(1) Encyclopédie de l'Islam, Tome II. pages 56 et suivantes.

n'est que depuis 1912 qu'ils sont devenus les sujets du Sultan, et qu'ils ont acquis la nationalité marocaine.

Etant souverain absolu, le Sultan exerce à la fois le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif; la justice est rendue en son nom par des fonctionnaires investis à cet effet. Les actes portant expression de la volonté du souverain s'appellent Dahirs. Ils sont revêtus du sceau impérial et promulgués par le Résident Général en application du Traité de Protectorat du 30 mars 1912 ². Les Dahirs chérifiens ont le caractère objectif et obligatoire de la loi, par conséquent aucune voie de recours n'est possible contre eux, même de la part des étrangers.



Le Maghzen ³ est le gouvernement de l'Empire marocain; le Maghzen central se compose du Grand Vizir, des Vizirs de la Justice, des Domaines, et de deux hauts fonctionnaires musulmans délégués par le Grand Vizir à l'enseignement et à la vice-présidence du Conseil des affaires criminelles, enfin d'un haut fonctionnaire chef du service de l'Interprétariat, de la Chancellerie et du Protocole. La liaison entre le Maghzen central et la Résidence Générale est assurée par un haut fonctionnaire français qui a le titre de Conseiller du Gouvernement Chérifien.

Le Grand Vizir est le chef du Maghzen et le dépositaire de tous les pouvoirs du Sultan. C'est lui qui nomme et révoque tous les fonctionnaires chérifiens, quelles que soient leur qualité ou leur nationalité. Les décisions du Grand Vizir portent le nom d'arrêtés viziriels; elles sont promulguées par le Résident Général, et, comme les Dahirs, ne sont susceptibles d'aucune voie de recours.

Le Vizir de la Justice est juge d'appel des Cadis (juges coraniques). Il soumet à l'agrément du Sultan la nomination et la révocation de ces magistrats. Il nomme et révoque lui-même les adoul (notaires).

(2) Voici le préambule consacré de tous les dahirs :

« Louange à Dieu seul. A nos serviteurs intègres, les gouverneurs et caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets, que l'on sache par les présentes (puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur), que notre Majesté Chérifienne, considérant qu'il importe (suivent les motifs du dahir), a décrété ce qui suit : (suit le texte du dahir). »

(3) Le mot Maghzen est un terme d'acception très large dont le sens étymologique correspond au mot « magasin ». Il signifie aussi suivant les cas : administration, force publique. Nous l'employons ici dans le sens de Gouvernement de l'Empire marocain.

Le dahir du 4 août 1913 a institué un Haut Tribunal Chérifien qui siège à Rabat, sous la présidence d'un délégué du Grand Vizir. Ce tribunal comprend deux chambres : une chambre des appels contre les jugements rendus par les Caïds et les Pachas, et une chambre criminelle qui est seule compétente à l'égard des Marocains, Juifs et Musulmans pour connaître des crimes et délits passibles de peines supérieures à deux ans de prison et deux mille francs d'amende. Au nombre de ces infractions, citons : l'homicide, le rapt, la rébellion, le viol, l'incendie volontaire, la concussion, le faux, la fabrication de fausse monnaie et de faux poids, le vol avec récidive, le vol avec circonstances aggravantes. Ce tribunal est dessaisi lorsque les faits reprochés au justiciable marocain tombent sous le coup du tribunal français ou du tribunal consulaire américain, le seul qui subsiste actuellement. Le Haut Tribunal Chérifien fonctionne avec l'assistance d'un Commissaire du Gouvernement français.

Les juridictions chérifiennes relèvent du Sultan qui a le titre de Majesté chérifienne.

Administration locale : Il existe deux catégories de fonctionnaires dont l'influence est prépondérante dans la vie sociale marocaine : ce sont les Pachas ou Caïds, et les Cadis, qui sont tous nommés et révoqués par Dahirs.

Les Pachas sont les représentants locaux du Sultan dans les villes, et les Caïds dans les tribus. Ils exercent leur autorité sous le contrôle de l'administration française qui homologue leurs arrêtés.

Dans le cadre régional comme dans le cadre gouvernemental, le principe du Protectorat est fidèlement respecté; l'autorité française collabore avec l'autorité maghzéniennne, elle la contrôle, mais elle ne la supplée ni ne la supprime. Toutefois, la physionomie de la politique de collaboration ne serait pas exacte si nous omettions d'ajouter qu'à tous les degrés de l'échelle administrative, les actes et les décisions de l'autorité maghzéniennne ne sont valables qu'à la condition d'être avalisés par l'autorité française chargée de la contrôler.

Les fonctions des Pachas et des Caïds consistent à assurer l'ordre, la sécurité et l'hygiène publique, et à prêter le concours de leur autorité à l'administration française pour la bonne exécution des services publics. Ces fonctionnaires sont en même temps des juges suivant une tradition séculaire. Un Dahir du 4 août 1918 réglemente leurs pouvoirs juridictionnels : en matière pénale, ils sont juges de droit commun à l'égard des Marocains, Musulmans

et Juifs, pour toutes les infractions qui ne relèvent pas directement du Haut Tribunal Chérifien. En matière commerciale et en matière civile mobilière, ils tranchent les affaires pour lesquelles les parties ont préféré leur tribunal à celui du Cadi, parce que plus expéditif. La juridiction des Pachas est contrôlée par les Commissaires du Gouvernement français, et celle des Caïds par les Contrôleurs Civils et Officiers de Renseignement. Les jugements rendus restent soumis, le cas échéant, à l'enquête de fonctionnaires français appelés Inspecteurs des Juridictions Chérifiennes.

Quant au Cadi, il est le juge de droit commun des musulmans chargé d'interpréter et d'appliquer la législation coranique. C'est en raison de sa qualité de juge religieux que les affaires concernant le statut personnel de tout musulman sont de sa compétence exclusive.

★
★★

Quelle place les Juifs marocains tiennent-ils dans cette organisation, quel est le statut qui leur a été appliqué, de quels juges relèvent-ils? Nous allons donner une réponse à toutes ces importantes questions, en abordant la deuxième partie de notre étude.

DEUXIEME PARTIE

LE DROIT PUBLIC DES JUIFS MAROCAINS

Nous diviserons cette question en deux titres ; le titre I intitulé : Règles du droit public chérifien à l'égard des Juifs, étudiera le statut qui leur fut appliqué jusqu'à nos jours par l'autorité souveraine, et le problème soulevé par leur nationalité.

Le titre II : Droit public interne des Juifs marocains, se rapportera à l'étude de l'organisation des communautés israélites et du régime judiciaire des Juifs au cours des siècles.

TITRE PREMIER

REGLES DU DROIT PUBLIC CHERIFIEN
A L'EGARD DES JUIFS

CHAPITRE PREMIER

Situation administrative des Juifs marocains depuis l'occupation romaine jusqu'à l'établissement du Protectorat

Lorsque Rome s'implanta en Mauritanie, en 26 avant Jésus-Christ, elle se trouva en présence de nombreux groupements hétérogènes : Grecs, Macédoniens, Berbères nomades, Phéniciens, Juifs, dont la multiplicité même constituait un sérieux obstacle à l'établissement de son autorité ¹. Elle décida de s'appuyer sur certains de ces éléments pour affermir sa domination, en particulier sur les Juifs, en leur accordant, avec sa protection, de nombreux privilèges. Cette politique fut couronnée de succès, car les Juifs se montrèrent bientôt les alliés naturels de Rome et collaborèrent à l'œuvre de pacification qu'elle avait entreprise.

En conséquence, depuis la conquête romaine de la Mauritanie jusqu'à la destruction du Temple de Jérusalem par Titus en l'an 70 de notre ère, pendant plus de trois siècles, les Juifs marocains jouirent d'une situation particulière. Ils furent dans l'ensemble soumis à la condition générale des Pérégrins, bénéficiant des institutions romaines du *jus gentium* ². Ils eurent le droit de jouir du *jus proprium civitatis*, c'est-à-dire que dans leurs rapports entre eux, les Juifs bénéficiaient des dispositions de la loi mosaïque. Leur religion et leurs usages furent respectés. Rome ne voulut même pas toucher à la hiérarchie théocratique de leur Eglise, et leur organisation politico-sacerdotale fut entièrement conservée.

(1) Pour l'étude de la condition des Juifs marocains sous la domination romaine, voir MOMMSEN : *Histoire romaine*; BASNAGE : *Histoire des Juifs*, La Haye 1716, et GRAETZ : *Histoire des Juifs*.

(2) En matière civile les contrats du *jus gentium* tels que la stipulation, le prêt de consommation ou *mutuum* avec faculté d'adjoindre au prêt d'argent la stipulation d'intérêt, leur furent accessibles. Ils eurent également le droit d'user des contrats de bonne foi : *commodat*, *dépôt*, *gage*, *vente*, *louage*, *société* et *mandat*.

Grâce à leur situation prépondérante, de nombreuses conversions au judaïsme ne tardèrent pas à s'effectuer, mais les progrès de leur religion, le nombre sans cesse accru de prosélytes qu'ils faisaient, inquiétèrent bientôt les Romains qui, par ailleurs, cherchaient à se débarrasser d'alliés aussi encombrants maintenant que leur situation en Afrique du Nord était fermement établie.

Ils commencèrent donc par abolir quelques-uns des privilèges accordés aux Juifs, puis, après la prise et la destruction de Jérusalem, les dépouillèrent du droit propre de leur cité, et les réduisirent à la simple qualité de pérégrins déditices. La loi mosaïque continua à les régir au point de vue religieux, mais la juridiction pénale et civile fut enlevée aux communautés parce que considérée comme un attribut de la puissance politique.

Cependant Hadrien, plus tolérant que ses prédécesseurs, leur reconnut, en même temps que la liberté de conscience et la liberté du culte, le droit d'accéder à toutes les fonctions publiques, de s'assembler librement, de célébrer des repas communs.

Mais le Bas-Empire chrétien marque une nouvelle phase dans la condition des Juifs; la destruction du temple de Jérusalem et la dispersion des Juifs dans le monde entier avait entraîné la séparation du christianisme et de la religion judaïque. Les deux religions, qui puisaient cependant une origine commune dans la loi de Moïse, une fois séparées, ne tardèrent pas à accuser entre elles les plus profondes divergences; la rivalité et l'hostilité entre Juifs et Chrétiens s'accrut progressivement, sans entraîner toutefois une intervention de la part des empereurs païens.

Au Bas Empire les choses changent : l'empereur Constantin se fait baptiser et Théodore érige le christianisme en religion d'Etat; les mariages entre Juifs et chrétiens sont prohibés, il est défendu aux Juifs d'avoir des esclaves, toutes les fonctions publiques leur sont interdites; ils ne peuvent plus témoigner en justice contre les chrétiens, ils sont privés de la jouissance des droits publics.

Sous la domination des Vandales seulement, les Juifs retrouvent une situation prépondérante avec leurs privilèges antérieurs, mais dès le retour de la domination byzantine l'ancien état de choses renaît avec une ère de persécutions sans cesse accrues. Les Juifs retombent de nouveau dans leur situation de pérégrins déditices sans qu'aucun changement notable soit apporté à leur statut jusqu'à la fin de l'occupation romaine.



Les choses changèrent radicalement lors de l'invasion arabe. A partir de cette époque, les Juifs eurent, et ont encore, leur synagogues, leurs cimetières, leurs écoles, leurs magistrats, leurs juges et leurs fonctionnaires, bénéficiant sans compter de la législation particulière de leur statut.

Depuis le VIII^e siècle, ils constituent ainsi aux points de vue administratif et politique, un véritable Etat dans l'Etat. Il ne saurait en être autrement, car le Maroc, avec sa population purement arabe ou berbère, garde une empreinte si profondément musulmane que les Juifs y mènent nécessairement une existence entièrement séparée. C'est cet état de choses original et saisissant qui rend l'étude de leur condition tout particulièrement intéressante.

Jusqu'à l'établissement du Protectorat, les Juifs furent considérés au Maroc comme des étrangers. Or, en droit musulman, un non musulman ne peut vivre en terre d'Islam que s'il paye une taxe de capitation, un tribut, nommé djezzia; c'est ce régime de droit commun sous lequel les Juifs ont vécu pendant de longs siècles. Mais, pour eux, le principe islamique de l'impôt imposé aux non musulmans s'est compliqué d'une idée spéciale au pays du fait du système féodal qui y était instauré, et qui mettait la population juive dans la dépendance et sous la protection des seigneurs territoriaux. Les Sultans ayant à peu près réussi à détruire la féodalité dans les régions soumises, ont été amenés à substituer leur protection souveraine à l'ancienne protection seigneuriale. Il en résulte que les Juifs étaient considérés comme placés sous la demma, c'est-à-dire sous la protection, la garantie du Sultan. Ils étaient supposés avoir conclu avec le souverain un pacte de demma grâce auquel, en échange de certaines obligations dont le principe est le paiement de la djezzia, ils se trouvaient garantis dans leur liberté et dans leurs biens.

Dans les régions dites Blad-es-Siba, où ne pénétrait pas l'autorité du Sultan, les Juifs, qui sont des judéo-berbères, et dont nous avons eu l'occasion d'étudier la condition économique, vivaient sous le système de la déhiba ou sacrifice, ainsi dénommé parce que deux moutons ou un bœuf étaient offerts aux berbères pour obtenir leur protection. Leur position offrait quelque analogie avec celle de l'ancien serf. Les familles juives subissaient une sorte de statut féodal, chacune dépendant d'une famille chleuh ou berbère qui la

protégeait contre les mauvais traitements et le pillage, moyennant un tribut annuel ³. Les Juifs désignaient leur protecteur sous le nom de Siyed : maître, seigneur, patron. Celui-ci, pendant les premières années de l'occupation arabe, les traitait assez durement; les Juifs ne pouvaient, sans le consentement de leur maître, quitter la tribu, et sans payer un droit en dédommagement. Si l'un d'eux parvenait à s'échapper, quel que fût le nombre d'années écoulé depuis le moment de sa fuite, il ne pouvait, ni lui ni aucun des siens, se retrouver dans les environs sans courir le risque d'être repris par son seigneur ou par ses héritiers. Dans la tribu, les besognes les plus pénibles étaient réservées aux Juifs. Mais avec le temps leurs relations avec les berbères s'améliorèrent, l'élément israélite finissant par s'intégrer complètement aux populations au milieu desquelles il vivait. Ces tribus judéo-berbères existent encore aujourd'hui, mais les Juifs ne dépendent plus, théoriquement tout au moins, de leur Siyed, puisqu'ils sont devenus les sujets du Sultan au même titre que leurs frères des grandes villes. Ils continuent néanmoins à cohabiter avec les Berbères, et entretiennent avec eux d'excellents rapports.

Sous la domination arabe, par conséquent, et exception faite pour les judéo-berbères, le Juif marocain revêtait un double caractère : il était à la fois un tributaire en vertu du droit musulman, et un protégé selon les principes féodaux usités au Maroc.

Les Juifs furent contraints, par suite des circonstances, à vivre dans un quartier complètement séparé de la médina, accolé au mur de la kasbah (citadelle). Jusqu'au ^{xiii}^e siècle, en effet, ils purent se mêler au reste de la population et habiter dans chaque ville les quartiers qui leur convenaient; au moyen-âge l'association des races était si intime, qu'à Fès un Juif fut nommé gouverneur de la ville ⁴. Mais les Sultans furent bientôt amenés à désigner aux Juifs des quartiers spéciaux pour les soustraire aux mauvais traitements de la foule. Ainsi ce fut à la fin du ^{xiii}^e siècle, sous le règne d'Abd el Haqq le Mérinide, à la suite d'une émeute contre les Juifs, réprimée par l'émir en personne, que fut décidée la construction du Mellah de Fès ⁴. Avec le temps, la tradition se généralisa de réserver aux Juifs une résidence isolée.

Dans ce quartier, le gouverneur de la ville était responsable de leur sécurité. Cette sécurité était d'ailleurs entière tant que demeuraient

(3) W. HARRIS : *Tafilelt*, Londres 1848, page 174.

(4) MASSIGNON, *op. cit.*, page 83.

rait intacte l'autorité du Sultan, mais elle fut, de tous temps, et jusqu'à l'occupation française, soumise à toutes les oscillations du pouvoir central, nous l'avons remarqué, si bien que les mellahs étaient toujours les premiers à souffrir dans les agitations marocaines; il arrivait fréquemment que des Juifs isolés fussent assassinés dans la campagne et que certains mellahs fussent pillés; la population juive fut souvent soumise, nous l'avons vu, à un ensemble de mesures restrictives; toutefois, les atteintes apportées à la liberté de circuler ont toujours été très faibles; les Juifs avaient le droit de se fixer dans toutes les régions de l'Empire et de parcourir les villes de leur choix quant les besoins de leur commerce l'exigeaient. L'histoire n'enregistre qu'un seul cas d'exclusion signalé par El Edressi, géographe arabe du XII^e siècle ⁵. Cet auteur rapporte qu'Ali, fils de Yousef ben Tachfin, défendit aux Juifs de s'établir à Marrakech. « Il leur est permis, dit-il, d'y entrer le jour, mais seulement pour les affaires et les services dont leur nation s'occupe spécialement. Quant à ceux qui s'y trouveraient après le coucher du soleil, leur vie et leurs biens sont à la merci de tout le monde. »

La principale atteinte apportée à la liberté de circuler des israélites, tient certainement dans la décision prise par les Sultans de les parquer dans un quartier spécial; les Juifs n'y trouvèrent aucun avantage : repliés sur eux-mêmes, respirant pendant des siècles une atmosphère de prison, ils devaient subir une profonde décadence matérielle et morale; aussi guettèrent-ils avec impatience les occasions de se répandre au dehors, de s'affranchir de leur longue sequestration.

Cette occasion leur fut offerte dès les premiers contacts des représentants de l'Europe avec le Maroc. Leur expérience leur démontra que sans les Juifs interprètes, conseillers, hommes d'affaires, il était impossible aux Européens de nouer des relations avec les indigènes. C'est donc l'intérêt qui traça aux Sultans une attitude bienveillante envers les Juifs, les conduisant à augmenter leurs droits et leurs libertés dans tous les domaines, et les amenant progressivement à admettre la transformation de leur qualité d'étrangers en celle de sujets marocains.

(5) H. GAILLARD : Une ville de l'Islam, page 45.

CHAPITRE II

Situation administrative des Juifs marocains sujets de droit commun depuis l'établissement du Protectorat

La situation des Juifs a totalement changé d'aspect depuis l'installation de notre Protectorat au Maroc. Ils rentrent maintenant dans la catégorie des indigènes de droit commun, c'est-à-dire des sujets marocains soumis à l'obédience directe et complète du Maghzen et des juridictions chérifiennes ou rabbiniques, selon les cas, sous le contrôle des autorités françaises¹.

Aucune différence de traitement n'a été faite par l'administration entre le Musulman et le Juif; tout sujet marocain, quelle que fût sa religion, devait jouir des mêmes droits publics et être astreint aux mêmes charges fiscales. Il en a été ainsi jusqu'à la loi du 3 octobre 1940 et le Dahir d'application du 31 octobre 1940, qui ont modifié la condition des Juifs, nous le verrons plus loin.

Des Dahirs en date du 22 mai 1918 ont donné un statut légal au régime dans les israélites marocains ont bénéficié jusqu'en 1940; plusieurs des dispositions édictées par ces Dahirs sont demeurées inchangées : les Juifs sont comme les musulmans, justiciables des tribunaux des Pachas et Caïds pour les affaires qui sont de la compétence de ces fonctionnaires maghzeniens. En ce qui concerne les questions immobilières, par exemple. Mais en tout ce qui a trait à leur statut personnel, ils ont maintenant des tribunaux rabbiniques composés d'un rabbin président, de deux rabbins juges, et d'un greffier nommé par arrêté viziriel; ces tribunaux fonctionnent dans les grandes villes et connaissent seuls des affaires contentieuses de leur circonscription. Dans les centres de l'intérieur, les com-

(1) Nous appelons ces Juifs : sujets de droit commun, pour les distinguer de deux autres catégories de Juifs : les Protégés et les Naturalisés, apparues au XIX^e siècle et dont nous étudierons la condition dans notre prochain chapitre.

munautés juives sont groupées sous l'autorité d'un rabbin délégué compétent seulement pour l'exercice de la juridiction gracieuse. Le corps de notaires israélites, nommés par arrêté viziriel, a été réorganisé; enfin, un Haut Tribunal Rabbiniqne a été créé à Rabat; il fonctionne comme juge d'appel des tribunaux rabbiniques locaux et a la même composition qu'eux. Nous étudierons d'ailleurs longuement cette importante question, dans un de nos prochains chapitres.

Dans les villes érigées en municipalités, les Juifs ont le droit de constituer des communautés israélites composées de quatre à dix membres, nommés par arrêté viziriel et ayant pour principales attributions l'assistance aux indigents et la gestion des fondations pieuses. Ces institutions sont soumises au contrôle d'un fonctionnaire français, dénommé Inspecteur des Communautés israélites. Nous reviendrons bientôt sur toute cette organisation.

Le Juif marocain n'est pas soumis au service militaire obligatoire; bien entendu, il continue, comme par le passé, à n'avoir aucune action sur la vie politique du pays, bien que certains notables israélites, nommés par le Maghzen, fassent partie des Chambres d'Agriculture et de Commerce et des Commissions Municipales qui ont été créées par le gouvernement du Protectorat.

Les droits publics des Juifs marocains ont été établis par des dahirs de 1913, 1914 et 1917². Seules les dispositions de 1940 y apportèrent des changements notables.

Par le dahir du 4 juillet 1913 fut instituée la liberté de conscience et du culte : les Juifs sont absolument libres, après des siècles de persécution, d'exercer librement leur culte, d'élever des synagogues et d'instruire leurs enfants dans la religion mosaïque. Ils gèrent librement leurs fondations pieuses appelées heqdisch.

Le même dahir réglementa leur liberté individuelle et liberté d'aller et venir, qui s'exercent actuellement sans aucune entrave. Le droit d'aller et venir n'est restreint que par l'obligation de se munir d'un passeport.

La liberté d'association a été réglementée par le dahir du 24 mai 1914 : les associations formées par deux ou plusieurs personnes, sujets marocains ou israélites, mettant en commun de façon permanente leurs connaissances, leur activité ou leurs ressources dans un autre but que de partager des bénéfices, peuvent se fonder

(2) Voir Recueil de Législation et de Jurisprudence marocaines des 30 juillet 1913, 2 juin 1914, 1^{er} avril 1914 et 7 mai 1917.

dans les conditions suivantes : leur existence légale dépend de l'envoi fait à l'autorité administrative de contrôle et au procureur commissaire du gouvernement, d'une déclaration écrite indiquant le but, le nom et le siège de l'Association, ses statuts et les noms et adresses des fondateurs. Mais cette existence est soumise à une autorisation gouvernementale toujours révocable qui doit être donnée dans les trois mois faisant suite à la déclaration susvisée. L'autorisation est implicite si aucune réponse n'est parvenue à l'expiration de ce délai. Toute association régulièrement autorisée peut ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer les cotisations versées par ses membres, ainsi que les locaux et immeubles strictement indispensables à l'accomplissement du but de l'association.

Le dahir du 26 mars 1914 relatif à la liberté de réunion dispose que les réunions publiques de Juifs marocains ne sont pas soumises à autorisation préalable et peuvent se tenir librement, sous réserve d'une déclaration signée de deux personnes et remise vingt-quatre heures à l'avance à l'autorité administrative de contrôle; précisant le jour, l'heure et l'objet de la réunion. Les réunions publiques doivent être dirigées par un bureau composé d'un président et de deux assesseurs. L'administration a le droit de s'y faire représenter et de les dissoudre si elles deviennent dangereuses pour le maintien de l'ordre, ou donnent lieu à des troubles quelconques.

Enfin, le régime de la presse est réglementé par le dahir du 27 avril 1917 : les Juifs ont le droit d'imprimer des journaux en langue hébraïque dont deux exemplaires, traduits en arabe et en français, doivent être envoyés au Parquet et aux Archives du Gouvernement chérifien. La presse quotidienne juive est soumise au régime suivant : cautionnement obligatoire de 8.000 francs. imposé aux journaux; obligation pour chaque journal d'avoir un gérant responsable, juif marocain. Les provocations aux crimes et délits faites par la voie de la presse tombent sous le coup du Code Pénal français. Les délits contre la chose publique, les Chefs d'Etat et agents diplomatiques étrangers, et les personnes publiques et privées, commis par la voie de la presse juive sont punis de peines correctionnelles appliquées par les tribunaux français.

Signalons, pour terminer, que le dahir du 6 octobre 1918 autorise les Juifs marocains à exercer les emplois publics auxquels ils se révéleront aptes et qui leur seront ouverts par voie de concours.

Telles furent les mesures généreuses prises par le Gouvernement du Protectorat envers les Juifs marocains. La réglementation

de 1940 a modifié leur statut, les soumettant à des restrictions importantes dont nous allons aborder l'étude.

★
★ ★

La loi du 3 octobre 1940 applicable à la métropole, aux colonies, aux protectorats et aux territoires sous mandat, d'une ordonnance très simple, donne en premier lieu la définition du Juif, puis énumère les incapacités qui frappent l'individu de race juive.

Comme le Maroc jouit d'une certaine autonomie législative, un dahir en date du 31 octobre 1940 est venu fixer les conditions d'application de la loi métropolitaine au Maroc. Nous étudierons successivement ces deux textes.

Selon l'article premier de la loi du 3 octobre 1940, est regardée comme juive :

1° Toute personne issue de trois grands-parents de race juive.

2° Toute personne issue de deux grands-parents de race juive si le conjoint est lui-même Juif. Donc une personne dont le conjoint n'a que deux grands-parents de race juive ne sera pas considérée comme Juive.

La loi n'indique pas quelle est la condition de l'individu, descendant de deux grands-parents de race juive qui épouse en premières noces une personne de race juive et en secondes noces une personne non Juive. De non Juif, cet individu est devenu Juif par son premier mariage. Redevient-il Juif par son second mariage? Nous estimons qu'il restera Juif. On peut acquérir cette condition, mais on ne peut la perdre.

La loi n'a en vue dans sa définition du Juif que l'enfant légitime qui a quatre grands-parents légalement connus. Elle est muette sur le cas de l'enfant naturel. Que décider à son sujet? L'enfant naturel est reconnu par un seul de ses parents qui est de race juive. Cet enfant n'a que deux grands-parents connus, il ne doit, par suite, pas être considéré comme Juif. La loi du 3 octobre 1940 est une loi d'exception et doit s'interpréter d'une façon stricte, ses dispositions ne peuvent être étendues à des cas non prévus. L'enfant ne remplissant pas les conditions légales doit bénéficier du doute qui existe sur son origine.

La condition raciale de l'enfant naturel sera précaire, car s'il est reconnu par ses deux parents et que ceux-ci soient issus de race juive, il deviendra Juif, alors qu'avant sa reconnaissance, né de père et de mère inconnus, il était non Juif.

S'il est reconnu successivement par des parents de races diverses dont l'un est de race juive, il pourra devenir Juif par son mariage avec une personne juive. L'ordre dans lequel les reconnaissances auront été faites n'aura pas à être examiné, la condition de la mère dans cette loi d'ordre racial a la même valeur que celle du père et les règles qui régissent la nationalité des enfants naturels reconnus³ n'ont pas à trouver leur application en l'espèce.

Quels sont maintenant les caractères de la condition juive?

Dans la définition légale du Juif, seul l'élément racial compte, aucun autre fait ne doit être pris en considération. La loi, toutefois, n'indique pas les éléments constitutifs de la race juive, ni le procédé par lequel le tribunal compétent pourra déterminer avec certitude le caractère juif des grands-parents. Le nom, la confession de l'individu ne seront pas forcément des présomptions absolues pour établir que tel individu est de race juive. Un sieur Martin, de confession catholique, pourra légalement être Juif si le père et le grand-père ont tous deux épousé des femmes juives, alors qu'un sieur Lévy, de confession israélite, pourra être non juif si le père et le grand-père ont épousé des femmes non juives.

La condition juive, d'après la loi française, n'est, en effet, pas légalement liée à une confession déterminée, à la religion hébraïque. Le Juif converti à la religion catholique reste Juif et ses descendants seront également en principe de race juive. De même le non Juif qui se convertit à la religion hébraïque ne sera pas de race juive.

Seul l'élément racial juif intervient. Il suffit, pour échapper à la condition de Juif, que deux grands-parents ne soient pas Juifs. quelle que soit, par ailleurs, leur race : berbère, anglo-saxone ou mongole, car la loi du 3 octobre 1940 n'a pas pour but, comme la loi allemande, de protéger la pureté de la race. Elle n'interdit pas les relations intimes entre citoyens de races différentes; elle n'est pas une loi raciale, mais seulement une loi de police à l'égard des sujets de race juive.

La ligne paternelle et la ligne maternelle sont sur un pied d'égalité; l'enfant peut être juif soit par la voie paternelle, soit par la voie maternelle. Des enfants nés du même père, mais de lits différents, peuvent, par suite, être les uns Juifs et les autres non Juifs.

(3) Article 1, paragraphe 4 de la loi du 10 août 1927.

La loi du 3 octobre 1940, après avoir défini le Juif, le frappe de certaines incapacités :

Incapacités de droit public (art. 2, 3 et 4).

Incapacités de droit privé (art. 5 et 6).

Ces incapacités atteignent tous les Juifs. Seuls, ceux qui dans les domaines littéraire, scientifique, artistique, auront rendu des services exceptionnels à l'Etat Français, pourront être relevés de ces incapacités par décrets individuels pris en Conseil d'Etat. Ces décrets et les motifs qui les justifient seront publiés au *Journal officiel* (art. 8); et il semble, d'après le contexte de l'article, que ces décrets d'exonération ne profiteront qu'aux seuls bénéficiaires nommés, qu'ils ne s'étendront pas aux descendants. Ce seront des mesures strictement individuelles.

Les incapacités de droit public sont les suivantes :

En principe l'accès, l'exercice de toute fonction publique est interdit aux personnes de race juive. Cette interdiction n'est pas énoncée expressément par la loi, mais elle découle des articles 2 et 3. En effet, le législateur, après avoir énuméré à l'article 2 les diverses fonctions publiques interdites expressément aux Juifs, énonce à l'article 3 que l'accès et l'exercice de toutes les autres fonctions publiques ne seront ouverts qu'aux Juifs anciens combattants. Le principe est donc que le Juif ne peut exercer aucune fonction publique.

A cette interdiction générale d'exercer un emploi public une exception est faite pour certaines fonctions en faveur de certains Juifs.

Les Juifs qui rentrent dans l'une des catégories suivantes peuvent exercer certaines fonctions publiques :

1° Les titulaires de la carte de combattant 1914-1918 ou ceux qui ont été cités au cours de la campagne 1914-1918.

2° Ceux qui ont été cités à l'ordre du jour au cours de la campagne 1939-1940.

3° Ceux qui sont décorés de la légion d'honneur à titre militaire ou de la médaille militaire.

Ces dérogations sont, à notre avis, strictement individuelles, et ne doivent pas profiter aux descendants des bénéficiaires; elles sont donc temporaires et cesseront en fait de jouer avec la disparition des bénéficiaires actuels. Le principe de l'exclusion des Juifs de tout emploi public sera alors absolu.

Les Juifs qui rentrent dans l'une de ces trois catégories peuvent accéder aux fonctions publiques qui ne sont pas comprises

dans l'énumération de l'article 2; d'une façon générale, ils peuvent accéder aux emplois subalternes, à condition encore que ces emplois ne relèvent pas du département des Affaires Etrangères, de l'Enseignement public et des services de Police. Leur sont interdits expressément tous les emplois suivants :

I. — *Mandats ou fonctions d'ordre politique :*

Chef de l'Etat.

Membres du Gouvernement.

Membres de toutes assemblées issues de l'élection.

II. — *Fonctions administratives :*

a) Membres des grands corps de l'Etat :

Conseil d'Etat.

Cour des Comptes.

Corps des Mines.

Corps des Ponts et Chaussées.

Inspection Générale des Finances.

Conseil de l'Ordre National de la Légion d'honneur.

b) Secrétaires Généraux, Directeurs Généraux et Directeurs dans les Ministères, Inspecteurs Généraux des Services Administratifs.

c) Préfets, Sous-Préfets, Secrétaires Généraux des Préfectures.

d) Fonctionnaires de tous grades des services de police.

III. — *Fonctions diplomatiques et consulaires*

Agents relevant du Département des Affaires Etrangères (donc contrôleurs civils au Maroc).

IV. — *Fonctions coloniales*

Résidents Généraux, Gouverneurs Généraux, Gouverneurs, Secrétaires Généraux et Inspecteurs des Colonies.

V. — *Fonctions judiciaires*

Membres de la Cour de Cassation.

Membres des Cours d'Appel.

Membres des Tribunaux de 1^{re} instance.

Membres des Justices de Paix.

Membres des juridictions d'ordre professionnel.

VI. — *Fonctions universitaires*

Membres des corps enseignants.

VII. — *Emplois militaires*

Officiers des armées de terre.

Officiers des armées de mer.

Officiers des armées de l'air.

VII. — *Fonctions semi-administratives*

Administrateurs, Directeurs, Secrétaire généraux dans les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique; postes dus à la nomination du Gouvernement dans les entreprises d'intérêt général.

Toutes les fonctions non comprises dans cette énumération sont accessibles aux Juifs français anciens combattants; ils peuvent avoir ainsi accès aux postes de conseillers de préfecture, à ceux de chefs de bureau, de sous-chefs de bureau, de rédacteurs des Ministères, des Préfectures, des Colonies, etc...

Les incapacités de droit privé frappent tous les Juifs qu'ils soient anciens combattants ou non. Ils ne peuvent exercer l'une des professions suivantes :

Directeurs, gérants, rédacteurs de journaux, de revues ou de périodiques (à l'exception toutefois des publications de caractère strictement scientifique).

Directeurs, administrateurs, gérants d'entreprises ayant pour objet la fabrication, l'impression, la distribution, la présentation des films cinématographiques.

Metteurs en scène et directeurs de prises de vues, compositeurs de scénario.

Directeurs, administrateurs, gérants de salles de théâtre ou de salles de cinématographie.

Entrepreneurs de spectacle.

Directeurs, administrateurs-gérants de toutes entreprises se rapportant à la radio-diffusion.

Aucune dérogation n'est prévue en faveur de quiconque, sauf évidemment en faveur de ceux qui ont été relevés par décret individuel des interdictions de la loi du 3 octobre 1940.

A part les cas que nous venons d'énumérer, les Juifs peuvent en principe exercer librement une activité professionnelle. Mais à cette liberté de principe, l'article 4 apporte une limite en stipulant : « L'accès et l'exercice des professions libérales, des professions libres, des fonctions dévolues aux officiers ministériels et à tous auxiliaires de la justice sont permis aux Juifs à moins que

des règlements d'administration publique n'aient fixé pour eux une proportion déterminée. »

Cet article prévoit ainsi la faculté pour le Gouvernement d'établir un « *numerus clausus* » à l'égard des Juifs, de façon générale pour toutes les professions libres.

Telles sont les dispositions de la loi du 3 octobre 1940. Etudions maintenant le Dahir du 31 octobre 1940 qui rend la loi applicable aux sujets marocains et fait jouer les interdictions pour les emplois publics locaux. Ce texte apporte certaines précisions d'un intérêt local qu'il importe de signaler.

Le législateur considère comme Juif non seulement toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race si le conjoint lui-même est Juif, mais également tout israélite marocain, et ce n'est pas là un simple additif sans portée pratique :

1° Tout Juif marocain sera considéré comme Juif alors même qu'il n'aura que deux grands-parents ou même un seul de race juive. L'enfant né au Maroc d'un père marocain et d'une mère française ou étrangère est marocain; quelle que soit la race de sa grand'mère du côté paternel et de ses grands-parents maternels, cet enfant, fils d'israélites, sera Juif parce que marocain.

2° Cet enfant sera Juif au Maroc, mais en France il sera non Juif au regard de la loi du 3 octobre 1940; il pourra exploiter à Tlemcen le cinéma qu'il n'aura pu ouvrir à Casablanca, à moins qu'on ne veuille considérer (ce qui serait une thèse assez audacieuse), le dahir du 31 octobre 1940 non comme une loi de police, mais comme une disposition touchant au statut personnel.

3° Et l'israélite marocain ne sera Juif que s'il est de confession israélite. S'il change de religion, s'il se convertit à l'Islam, il deviendra justiciable des tribunaux musulmans et ne sera plus Juif, même s'il a quatre grands-parents de race juive. La confession religieuse joue un rôle qu'elle n'a pas dans la loi métropolitaine. En ce cas, situation inverse de la précédente : cet israélite marocain, converti à l'Islam, non Juif au Maroc, sera par contre de race juive en France. Il pourra exploiter à Casablanca le cinéma que son ex-coreligionnaire aura abandonné pour aller opérer à Tlemcen, mais il ne pourra aller rejoindre ce dernier en Algérie pour s'associer avec lui.

Le dahir frappe également les Juifs de diverses incapacités :

Incapacités de droit public.

Incapacités de droit privé.

Ces incapacités sont presque identiques à celles prévues par la loi française, elles sont simplement adaptées à la situation locale; elles atteignent tous les Juifs. L'article 10 du dahir prévoit toutefois que seront relevés de ces interdictions les Juifs qui auront bénéficié des mesures spéciales prévues à l'article 8 de la loi du 3 octobre 1940. Ces mesures, prises par décret individuel en Conseil d'Etat, ne seront accordées qu'à des Juifs de nationalité française établis au Maroc. Pour les Juifs marocains, il n'existera donc aucune possibilité d'être relevés des interdictions légales.

Les Juifs ne peuvent en principe exercer aucun emploi public, à l'exception des emplois propres à la communauté israélite (greffiers des juridictions rabbiniques, par exemple).

Il leur est interdit d'être « membres de toute assemblée ou représentation issue de l'élection ». Ils ne peuvent donc plus faire partie des chambres de commerce et des chambres d'agriculture.

Les fonctions d'ordre administratif ou judiciaire leur sont également interdites, sauf en ce qui concerne les juridictions rabbiniques. De même, ils ne peuvent être membres du corps enseignant, à l'exception de ceux qui professent dans les établissements exclusivement réservés aux Juifs.

Les incapacités de droit privé sont les mêmes que celles prévues par la loi française et n'appellent aucune remarque spéciale.



Telle est la condition actuelle des Juifs marocains. Remarquons toutefois que ces mesures ne touchent ni les Judéo-Berbères des tribus de l'intérieur, ni les masses juives qui vivent de petits métiers dans les mellahs, mais seulement un nombre assez réduit de Juifs, parvenus à accéder aux différents postes qu'à tort ou à raison, le Gouvernement du Protectorat leur avait largement offerts, lors de son établissement.

CHAPITRE III

Le régime des Capitulations au Maroc.

Situation administrative des protégés israélites et des naturalisés

Nous avons étudié dans les deux précédents chapitres la condition des Juifs marocains de droit commun au cours de l'histoire. Nous avons volontairement laissé de côté l'étude de la catégorie des Juifs protégés et naturalisés, par application du régime des Capitulations. Ceux-ci ont eu une trop grande importance au siècle dernier pour que nous ne songions pas à leur faire une place à part et à leur réserver ici un chapitre spécial.

Toutefois, les Capitulations étant génératrices de l'institution des protégés, nous ne pouvons aborder l'étude de ces derniers sans donner en même temps quelques explications sur le régime qui leur a donné naissance, sur son fondement, son établissement au Maroc et ses conséquences.



Le régime des Capitulations est l'ensemble des règles applicables et des privilèges conférés aux représentants et aux ressortissants des nations de civilisation chrétienne résidant sur le territoire de l'Etat marocain, ainsi qu'à leurs protégés et associés agricoles ¹.

La cause originelle des capitulations est le dédain, la parfaite indifférence que durent éprouver les Arabes à l'égard du statut personnel des premiers commerçants européens qui vinrent résider dans les ports du Maroc ². Il ne pouvait venir à l'idée des Sultans

(1) Arnaud de CROUZET-RAYSSAC : Le régime des Capitulations. Paris 1921, page 14.

(2) La pénétration commerciale commença vers le ix^e siècle; elle était faite au xi^e. Il faut en attribuer le mérite aux républiques italiennes, Venise et Gênes notamment, et aux Juifs commerçants du Maroc. (*Note de l'auteur*).

que cette tolérance pût à la longue engendrer de graves inconvénients.

Des années passèrent; les dynasties arabes s'écroulaient les unes après les autres, et les commerçants européens continuèrent à bénéficier de leur isolement coutumier à l'égard des institutions territoriales. Aux consuls élus par les petites communautés de négociants étrangers succédaient des agents officiels accrédités par les Etats chrétiens dont la puissance croissante allait de pair avec le déclin de l'hégémonie arabe. Ces agents consulaires ne furent pas longs à s'apercevoir du profit qu'ils pouvaient tirer, et pour eux-mêmes et pour leurs ressortissants, des règles coutumières qui aboutissaient à donner une quasi indépendance aux colonies chrétiennes. Ils s'empressèrent de se faire délivrer par les Sultans des titres reconnaissants des capitulations existantes. La première juridiction consulaire fut établie en 1631 par le Traité conclu entre Louis XIII et l'Empereur du Maroc Abd el Melek, puis avec l'Angleterre, l'Espagne et le Danemark, du ^{xvii}^e au ^{xix}^e siècles.

Au cours du ^{xix}^e siècle, la plupart des traités de commerce contiennent des clauses relatives au régime des Capitulations, ainsi qu'au régime spécial des protégés dont le nombre allait croissant. Le 3 juillet 1880, la Conférence de Madrid légiférait sur les achats d'immeubles faits par les Européens et posait à l'égard des protégés les principes suivantes : « Les représentants étrangers chefs de mission, pourront choisir leurs interprètes et employés parmi les sujets marocains ou autres ³. Les protégés ne seront soumis à aucun droit en dehors de l'impôt agricole. La protection n'est pas héréditaire, tout au plus viagère; elle s'étend à la famille du protégé dont la demeure est inviolable. »

Les protégés sont les agents des commerçants étrangers placés sous l'égide des Légations. Ce droit de protection largement développé au ^{xix}^e siècle par des traités avec la France et d'autres nations a doté l'Europe d'un instrument efficace de conquête économique et morale. Il a mis au service des négociants européens des associés, des courtiers, des correspondants installés sur tous les points du territoire, rompus aux modalités du trafic indigène, tenus, sous peine de retomber au pouvoir des Caïds et des Pachas, de justifier la confiance de leurs patrons. Il a imprimé un essor jusqu'alors inconnu au commerce local. Il a propagé le nom de l'Europe, le

(3) Le mot « autres » visait les Juifs qui n'étaient pas sujets du Sultan et bénéficiaient d'une situation particulière au Maroc, étant à la fois étrangers et placés sous la protection des Chérifs. (*Note de l'auteur*).

prestige de sa force et de sa justice dans les régions les plus reculées du Maroc.

L'Acte d'Algésiras, le 7 avril 1906, faisait du Maroc ce que l'on a appelé un « communal européen », tout en ayant soin d'indiquer dans son préambule « que cet acte sanctionnait le triple principe de la souveraineté du Sultan, de l'intégrité de ses Etats et de la liberté économique sans aucune inégalité ».

Mais bientôt la situation interne de l'Empire chérifien s'aggrava tant et si bien que ce pays devint l'objet d'un échange dont les tractations se firent en dehors de lui; finalement, lorsque son sort eût été diplomatiquement réglé, le Maroc accepta le Protectorat de la France qui, de tous les Etats européens, était son principal créancier et s'avérait comme le plus apte à le dominer et à le défendre.

★ ★

Les droits de juridiction des tribunaux consulaires sont les suivants ⁴ : la juridiction consulaire s'étend aux matières civile, commerciale et pénale; sont justiciables de cette juridiction : les nationaux et les protégés défendeurs, les indigènes et les étrangers demandeurs par application de la règle : *actor sequitur forum rei*.

La procédure et les règles générales de compétence des tribunaux consulaires sont fixées par les Etats au nom desquels ils rendent la justice. Dans les matières de statut personnel, ils appliquent la loi nationale des parties. Dans les matières mobilières et commerciales, de beaucoup les plus fréquentes, ils s'inspirent de la loi nationale, des usages locaux et de la règle *locus regit actum*. Dans les matières immobilières soumises à la *lex rei sitæ*, ils doivent se déclarer incompétents et renvoyer les parties devant le juge coranique. En matière pénale, les consuls appliquent la loi de l'Etat qu'ils représentent. Leur compétence se borne à la répression des délits et contraventions ⁵.

La compétence des tribunaux consulaires à l'égard des protégés appartenant à la religion juive cesse de s'exercer dans les matières tenant au statut personnel, mariages, divorces et successions notamment. La législation applicable à ces matières ayant été édictée dans la Bible et les Livres Saints, le juge rabbinique se trouve être le seul qualifié pour l'interpréter et l'appliquer.

(4) MÉRIGNHAC : Traité de droit public international, page 126.

(5) Pélissié DU RAUSAS : Les Capitulations, Paris, 1924, page 53.

Le droit de protection se retrouve dans tous les pays de capitulations et le Maroc est un de ceux où il s'est introduit le plus tardivement. La généralisation du régime des protégés et sa persistance à travers les siècles prouvent que la coutume de la protection correspond à une nécessité sociale ou tout au moins commerciale, et que si elle donne lieu à des abus elle est malgré tout un mal nécessaire dans les pays où les faiblesses du pouvoir jointes à l'esprit de fanatisme de la population, élèvent une barrière infranchissable à la pénétration pacifique du négoce étranger. Par contre, il ne subsiste aucune raison valable de maintenir ce régime lorsque les inconvénients que nous venons de signaler sont supprimés, comme c'est actuellement le cas pour le Maroc, rénové par notre Protectorat.

Le fondement du droit de protection de l'Empire Chérifien se trouve dans l'article 19 du Traité de Versailles du 28 mai 1767 stipulant que les gens qui seront « tant au service des consuls que des marchands ne seront empêchés dans leurs fonctions et ceux du pays seront libres de toute imposition et charge personnelle ».

Les modalités du régime de la protection ont été déterminées par le traité franco-marocain du 19 août 1863 et par la Convention de Madrid du 3 juillet 1880. Les traités de commerce passés par l'Angleterre, l'Espagne et l'Allemagne avec le Maroc sont muets sur la question, mais le droit au traitement de la nation la plus favorisée n'a-t-il pas été créé pour bénéficier facilement des concessions obtenues par le voisin ?

On distingue trois catégories de protégés, spécialement visés par la Convention de Madrid ⁶ : les protégés consulaires (employés indigènes des consulats : secrétaires, interprètes, domestiques); les protégés politiques (une protection exceptionnelle pour services rendus peut être accordée par chaque Etat signataire de la Convention de Madrid à douze indigènes); les protégés commerciaux ou censeaux, classe de beaucoup la plus remuante et la plus gênante pour le Maghzen; c'est celle des Arabes et des Juifs qui bénéficient de la protection parce qu'ils sont les agents commerciaux ou les correspondants d'un étranger installé au Maroc. Entre 1880 et 1912 leur nombre s'est accru dans des proportions telles que le Maghzen voyait à chaque instant son autorité méconnue et bafouée et que l'administration des régions voisines des ports était pour lui

(6) DELONCLE : Le statut international du Maroc, Paris, 1909, page 91.

une source de difficultés sans nombre. Ce déplorable état de choses n'est plus maintenant qu'un mauvais souvenir.

La protection n'est pas héréditaire et s'étend, nous l'avons vu, au toit, à la femme, aux enfants mineurs du protégé.

Les protégés acquittent leurs impôts entre les mains de leur consul; ils sont, comme les étrangers, soustraits à l'emprise des autorités administratives locales; ils restent toutefois sujets marocains et ne peuvent se faire naturaliser à l'étranger sans l'assentiment du Maghzen, à moins de quitter le territoire du Maroc.

Quelle a été l'influence du traité de Protectorat sur ce régime?

Une institution plusieurs fois centenaire, comme celle-ci, ne pouvait disparaître immédiatement du seul fait de l'installation de notre Protectorat, quoique sa suppression eût été envisagée par le traité franco-allemand du 4 novembre 1911 et par les Lettres explicatives jointes à ce traité. En effet, l'institution du Protectorat n'entraîne pas nécessairement la caducité des traités antérieurs passés par l'Etat protégé, puisque celui-ci conserve sous le régime nouveau sa personnalité internationale propre. On a parfois soutenu que le traité de Protectorat rendait caducs les traités antérieurs conclus par l'Etat protégé, par le jeu de la clause *rebus sic stantibus*⁷. Mais cette thèse n'a pas triomphé et la pratique a reconnu la validité des traités antérieurs tant qu'ils n'ont pas été régulièrement dénoncés. Si l'annexion rend caducs les traités, c'est qu'elle fait disparaître la personnalité internationale de l'une des parties. Au contraire, l'établissement du Protectorat laisse subsister cette personnalité.

Il a donc fallu négocier avec les puissances capitulaires pour obtenir d'elles la renonciation à leurs privilèges de juridiction et de législation.

En même temps, comme tout était à réorganiser dans le vieux Maroc anarchique et routinier qui se confiait à nous, il importait d'amorcer chaque réforme avec toute la méthode et l'opportunité désirables. L'Histoire rendra au Maréchal Lyautey et à ses collaborateurs les hommages qu'ils méritent pour l'œuvre politique et administrative remarquable qu'ils accomplirent en un temps très court, dans un pays tout frémissant de subir le joug de l'étranger, mal délivré des intrigues internationales, où l'organisation paci-

(7) PIE : Influence de l'établissement du Protectorat sur les traités antérieurement conclus avec les puissances tierces par l'Etat protégé, in-*Revue Générale de Droit International Public*, 1896, page 613. Et ROUSSEAU : *Jurisprudence française en matière de droit international public*; *ibidem*, 1938, page 477.

que devait aller de pair avec l'action guerrière, où l'activité diplomatique devait constamment rester l'œil fixé sur les difficultés internes et externes suscitées par le développement de notre Protectorat, et songer à ne pas heurter les puissances capitulaires dont il fallait obtenir la renonciation à leurs privilèges. Cette œuvre délicate et gigantesque à la fois était à peine commencée que la guerre mondiale éclatait. Ce sera le grand honneur du Maréchal Lyautey d'avoir eu confiance dans la solidité de l'édifice dont il venait de jeter les fondations, mieux que cela, d'avoir eu l'habileté de profiter de la guerre pour en parachever plus vite l'agencement ⁸. « La conflagration générale permit de provoquer presque instantanément une évolution qui aurait probablement mis de longues années à s'accomplir en temps de paix. Les Allemands avaient disparu, les Alliés et les Neutres ne se souvenaient plus de leurs rivalités d'antan, bref l'occasion était belle pour le Gouvernement du Protectorat qui sut admirablement tirer parti de la situation et terminer dans la guerre son ébauche d'avant-guerre ⁹. » Au début de la guerre, deux puissances seulement, l'Espagne et la Russie, avaient renoncé aux Capitulations; à l'heure actuelle, une nation seulement, les Etats-Unis, conserve ses privilèges capitulaires. Les autres puissances ont consenti à cet abandon, progressivement. Le consentement de l'Angleterre a été donné seulement par une convention franco-anglaise du 29 juillet 1937. Ce retard provient de ce que la question des Capitulations anglaises au Maroc avait été liée à la question des Capitulations françaises en Egypte par l'accord franco-britannique du 8 novembre 1904. L'abandon des unes devait être la contre-partie de la renonciation aux autres. Or c'est seulement après le traité d'alliance anglo-égyptien du 26 août 1936 que l'abolition du régime capitulaire en Egypte a pu être réalisé par la Convention de Montreux du 8 mai 1937 ¹⁰. En conséquence, les

(8) La moindre hésitation, le plus petit recul en août 1914 nous eussent été fatals dans ce pays musulman toujours prêt à se rebeller contre une autorité faiblissante. C'est à l'audace raisonnée de celui qui la représentait que la France doit d'avoir conservé le Maroc. La proclamation de l'état de siège, la mobilisation sur place des Français en âge de porter les armes, l'arrestation des sujets ennemis et la mise sous sequestre de leurs biens, l'expulsion des consuls allemands et austro-hongrois, jointe à la fermeture de leurs consulats, impressionnèrent au plus haut point la population indigène et la convainquirent que les Français étaient bien les plus forts, en sorte que le turbulent Maroc fut loin d'être, pendant la guerre, le « guépier » que l'on avait prophétisé, mais il y fallut « la manière ». (Note de l'Auteur.)

(9) Ed. FOURNIER : Le Maroc depuis le Protectorat, page 24.

(10) J. CHRÉTIEN : La suppression des Capitulations en Egypte, in *Revue Générale de Droit International Public*, 1938, page 302

capitulations anglaises au Maroc disparurent elles-mêmes en même temps qu'étaient supprimées les capitulations françaises à Zanzibar en vertu de la convention signée à Londres le 29 juillet 1937. Aux termes de l'article 26 de cette convention, les instruments de ratification devaient être échangés à Paris et la convention entrerait en vigueur un mois après l'échange des ratifications. L'échange ayant eu lieu le 1^{er} décembre 1937, l'accord est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1938 ¹¹.

Le Protectorat de la France au Maroc est actuellement aussi accepté, assis, organisé que n'importe quel autre protectorat français et la politique de collaboration qu'il a inaugurée avec le Maghzen chérifien continue à développer ses heureux résultats.

Le traité de Versailles n'a fait que reconnaître les avantages que la France s'était acquis au Maroc pendant la guerre; l'Allemagne renonçait à tous les droits, titres ou privilèges résultant à son profit de l'acte d'Algésiras et des accords franco-allemands du 9 février 1909 et du 4 novembre 1911. De même étaient abrogés à la date du 3 août 1914 tous les traités et accords, arrangements et contrats passés par l'Allemagne avec l'Empire Chérifien. Enfin, elle acceptait les conséquences du Protectorat, renonçait aux Capitulations, soumettait ses nationaux à la législation des sequestres de guerre, et consentait à ce que la part qu'elle possédait dans la Banque d'Etat fût transférée à la personne qu'indiquerait le Gouvernement français.

Des conditions analogues furent insérées dans le traité de paix imposé à l'Autriche-Hongrie.

Les conséquences de l'abrogation des Capitulations sont les suivantes :

En ce qui concerne les consuls de la nation renonçante, ils perdent leurs pouvoirs de police et de juridiction. Au lieu d'être comme auparavant, chefs, administrateurs et juges de leur « colonie », ils restent simplement qualifiés pour veiller aux intérêts de leurs ressortissants. Leurs rapports avec le Maghzen doivent s'exercer par l'intermédiaire des autorités françaises. Ils doivent s'interdire rigoureusement d'empiéter sur les prérogatives politiques, judiciaires et administratives du gouvernement du Protectorat.

En ce qui concerne les nationaux et protégés, sauf Allemands et Austro-Hongrois, ils deviennent justiciables des tribunaux français. Ils bénéficient des mêmes droits privés et publics que les Fran-

(11) L. BERGE : La juridiction française au Maroc.

çais, à l'exception des droits politiques. Ils acquittent les impôts et contributions dans les mêmes conditions que les Français; une liste définitive des protégés ayant droit, leur vie durant, aux avantages exposés ci-dessus, est arrêtée d'un commun accord entre le gouvernement du Protectorat et le représentant de la nation renonçante. Quant aux ex-protégés allemands et austro-hongrois, ils sont devenus sujets marocains de droit commun par application des dahirs des 5 et 13 août 1914. La liste de ces indigènes soumis définitivement à la compétence des juridictions chérifiennes et perdant tous les privilèges acquis aux anciens protégés des autres nations, a été arrêtée au 1^{er} août 1914. Cette liste comprenait 7 protégés consulaires, 6 employés des postes allemandes, 508 censeux allemands, dont 163 israélites, 6 protégés consulaires et 12 commerciaux, dont un seul israélite, austro-hongrois.

En ce qui concerne les protégés français, il eût été injuste de leur faire subir une situation pire qu'à ceux des autres nations. On procéda donc à une révision de leurs droits ou titres à un régime de faveur et l'on arrêta, en août 1916, la liste définitive de ceux qui, leur vie durant, resteront justiciables des juridictions françaises. Ces privilégiés sont au nombre de 190, dont 78 Juifs.

Bien entendu, ce privilège de juridiction de nos anciens protégés ne s'étend pas aux questions de statut personnel qui relèvent, suivant les cas, du cadi ou du tribunal rabbinique.



Au-dessus de la classe des protégés, se groupe la catégorie définitivement affranchie des naturalisés.

Vers la fin du xix^e siècle, par suite du désir de certains gouvernements d'enraciner leur influence par l'effet de lois et accords nés de la politique générale européenne et concernant les naturalisations, un noyau d'israélites s'est constitué, ne relevant plus (fait nouveau dans les annales judéo-marocaines), de la juridiction locale, mais des lois européennes.

Suivant l'exemple de la France qui avait naturalisé les chorfa d'Ouazzan, de l'Angleterre qui avait attiré des israélites de marque, l'Italie, désireuse de se créer des intérêts au Maroc, se tourna vers les familles les plus influentes de la communauté juive de Tanger et leur accorda la naturalisation, en 1887. Le retentissement de cette mesure dans le pays fut considérable. Quelques années plus

tard, l'Espagne s'engageait dans une voie analogue : la naturalisation fut accordée à de nombreux Juifs du Nord et de la côte ouest.

Ainsi n'a cessé de grandir le nombre des naturalisés. Leur situation légale offre un côté vulnérable : à la conférence de Madrid le Maghzen, aidé par l'Angleterre, obtint le vote d'un article en vertu duquel les effets de la naturalisation sont limités à un nombre d'années égal à celui qui a été nécessaire pour son obtention, à moins que l'intéressé ne quitte définitivement le Maroc. Les légations appliquent parfois la lettre du traité international et éliminent de la liste de leurs ressortissants les nouveaux citoyens ayant dépassé le stage voulu. Mais souvent aussi l'intérêt politique les fait passer outre à la clause précitée et prolonger indéfiniment la validité de la naturalisation.

Les conséquences des naturalisations étaient extrêmement importantes pour ceux qui en bénéficiaient, par l'existence des juridictions consulaires; les naturalisés devenaient donc, comme les protégés, justiciables des tribunaux consulaires de l'Etat dont ils étaient devenus les ressortissants. S'il y avait un litige entre deux individus de nationalité différente par naturalisation, entre un Juif français et un Juif anglais, par exemple, le différend, tant au civil qu'au criminel, était porté devant le tribunal consulaire du défendeur. Si le différend existait entre un Juif non naturalisé et un Juif naturalisé, même règle : le tribunal du défendeur était compétent.

Actuellement, cette question a perdu beaucoup de son importance, car depuis une vingtaine d'années les Juifs ne peuvent plus acquérir à l'étranger ni même en France une naturalisation individuelle valable au Maroc. En effet, le décret du 29 avril 1920, réglant la naturalisation individuelle au Maroc n'est applicable qu'aux étrangers non sujets du Sultan. Or, depuis l'établissement du Protectorat, le Sultan a conservé un pouvoir souverain nominal : tous les textes y sont pris en son nom et bien que préparés, rédigés et publiés par les soins de l'autorité française, les dahirs n'en portent pas moins la signature chérifienne et les arrêts le seing viziriel. Il en résulte que les indigènes et en particulier les Juifs, sont les sujets du Sultan, soumis théoriquement à son pouvoir, à son autorité, et à sa juridiction; il leur est, par conséquent, impossible de devenir français par naturalisation individuelle.

Quant à la naturalisation collective, il ne saurait être question de la leur accorder. Les Juifs ont donc au Maroc la nationalité maro-

caine, et il ne semble pas qu'ils puissent l'abandonner avant longtemps, malgré les nombreux efforts qu'ils ont entrepris pour se dégager de l'allégeance chérifienne. Nous allons voir en quel sens se sont prononcés à ce sujet les tribunaux français, en abordant dans notre prochain chapitre l'important problème de la nationalité des Juifs du Maroc.

CHAPITRE IV

Les Juifs et la nationalité marocaine

Nous avons vu que jusqu'à l'établissement du Protectorat, les Juifs étaient des étrangers; ils jouissaient en matière religieuse et civile d'une complète autonomie; bien plus : les tribunaux rabbiniques étant compétents pour les litiges commerciaux entre Juifs, les actes notariés, d'association, d'hypothèque ou de donation, établis devant les rabbins, étaient valables auprès des autorités musulmanes. Les Juifs constituaient donc une véritable minorité nationale, reconnue comme telle par l'Etat marocain.

Depuis l'établissement du Protectorat, ils sont admis à la nationalité marocaine; ils sont marocains au même titre que les musulmans et soumis comme eux au principe de l'allégeance perpétuelle. Ils ne peuvent se faire naturaliser étrangers qu'avec l'agrément de leur souverain, le Sultan. Mais si ce lien d'allégeance ne pèse pas aux Marocains musulmans, il est, par contre, considéré comme une entrave par l'élément juif.

Certes, le sort des israélites s'est amélioré. Si, comme le signale M. Ménard ¹, « le tableau idyllique que trace la Cour de Rabat de la bienveillance de S.M. chérifienne pour ses sujets israélites ne doit pas être poussé trop loin dans le recul des temps », il n'est pas moins certain que les indigènes israélites ont profité, plus que quiconque, des bienfaits apportés par la France; en particulier, dit M. Ménard, « le Protectorat leur assure une égalité qui leur a permis d'asseoir sur les autres éléments de la population marocaine, parfois à leur détriment, leur incontestable supériorité économique, et pourtant ils cherchent encore, obéissant à l'atavisme, toutes les occasions de se libérer d'une allégeance, eu égard à laquelle on ne saurait leur demander de pratiquer le patriotisme ».

(1) Revue Critique de Droit International, 1938, page 227.

Autrefois, ils avaient le moyen facile d'échapper à ce lien grâce au système des naturalisations. Mais cette porte de sortie leur étant interdite depuis le décret de 1920, ils ont cherché d'autres moyens pour se libérer de leur nationalité sans quitter toutefois le territoire marocain.

Ils invoquèrent tout d'abord la thèse religieuse de la nationalité marocaine, qui a pour base, disaient-ils, la religion musulmane. Le Maroc est une nation musulmane, or le droit islamique n'admet pas que les infidèles puissent faire partie de la société religieuse qui est à la base de toute nation musulmane. Par suite, seuls les musulmans peuvent être marocains, et nous sommes *heimatlos*.

Cette thèse a été développée à plusieurs reprises devant les tribunaux français ²; elle fut même admise par le tribunal de Mascara ³; « la loi du Maroc, a dit ce tribunal, qui est celle de tous les pays islamiques, c'est-à-dire le Coran, n'admet, au point de vue du statut personnel, que deux catégories d'individus : les croyants et les infidèles; les infidèles ne font pas partie de la société religieuse ou nation, ils ne sont que tolérés. »

Mais un arrêt de la Cour d'Appel de Rabat, du 15 mai 1934 ⁴, a tranché la question, car la thèse religieuse de la nationalité marocaine ne pouvait être reçue dans un Etat moderne comme le Protectorat, parce qu'elle heurtait les principes fondamentaux du droit public international, et la notion actuelle de l'Etat. Elle a été repoussée par la Cour d'Appel de Rabat qui, tout en faisant intervenir d'une façon accessoire pour le passé la notion de *jus soli*, juge que la nationalité marocaine s'acquiert par filiation, *jure sanguinis*. L'arrêt déclare, en effet, que « les israélites nés en Afrique musulmane d'israélites nés et fixés eux-mêmes dans cette contrée sont considérés comme indigènes et sujets du souverain gouvernant le pays, sauf s'ils justifient de liens d'allégeance à une autre souveraineté, soit naturelle, soit octroyée. Un individu né au Maroc, fils légitime d'un sujet marocain et d'une israélite algérienne est marocain. L'acquisition de la nationalité française ou de la nationalité marocaine au Maroc « *jure soli* » n'est possible que pour les individus qui n'ont pas, d'ores et déjà, « *jure sanguinis* », l'une ou l'autre de ces nationalités. »

(2) Jugement du Tribunal de la Seine du 2 mai 1905, in *Penant colonial*, 1906, page 31; jugement du tribunal de Marrakech du 29 février 1928, in *Recueil de Législation et de Jurisprudence marocaines*, 1928, II, page 142; arrêt de la Cour d'Appel de Rabat du 9 février 1937 in *Recueil de la Cour*, 1937, page 101.

(3) Jugement du 19 mai 1897 in *Clunet*, 1928, page 132.

(4) In *Gazette des Tribunaux du Maroc*, 30 juin 1934, page 61.

Ce principe a été consacré par la Cour de Cassation dans un arrêt de la Chambre Civile du 31 janvier 1938 ⁵, et par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 26 juillet 1938 ⁶ : « Les indigènes israélites du Maroc ont la nationalité marocaine, cette nationalité s'applique quelle que soit la religion de l'intéressé. » (Arrêt du 31 janvier 1938.) « Les indigènes israélites du Maroc, descendants d'israélites fixés au Maroc depuis plusieurs générations, ont la nationalité marocaine. » (Arrêt du 26 juillet 1938.) Est donc marocain tout individu né de parents fixés au Maroc qui ne peut revendiquer légitimement une autre nationalité. Ces deux arrêts de la Cour suprême tranchent définitivement la question de la nationalité des Juifs marocains.

Les Juifs cherchèrent alors un autre biais; ils tentèrent de donner au décret du 8 novembre 1921 relatif à la nationalité française dans l'Empire chérifien, une interprétation excessive qui permît d'englober les enfants du mariage d'un Juif marocain et d'une Juive française ou étrangère. Le décret du 8 novembre 1921 a donné lieu, en effet, à diverses interprétations.

Un conflit de jurisprudence s'est en particulier élevé lorsqu'il s'est agi de déterminer, au regard de ce texte, la nationalité des enfants issus de mariages mixtes, nés d'un père marocain et d'une mère étrangère ou française. Ces enfants sont-ils Français ou Marocains? Le décret du 8 novembre 1921 leur est-il applicable?

L'enfant d'un sujet marocain et d'une mère étrangère née elle-même au Maroc est Français, a décidé le Tribunal de Casablanca, attaché à l'interprétation strictement littérale du texte ⁷. Ce jugement déclare que les enfants du sieur Simon Amiel, sujet marocain, et de Sultana Encaoua, Brésilienne, sont Français, « parce que leur mère, bien que de nationalité brésilienne, est justiciable, au titre étranger, des tribunaux français et qu'elle est née dans la zone française ».

Mais la Cour d'Appel de Rabat, adoptant la thèse de l'Administration et de la Chancellerie, basée sur les travaux préparatoires du décret, a jugé que l'enfant né d'un mariage mixte, c'est-à-dire d'un père marocain et d'une mère étrangère ou française, même née au Maroc, était Marocain *jure sanguinis*, et ne pouvait devenir Français en vertu du décret du 8 novembre 1921.

(5) Gazette des Tribunaux du Maroc, mars 1938, page 3.

(6) Recueil de Législation et de Jurisprudence marocaines, mars 1939, page 30.

(7) Jugement du 30 janvier 1933 in Gazette des Tribunaux du Maroc du 11 mars 1933.

Par conséquent, tous les efforts entrepris par les Juifs marocains pour se dégager de l'allégeance chérifienne sont restés vains. Cependant, nombreuses sont les actions en réclamation de nationalité qu'ils portent devant les tribunaux du Protectorat. Il nous a semblé intéressant d'étudier les principes généraux qui doivent régir ces actions.

Quelle est la juridiction compétente pour en connaître?

Au Maroc, deux nationalités coexistent sur un même territoire, soumises à deux réglementations distinctes, celle de l'Etat protecteur et celle de l'Etat protégé. Les tribunaux français sont-ils compétents pour statuer à l'égard de ces deux nationalités, ou ne peuvent-ils être saisis qu'à l'égard de la nationalité française? A notre avis les tribunaux français ont qualité pour rendre une décision attributive de la nationalité française, et également saisis d'une demande reconventionnelle de la part du Procureur Commissaire du Gouvernement, ils peuvent, le cas échéant, non seulement débouter le revendiquant de son action en reconnaissance de nationalité française, mais le déclarer sujet marocain, faisant droit aux conclusions du Ministère Public ⁸. Faut-il aller plus loin et reconnaître aux tribunaux français le droit de connaître des actions principales en réclamation de nationalité marocaine?

La Cour d'Appel de Rabat, dans un arrêt du 8 avril 1938 ⁹, a estimé que lorsqu'un revendiquant à la nationalité marocaine a en fait la possession d'état de Français, les tribunaux français sont compétents pour statuer sur cette demande de nationalité marocaine. On est donc en droit de déduire que lorsque le revendiquant à la nationalité marocaine n'a pas la possession d'état de Français, la juridiction française est alors incompétente pour connaître de cette action au principal.

Donc, en principe, les tribunaux chérifiens sont seuls compétents pour reconnaître ou dénier la qualité de sujet marocain, mais à cette règle doivent être apportés les correctifs suivants :

1° Le tribunal français saisi d'une demande en réclamation de nationalité française peut débouter l'intéressé de sa requête en faisant droit aux conclusions du Ministère public et le déclarer sujet marocain.

2° Le tribunal français est compétent, lorsqu'à l'occasion d'un litige, il a à statuer accessoirement sur la nationalité d'une des par-

(8) Voir en ce sens le jugement du Tribunal d'Oujda du 14 janvier 1938, affaire Isaac contre Ministère Public, in G.T.M., 26 février 1938.

(9) G.T.M., 18 juin 1938.

ties en cause; et le dahir du 12 décembre 1928 relatif au règlement des conflits de compétence entre les juridictions française et chérifiennne, prévoit que la décision ainsi rendue par le tribunal français s'impose obligatoirement au tribunal chérifien.

Si, en principe, les tribunaux chérifiens sont actuellement seuls compétents pour connaître des actions principales en réclamation de nationalité marocaine, quelle est, parmi les diverses juridictions chérifiennes, la juridiction compétente? Est-ce la juridiction religieuse ou séculière? Si on admet que la nationalité est un élément du statut personnel de l'individu, il résulte des dispositions des articles 4 du dahir sur l'organisation judiciaire, et 50 du dahir du 4 septembre 1915 sur l'état civil, que les tribunaux compétents en la matière sont les juridictions religieuses. Cette solution, bien que basée sur des textes, n'est pourtant pas juridique; la nationalité marocaine n'a pas pour fondement une idée religieuse; elle s'applique aux musulmans et aux Juifs; elle a pour base un principe de droit public; elle est le lien juridique, d'ordre étatique, qui unit l'individu à l'Etat. La nationalité appartient au droit public; or, en matière de droit public, la juridiction chérifiennne compétente est la juridiction séculière des pachas et caïds et du Haut Tribunal Chérifien. Il faut donc admettre que c'est la juridiction Maghzen qui a qualité pour connaître de ces actions.

Examinons enfin quels sont les effets d'un jugement déclaratif de nationalité :

Ce jugement a une autorité absolue, erga omnes, et l'autorité de la chose jugée qui s'attache à cette décision est d'ordre public et s'impose de plein droit. Les questions de nationalité sont des questions de droit public. C'est ce qu'a jugé la Cour de Cassation toutes chambres réunies, le 2 février 1921 ¹⁰ : « Les règles de la nationalité relèvent du droit public; la nationalité, lien entre l'individu et l'Etat, est non une institution contractuelle, mais une création unilatérale de l'Etat. »

Au Maroc, les règles de droit public qui régissent la nationalité, attribuent la nationalité marocaine à tout enfant né de père marocain; quel que soit le statut personnel de ce dernier, même s'il est un israélite ayant épousé une femme française « alors que la loi rabbinique donne la prédominance au sang de la mère et ne lui permet pas en conséquence de transmettre à ses enfants la nationalité marocaine » ¹¹.

(10) Daloz, 1921, 1, 1.

(11) Tribunal de Casablanca, 9 juillet 1934, in G.T.M., 14 juillet 1934.

Enfin, par suite du caractère indivisible de la nationalité, le jugement qui statue à l'égard de la nationalité d'un individu s'impose à sa famille. « Le fils ne peut reprendre une action en revendication de nationalité basée sur des prétentions qui ont été jugées non fondées à l'égard de son père. » ¹²

Toutes ces décisions viennent confirmer le principe que les Juifs marocains sont pour toujours attachés à la patrie qui leur a donné naissance, et qu'aucun moyen n'est mis à leur disposition pour leur permettre d'échapper à leur nationalité d'origine.

(12) Jugement du 20 mai 1938, in *Revue critique de Droit International*, 1938, page 429.

TITRE II

LE DROIT PUBLIC INTERNE DES JUIFS MAROCAINS

CHAPITRE PREMIER

Organisation juridique des communautés israélites, son évolution jusqu'à nos jours

En étudiant les rapports entre les autorités chérifiennes et les Juifs, nous avons eu l'occasion de remarquer que ceux-ci ont souvent bénéficié d'une large tolérance, jouissant d'une complète autonomie en ce qui concerne l'organisation de leurs communautés; nous allons pouvoir vérifier dès maintenant l'exactitude de cette observation en abordant l'étude évolutive de l'organisation juridique des communautés israélites au sein des villes marocaines.

Les avis sont partagés sur l'origine de l'installation des communautés juives au Maroc; selon le grand rabbin de Salé, la fondation de la première d'entre elles aurait eu lieu peu après l'expulsion des Juifs de Babylone; dix notables se réunirent pour administrer les biens communs et obliger les personnes riches à alimenter de leurs deniers la caisse de bienfaisance destinée à soulager les Juifs nécessiteux.

Ibn Khaldoun adopte le raisonnement suivant ¹ : « Les Juifs, dispersés dans le monde, ont toujours formé, dans chacun des pays où ils se sont fixés, des groupes sociaux dont les membres, rapprochés par la communauté de race, de religion, d'aspirations et de souffrances, ont conservé leurs coutumes religieuses et sociales, lorsque l'Etat qui les avait recueillis refusait de les comprendre dans son organisation politique générale. C'est ce qui s'est passé au Maroc, à l'époque du Bas-Empire, où les Juifs, ne recevant pas des pouvoirs publics une organisation politique, administrative et religieuse, s'en sont créé une, conforme à leurs coutumes et à leurs traditions. »

Il nous paraît que les communautés juives étaient organisées bien avant l'époque du Bas-Empire, puisque nous savons par

(1) Ibn KHALDOUN : *op. cit.*, page 104.

Mommsen ², qu'après la prise de Jérusalem les Romains n'empêchèrent pas les Juifs d'observer leurs coutumes religieuses ni de professer leur théologie, mais qu'ils retirèrent aux communautés « leur direction monarchique et leur cohésion extérieure ». Les Juifs durent suivre alors non plus les prescriptions juridiques de la loi mosaïque, mais celles du droit romain. Leurs communautés existaient donc en tant que groupement organisés lorsque les Romains s'installèrent en Afrique du Nord; elles portaient le nom de « Gerisia » réunies en chaque cité de quelque importance.

Quoi qu'il en soit, au moment de la conquête arabe, les communautés juives étaient nombreuses en Afrique septentrionale, mais alors qu'elles forment généralement dans les diverses parties du monde de grandes familles, au Maroc elles n'avaient aucune liaison les unes avec les autres et souvent il se formait au sein même de certaines d'entre elles, des groupements indépendants basés sur les affinités originaires ou sur la difficulté qu'il y avait de s'entendre entre nouveaux venus et anciens; d'une ville à l'autre les communautés n'étaient unies par aucun lien, effet direct des différences d'origine qui existent chez les Juifs marocains.

Lorsque les Arabes s'établirent au Maroc, ils comprirent que les Juifs formaient une race à part qu'il était inutile d'essayer d'assimiler, et contrairement aux Romains de l'époque byzantine, ils décidèrent de les laisser suivre les prescriptions talmudiques, tant au point de vue religieux qu'au point de vue civil. A cette fin, ils leur redonnèrent leurs magistrats et leurs fonctionnaires juifs, qui, sous le contrôle de l'autorité arabe, les jugeaient et les administraient. La société juive qui avait soigneusement gardé ses croyances et ses pratiques religieuses, s'organisa en quelque sorte administrativement pour vivre dans le cadre cher de ses institutions sociales *more judaïco*.

Toutefois, jusqu'à l'arrivée des Juifs espagnols, les différentes dynasties qui se succédèrent au Maroc (Edrésites, Almoravides, Almohades, Mérinides), tout en admettant le principe de l'autonomie des communautés, persécutèrent les Juifs à de nombreuses reprises, reprenant d'une main ce qu'elles accordaient de l'autre, si bien qu'il est presque impossible de définir l'état juridique exact des communautés juives pendant cette période troublée. D'après Ibn Khaldoun qui nous donne quelques détails sur leur organisation primitive ³, l'administration politique était alors confiée à

(2) MOMMSEN : *op. cit.*, page 67.

(3) IBN KHALDOUN : *op. cit.*, Tome II, page 43.

soixante-dix vieillards qui régissaient les intérêts de la communauté. Présidés par le Grand Rabbin, ils se réunissaient à la synagogue principale et élisaient un Conseil composé de sept membres; le conseiller qui recueillait le plus de suffrages devenait président de la communauté.

Les communautés, qui vivaient sous le nom espagnol de Junta dans le nord et de Djemâa el Y'hound ailleurs, avaient alors un rôle beaucoup plus culturel et philanthropique que municipal; elles administraient le culte, exerçaient l'assistance publique envers les indigents et géraient les fondations pieuses. Cependant, leurs attributions dépassaient parfois ce cadre de bienfaisance, du fait de la carence des autorités musulmanes dans la période d'anarchie qui caractérise le début de la conquête arabe; c'est ainsi qu'on peut trouver aujourd'hui dans les statuts de certaines villes, des pièces officielles attestant que l'assemblée des notables israélites s'occupait des questions d'écoles, d'hygiène publique, de voirie, même de police, à l'égard des musulmans aussi bien que des Juifs ⁴.

L'organisation des communautés ne commença à prendre une certaine régularité qu'à partir du ^{xiii}e siècle par la force des choses, le nombre des Juifs s'étant accru de façon considérable.

A cette époque se généralisa l'usage de les parquer dans des ghettos où, pourvu qu'ils se tinssent tranquilles, les Sultans les laissèrent s'administrer à leur guise pour tout ce qui intéressait uniquement leur mellah; c'est ainsi que se constituèrent très fortement ces communautés juives qui devinrent peu à peu si vivantes.

Elles jouirent non seulement d'une liberté religieuse complète, mais aussi d'une véritable autonomie administrative. L'Emir Youssef ben Abdelhak les organisa en 1331 de la façon suivante : dans chaque localité les Juifs relevaient du Hakem el Blad (chef de la ville, musulman), qui les administrait par l'intermédiaire de leur mokaddem (préposé), nommé par lui. Là où résidaient les pachas et les beys, le mokaddem était nommé par ces princes. Ceux-ci choisissaient soit un Juif qu'ils voulaient récompenser pour certains services rendus à leur personne ou à leur administration, soit un individu sur lequel ils pouvaient compter en toutes circonstances, et qui était entièrement à leur discrétion. Le mokaddem était chargé de confectionner le rôle des impôts ordinaires et recevait communication des contributions extraordinaires exigées des Juifs; il était

(4) Voir à ce sujet l'excellente étude de M. Marty sur les Institutions israélites au Maroc, in *Revue des Etudes Islamiques*, 1930, cahier III, pages 311 et suivantes.

amovible. Malheureusement, des abus se produisaient souvent, car le mokaddem était presque toujours choisi arbitrairement sans qu'on tint aucun compte des préférences de la communauté. Il exerçait sur ses coreligionnaires un pouvoir discrétionnaire tempéré seulement par la crainte d'une délation. Comme l'argent était un levier tout puissant auprès du Hakem el Blad qui administrait la ville au nom du gouvernement, le mokaddem savait acquérir dans sa position les faveurs continuelles de ce chef par des dons gracieux et par une complaisance sans bornes. De cette manière, il devenait le chef tout puissant des Juifs et, au lieu d'être leur protecteur, il exerçait le plus souvent ses fonctions avec tyrannie et arbitraire. Il avait à sa disposition la police de la ville pour punir ou emprisonner ceux qui désobéissaient à ses ordres ou qui simplement lui déplaisaient. Dans beaucoup de villes, le mokaddem avait de droit une prison dans sa propre demeure, où il pouvait enfermer les Juifs, ses sujets, sans aucun contrôle. Il les pressurait ou les faisait frapper de verges au gré de sa fantaisie ou de son humeur.

Le Hakem el Blad ne connaissait que le mokaddem comme intermédiaire administratif des Juifs; il était donc de l'intérêt de ses subordonnés de ne pas offenser ce personnage important et même de se courber devant sa toute-puissance, fût-elle capricieuse. Il pouvait à son gré favoriser les individus ou leur nuire dans leurs intérêts. Cependant, comme le mokaddem n'était pas inamovible, il arrivait souvent que les intrigues renversaient tel mokaddem pour en élever un autre à sa place, qui était la plupart du temps son ennemi; alors avaient lieu de grandes représailles à l'égard de ceux qui passaient pour avoir été à la dévotion du mokaddem destitué.

Pourtant, il y avait à cette espèce d'omnipotence du mokaddem une sorte de contrôle qui parfois était assez efficace; c'était le Tribunal des Rabbins, composé de trois dayanim (juges), auprès duquel on venait souvent se plaindre, et qui, dans certaines circonstances, avait le courage de faire des remontrances. Les rabbins étaient à la vérité en quelque sorte sous les ordres du mokaddem, parce que, depuis l'initiative du rabbin Simon Duran, en 1392, les communautés affectaient des traitements à ces fonctions, et craignant, s'ils manifestaient une opposition au chef de la communauté d'être lésés dans leurs intérêts, ceux-ci n'élevaient souvent que de faibles protestations devant les agissements du mokaddem. Cependant, leur influence était assez grande, car il étaient soute-

nus, en cas de réclamation devant une injustice par trop flagrante du mokaddem, non seulement par tous les membres de la communauté, mais encore par les rabbins des autres villes à qui ils ne manquaient pas de déférer le cas, sous forme de question casuistique.

Les dayanim étaient assistés de notaires appelés sofferim, pour les actes et la procédure; nous reviendrons longuement, dans notre chapitre prochain, sur l'organisation du tribunal des rabbins en étudiant le régime judiciaire des Juifs marocains.

À côté du mokaddem, sultan au petit pied, et du Tribunal des rabbins, il y avait le Conseil de la Communauté, ou Tobé Haïr, choisi par le préposé juif et qui s'occupait, sous ses ordres, de tout ce qui concernait l'administration de la communauté. Ce Conseil se composait de sept membres, dont trois rabbins et quatre laïcs, choisis parmi les plus riches. Dans les petites villes de l'intérieur, le Conseil se réduisait à un chef de la communauté qui devait sa situation à son entente avec l'autorité locale.

Les recettes et les dépenses de la charité publique étaient surtout dans les attributions de ce Conseil; il prêtait aussi son concours pour tout ce qui concernait les impôts en percevant sur tous les membres de la communauté des taxes spéciales. Chaque mois, deux des membres de ce Conseil étaient chargés de l'administration et de l'expédition des affaires urgentes qui ne permettaient pas d'attendre que l'on fît une réunion; on les appelait « Mokaddem du mois ». Choisis par le préposé, il arrivait rarement que les membres du Conseil de la communauté eussent une opinion différente de la sienne; ils étaient à sa discrétion, car il pouvait les maintenir ou les changer selon son bon plaisir. Ils avaient à s'occuper d'une foule de questions touchant l'hygiène publique (bien rudimentaire alors), les métiers, la voirie; ils veillaient à l'éclairage et au nettoyage des rues, ils prenaient soin des écoles et de tout ce qui concernait le culte et la bienfaisance; ils administraient les biens provenant de fondations pieuses, donations ou legs, enfin ils géraient le budget de la communauté dont la principale ressource provenait de l'impôt de consommation sur la viande abattue selon les rites, dite « kacher ».

Le Conseil de la communauté punissait également les fautes graves contre l'ordre public où la foi religieuse, par un moyen de coercition appelé Nidouï, mise au ban de la communauté, signifiée par deux sopherim. Celui qui était ainsi excommunié ne pouvait

vendre, ni acheter aux autres Juifs, ni même entrer dans leur maison.

Enfin, l'administration de la communauté comprenait les fonctions de guizbar, de gabaï et de chaber.

Le guizbar était l'administrateur chargé de la police des synagogues, de la vente des honneurs religieux; il devait faire les recettes et les dépenses de l'oratoire auquel il était préposé. Le gabaï était chargé de fournir les objets nécessaires à l'ensevelissement des morts et de diriger les cérémonies funèbres depuis la maison mortuaire jusqu'à l'entrée du cimetière; les dépenses des pauvres étaient à sa charge et, en retour, certains honneurs lui étaient réservés. Le chaber présidait à la cérémonie funèbre depuis l'entrée au cimetière jusqu'à la fin de l'enterrement. Il devait prendre à sa charge les frais occasionnés par l'inhumation des pauvres. Il fallait passer par le grade de chaber pour être nommé gabaï et par celui de gabaï pour arriver au titre de guizbar. Toute cette organisation interne existe encore de nos jours, avec quelques changements que les idées du temps y ont introduits.

C'est ainsi que le rabbin devint rapidement le personnage central; ses attributions judiciaires s'étendirent, puisqu'il eut compétence exclusive pour les questions relatives au divorce et aux successions, pour la légalisation des actes et la nomination des notaires. Il ne reçut plus de traitement fixe, mais vécut de dons ou se livra à certains métiers. La plupart des rabbins étaient recrutés à Debdou où la connaissance de l'hébreu est très répandue encore aujourd'hui, Debdou étant, avec Sefrou, la seule ville marocaine dans laquelle l'élément juif constitue la majeure partie de la population ⁵.



Telle était, avant l'établissement du Protectorat, la structure des communautés juives au Maroc; elles ont perdu depuis beaucoup de leur importance et de leur cohésion; leur rôle municipal a pris fin; les attributions les plus importantes des communautés : hygiène publique, voirie, police intérieure, écoles, ont passé partout aux Services Municipaux ou aux administrations. En effet, le

(5) Une spécialité des rabbins de Debdou est la confection des rouleaux de la loi par des scribes appelés Sofer; très experts et d'une piété appréciée des croyants, ces scribes qui travaillent sous la direction des rabbins, sont fort recherchés par les Juifs du Maroc et de l'Algérie. (*Note de l'auteur.*)

Gouvernement du Protectorat jugea avec raison que l'intervention des communautés en certains domaines n'avait plus de raison d'être du jour où les règlements généraux et municipaux qu'il avait pris s'appliqueraient indistinctement à tous les sujets marocains et à tous les quartiers des villes. Aussi les Juifs se sont trouvés placés dès le premier jour et en quelque sorte automatiquement sur un pied d'égalité complet avec leurs compatriotes musulmans, en matière publique, administrative et économique. Le Gouvernement du Protectorat jugea aussi qu'il restait aux communautés un champ d'action suffisamment étendu avec les questions relatives à la gestion de leur budget, à l'exercice du culte et de la bienfaisance dans les mellahs. Il comprit que dans le domaine religieux au sens spirituel du mot comme aussi au sens juridique et charitable, il n'y avait que des avantages pour tous à laisser vivre et fonctionner ces institutions traditionnelles si paisibles et si utiles. C'est ainsi que dans un complet respect de ces franchises locales il est intervenu pour consacrer officiellement ces assemblées de notables sous le nom de Comités de communautés israélites.

Cette organisation est l'œuvre du dahir du 22 mai 1918 dont voici le texte ⁶ :

A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de notre Empire fortuné, ainsi qu'à nos sujets.

Que l'on sache, par les présentes, puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur,

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant qu'il importe d'assurer d'une manière plus régulière le fonctionnement des Comités de communautés israélites,

A décrété ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les Comités de Communautés israélites ont pour attribution l'assistance aux indigents et, s'il y a lieu, la gestion des fondations pieuses. Ils pourront, en outre, veiller à l'administration du culte.

ARTICLE 2. — Les Comités de communauté israélites sont composés du Président du Tribunal rabbinique ou du Rabbin délégué et de notables israélites désignés par notre Grand Vizir sur des listes établies par leurs coreligionnaires. Le nombre des membres ainsi désigné varie, selon l'importance de la population israélite, de quatre à dix et est déterminé pour chaque ville par arrêté viziriel.

(6) Avenir Illustré, 1918.

Les listes comprennent un nombre de noms double de celui des membres à désigner.

ARTICLE 3. — Ces membres sont nommés pour deux ans; leurs pouvoirs sont renouvelables. En cas de vacances par suite de décès, démission ou toute autre cause, la mission du nouveau membre prend fin à la date où aurait expiré celle de son prédécesseur.

ARTICLE 4. — Le budget des Communautés est alimenté par le produit des dons et quêtes, le produit des taxes israélites et, s'il y a lieu, les revenus des fondations pieuses; il est soumis, chaque année, à l'approbation de Notre Grand Vizir.

ARTICLE 5. — Les membres des Comités de communauté israélites choisissent chaque année parmi eux un président dont la nomination est soumise à l'approbation de notre Grand Vizir, un vice-président et un secrétaire-trésorier. Leurs fonctions sont gratuites.

ARTICLE 6. — Des arrêtés viziriels détermineront les détails d'application du présent dahir et les communautés qui y seront soumises.

Fait à Rabat le 11 Chaabane 1336 (22 mai 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution.

Rabat, le 23 mai 1918.

Le Commissaire Résident Général :

Signé : LYAUTEY.

Ainsi que le prévoit l'article 6 de ce dahir, des arrêtés viziriels sont intervenus par la suite pour déterminer les détails d'application du dahir et les communautés qui y sont soumises. Aujourd'hui, les Comités de communauté israélites ont pour attributions :

1° L'administration du culte : service des synagogues, des pompes funèbres et du cimetière, enseignement religieux.

2° L'assistance aux indigents de la communauté et aux israélites de passage; distributions hebdomadaires aux indigents, secours aux malades, assistance médicale, allocations.

3° La gestion des fondations pieuses (heqdich). Le heqdich est constitué par l'ensemble des biens mobiliers appartenant aux communautés et qui peuvent être classés en trois catégories :

a) les propriétés acquises directement sur les fonds des caisses de bienfaisance et qui sont généralement destinées aux besoins des services de la communauté, tels que cimetières, asiles, écoles, synagogues.

b) les immeubles ou droits immobiliers démembrés qui sont donnés à la communauté par des particuliers et dont les revenus et au besoin le produit de la vente l'aident à accomplir son œuvre d'assistance.

c) les immeubles ou droits immobiliers démembrés qui sont donnés à la communauté avec une affectation spéciale.

Cette institution des heqdich remonte à l'époque du second temple. Il existe au Maroc une disposition rabbinique datant de 1841 qui interdit la vente des biens immobiliers haqdich. C'est cette inaliénabilité, jointe au caractère religieux du heqdich et à l'affectation spéciale qui lui est souvent conférée qui a fait quelquefois appeler le heqdich : « Habous israélites » ⁷; en réalité ce terme est inexact et l'inaliénabilité n'est que relative, étant subordonnée à la volonté du fondateur.

En qualité de gestionnaire des biens heqdich, le comité de communauté est chargé non seulement d'administrer les sanctuaires mais encore d'en assurer, sur le vœu de l'opinion publique, la transformation et les aménagements spirituels et matériels. C'est ainsi que le Comité d'Ouazzan a pris en main la construction de divers édifices autour du tombeau du célèbre Rebbi Amran ben Diouan; ce lieu de pèlerinage est l'un des plus importants de l'Afrique du Nord. Les israélites viennent y faire leurs dévotions de fort loin et c'est par milliers que les pèlerins affluent à Ouazzan, chaque année, au moment de cette cérémonie ⁸.

Les Comités de communauté israélites ont la personnalité civile pour traiter toutes les questions intéressant le patrimoine immobilier (heqdich) dont ils ont la charge, vis-à-vis tant des tiers que du service de la Conservation Foncière. Aucune opération intéressant le patrimoine immobilier des communautés ne peut être effectuée sans une décision prise à la majorité des membres du Comité et après l'approbation du grand Vizir.

Le cadre des communautés est assez large pour permettre l'exercice du culte, de la bienfaisance et de la solidarité sous toutes ses formes, religieuses et sociales. Aussi le Protectorat étend-il sa bienveillance aux groupements dont les buts spéciaux et l'activité ne

(7) Les habous sont des biens immobiliers rendus inaliénables par leurs propriétaires afin d'en affecter la jouissance au profit d'une œuvre pieuse; ils sont le plus souvent destinés à l'entretien des mosquées ou des cimetières musulmans. (*Note de l'auteur.*)

(8) Toutes ces explications nous ont été données à Fès par M. Juda Ben Simon, Membre du Comité de la communauté israélite de Fès.

risquent pas de faire double emploi avec ceux des Comités, ou de provoquer des conflits : tels l'Association des Anciens Elèves de l'Alliance Israélite Universelle, à Casablanca, ou l'Aide Scolaire à Marrakech.

Chaque Comité est composé du Président du Tribunal Rabbinique local, ou du rabbin délégué, et des notables israélites désignés par le Grand Vizir sur des listes établies par leurs coreligionnaires. Le nombre des membres ainsi désignés varie selon l'importance de la population israélite de la ville, de quatre à dix, et il est déterminé pour chaque ville par arrêté viziriel, lors de la création du Comité. Pour faire partie du Comité, il faut obligatoirement être d'origine marocaine. La qualité de naturalisé ou de protégé européen n'interdit pas l'exercice de cette charge, pourvu que l'intéressé soit d'origine marocaine.

Les Membres du Comité choisissent chaque année parmi eux un Président dont la nomination est soumise à l'approbation du Grand Vizir, un Vice-Président et un Secrétaire-Trésorier; leurs fonctions sont gratuites; le Comité doit tenir régulièrement une séance par mois au moins. Il statue par vote sur les demandes de secours ou toute autre question importante.

Le budget des Communautés est alimenté par le produit des dons et quêtes, le produit des taxes israélites, et les revenus des fondations pieuses. Il est soumis chaque année, en projet, à l'approbation du Grand Vizir.

Les principales taxes sont celles sur la viande Kacher, dite aussi taxe d'abatage. Elle est fixée par arrêté viziriel, pour chaque communauté sous la formule suivante : « La communauté israélite de..... est autorisée à percevoir au profit de la caisse pour chaque bête abattue par le rabbin autorisé par le Président de ladite communauté une taxe de..... francs pour les bœufs et une taxe de... francs pour les moutons. » C'est le cas pour Oudjda et Meknès : quarante francs par bœuf et cinq francs par mouton. Mais le plus souvent, c'est le kilo de viande Kacher, en vente chez le boucher, qui est frappé de la taxe, environ un franc.

D'autres ressources de la communauté consistent dans les sommes versées par tout israélite du sexe mâle entre les mains du rabbin de la synagogue, chaque année, à l'occasion du Pourim, fête qui rappelle l'échec des ténébreux desseins que forma Haman contre le peuple juif.

Il est prélevé tous les ans sur l'ensemble des recettes une somme de 5 % qui sert à la constitution d'un fonds de réserve, lequel peut

également être alimenté par tout ou partie des excédents annuels des recettes. Ce fonds de réserve peut être déposé à la recette générale des Finances, ou transformé en titres de rentes françaises, ou en obligations d'emprunts marocains ⁹.

Les Comités de communautés israélites sont contrôlés sur place par les chefs des services municipaux. Dans les villes qui sont pourvues d'un Commissaire du Gouvernement Chérifien, ce contrôle est généralement exercé par ces fonctionnaires, par délégation du chef des Services Municipaux et en liaison avec lui.

Le contrôle supérieur à la fois administratif et moral est exercé par l'Inspecteur des Institutions israélites, fonctionnaire de la Direction des Affaires Chérifiennes. Toutes les fois que dans le sein du Comité, les avis sont partagés sur un sujet intéressant la communauté, ou qu'une difficulté quelconque vient à surgir, l'Inspecteur des Institutions israélites doit être saisi par le Comité.

Ainsi organisés, les Conseils de communauté peuvent rendre à l'élément juif marocain les plus grands services, en assurant, avec toutes les garanties qu'offre le contrôle français, l'exercice du culte et de la bienfaisance dans les mellahs.

(9) Voici, à titre indicatif, le budget de la communauté israélite de Fès pour l'année 1940 tel qu'il nous a été communiqué par le rabbin Ben Aychoum :

Fès, année 5.699; du 1^{er} Tisri 5.699 à fin Elloul 5.699.

RECETTES :

Loyers d'immeubles, Heqdich généraux	200.000 frs
Loyers d'immeubles, Heqdich particuliers	2.700 »
Produits d'abattage	22.000 »
Quêtes	2.500 »
	227.200 »

DEPENSES :

Taxe urbaine	22.000 »
Entretien d'immeubles	13.000 »
Administration (personnel et matériel)	12.000 »
Contentieux	3.000 »
Secours divers	136.750 »
Heqdich particuliers	2.000 »
Achat de livres religieux	700 »
Cimetières	1.000 »
Dépenses imprévues	5.150 »
Secours aux indigents	22.600 »
Réserve	9.000 »
	227.200 »

Remarquons que, grâce aux manifestations de la bienfaisance des communautés israélites qui sont nombreuses et nécessitent parfois des sommes importantes, comme nous pouvons le constater en étudiant le budget ci-dessus, on ne voit guère chez les israélites de mendiants, alors que ceux-ci sont nombreux chez les musulmans.

CHAPITRE II

Le régime judiciaire des Juifs marocains jusqu'à l'établissement du Protectorat ¹

Sous la domination romaine, nous l'avons vu, les Juifs furent d'abord considérés comme des pérégrins jouissant du *jus proprium civitatis*, puis comme des pérégrins déditices, perdant ainsi le bénéfice de leur droit particulier.

Pendant la première période, il est normal que tout ce qui touchait aux questions religieuses fût tranché par la juridiction mosaïque, et, de fait, chaque communauté comportait une maison de jugement, le Beth-Din, dont la juridiction s'appliquait aux questions religieuses; quant aux questions civiles, elles relevaient en principe des tribunaux romains; c'est donc devant le prêteur qu'aurait dû se dérouler l'instance in jus, et c'est le juge romain — ici le gouverneur, puisque la Mauritanie était une colonie romaine, — qui devait prononcer la sentence. Mais, en fait, comme la législation de Moïse embrassait à la fois la loi civile et la loi religieuse, les Juifs s'adressaient au Beth-Din pour régler leurs différends, quoique leur qualité de citoyens les rendît justiciables des tribunaux romains. En outre, la Loi 9 du Code : de Judæis, les autorisait à se faire juger d'après leur loi nationale et donnait une force exécutoire aux sentences rendues par les rabbins. C'est dans la procédure suivie dans ces sortes de jugements, que les Juifs, contrairement au droit commun, étaient appelés à prononcer le serment

(1) Etant donné l'importance de la question, nous étudierons l'organisation judiciaire des Juifs marocains en deux chapitres; l'un se rapportera à l'étude du régime judiciaire jusqu'au Protectorat, l'autre exposera les réformes apportées par le Gouvernement français dans cette matière, depuis 1913.

more judaïco. Ils juraient par Anchialum, c'est-à-dire par le Dieu vivant, avec les formalités prescrites par la loi de Moïse ².

Les empereurs firent respecter également les prescriptions de la loi mosaïque relatives à la solennité du Sabbat; les Juifs ne pouvaient pas travailler ce jour-là qui était érigé légalement pour eux en jour férié; ceux qui remplissaient des fonctions publiques étaient dispensés des charges de leur office; ils ne pouvaient être appelés en jugement ni pour une cause publique ni pour une cause privée pendant toute la journée du Sabbat ³.

Mais le Bas-Empire marque une nouvelle phase dans le régime judiciaire des Juifs: les empereurs chrétiens les contraignirent à suivre, non plus les prescriptions juridiques de la loi mosaïque, mais celles du droit romain, et ils les rendirent justiciables du tribunal du Gouverneur pour toutes les matières civiles, criminelles, et toutes questions concernant le statut personnel. Cette situation persista jusqu'à la conquête arabe.

Les premiers souverains maures considérèrent les Juifs, nous l'avons vu, comme des étrangers soumis au paiement de la djezzia, taxe de capitation. En conséquence, s'ils étaient tributaires des autorités musulmanes au point de vue politique, celles-ci ne jugèrent pas utile d'intervenir directement dans leur organisation, leurs institutions religieuses, leur statut personnel. Les Juifs furent ainsi soumis à leurs lois propres, eurent leurs tribunaux et leurs rabbins qui jugeaient d'après la loi mosaïque les litiges d'ordre religieux (cas de conscience, questions rituelles et casuistiques), les

(2) Le serment est encore très usité chez les israélites marocains qui le prêtent de deux manières différentes :

Serment Sepher, c'est-à-dire sur Pentateuque, livre sacré en prononçant la formule suivante : je jure par cette chose sacrée que... (en se défendant des faits qui lui sont reprochés) par Dieu qui a parlé à Moïse sur la grande Montagne, que ma postérité soit détruite et que le lait nourricier sèche dans la bouche de mes enfants, présents et futurs, si je mens.

Serment Herem dans le cas où un Juif, réclamant injustement une somme d'argent à un autre Juif et lui déférant le serment Sepher, le défendeur exige à son tour du demandeur le serment hérem qui est le plus grave. Le demandeur pénètre dans la synagogue pieds-nus et s'assied par terre. Le rabbin, les cierges allumés, récite la formule suivante : tu seras considéré comme ayant renié Dieu, lui qui est chargé de tout ce qui existe si tu mens. Es-tu sincère?

Sur la réponse affirmative du demandeur tout le monde sort et ce dernier reste seul jusqu'à la tombée de la nuit. A ce moment, il rejoint à pied son domicile qu'il ne doit pas quitter de trois jours pendant lesquels il est considéré comme excommunié. A l'expiration de ce délai, il reprend sa vie habituelle. (Siokami HAMIDA : Le Serment chez les Juifs marocains, 1937).

(3) La loi 3 in fine, de Judaeis, s'exprime ainsi : In festivitibus aut sabbatis suis Judei corporalia munera non abeant, neque quidquam faciant, neque publicam, privitam ve causam, in jus vocentur.

affaires de statut personnel (mariage, divorce, majorité, etc.), et successoral, soit quant à l'ordre de succéder, soit quant à la mesure des droits successoraux et la validité intrinsèque des dispositions testamentaires.

Rien, cependant, n'interdisait aux parties de présenter des contestations de ce genre devant les tribunaux musulmans, si ce n'est la crainte de froisser l'amour-propre des rabbins, et d'encourir par là un blâme sévère et quelquefois même la mise au ban de la synagogue; car, parmi les ordonnances du gouvernement, il n'en était aucune qui astreignît les Juifs à se faire juger par tel ou tel tribunal. En présence de cette liberté laissée aux Juifs, la loi religieuse reprenait ses droits, et puisque chez les israélites comme chez les musulmans, la justice civile faisait partie de la loi religieuse, ceux qui auraient déferé leurs litiges à l'appréciation des tribunaux musulmans et auraient demandé à des jugement du kadi les arrêts à intervenir, ceux-là auraient transgressé une recommandation religieuse et étaient passibles, par conséquent, des peines édictées dans ce cas. Il n'en aurait pas été de même si un ordre quelconque du gouvernement avait retiré aux Juifs la permission de laisser juger leurs affaires de statut personnel ou successoral par les rabbins, car, dans ce cas, la loi religieuse ordonne de se soumettre aux tribunaux du pays et reconnaît la supériorité des ordonnances du Gouvernement, par cette formule inscrite au Talmud : « La justice du Gouvernement est la justice qu'on doit reconnaître. » (*Dina demalchouta dina.*)

Pour mettre fin aux froissements entre Rabbins et Kadis qu'entraînait un tel état de choses, le gouvernement chérifien décida, en 1611, que tous les faits de statut personnel et successoral concernant les Juifs, seraient, à l'avenir, de la compétence exclusive des tribunaux rabbiniques ⁴. A partir de cette époque, les juridictions musulmanes n'acceptèrent plus les affaires à juger qui leur étaient déferées et les renvoyèrent toutes aux rabbins ⁵.

(4) Félix ARIN : Les Israélites marocains et la justice chérifienne, in *Gazette des Tribunaux du Maroc*, 28 février 1934, page 7.

(5) Autrefois les rabbins sévissaient avec la dernière rigueur contre ceux qui manquaient aux prescriptions mosaïques ou talmudiques. Pour les affaires religieuses, la sanction pénale était l'amende (*Kenass*), ou la prison. Ils faisaient donner la bastonnade en pleine synagogue aux jeunes filles qui sortaient du mellah malgré la défense qui leur en était faite. Les filles d'une inconduite notoire recevaient le fouet au moyen d'une corde de cuir tressé. C'était le *Malkoth*. Les gens malhonnêtes étaient condamnés au *Nidouy*, c'est-à-dire à l'excommunication. Cette punition qui faisait frémir les Juifs mettait le coupable en marge de la communauté; dès qu'elle avait été criée au mellah, personne ne pouvait ni converser ni commercer avec l'excommunié. S'il

En matière mobilière et immobilière les tribunaux musulmans étaient compétents; on admettait toutefois que les litiges d'ordre civil et commercial, lorsqu'ils se déroulaient entre israélites seulement et comportaient la production d'actes notariés en hébreu, ressortissaient de la juridiction rabbinique.

Pour toutes les questions d'ordre pénal, enfin, les Juifs relevaient des tribunaux musulmans ⁶.

En matière judiciaire, par conséquent, les Juifs ne paraissent pas avoir subi un traitement défavorable. D'ailleurs, le droit musulman eut toujours dans ce domaine une position très libérale, reconnaissant aux étrangers non musulmans installés en pays d'Islam le droit de recourir à leurs juges naturels pour toutes les affaires civiles, ce qui déborde largement les statuts personnel et successoral dont le principe est maintenu aujourd'hui aux israélites marocains. Ce privilège de juridiction fut confirmé maintes fois au cours des âges par les Sultans, et en dernier lieu par Mouley Hassan, en 1866, au baron de Montefiore que la reine Victoria avait fait recommander personnellement au souverain ⁷.

Nous voyons donc qu'une distinction s'établit fatalement au cours des âges entre les litiges de droit commun et les délits pénaux d'une part, et les litiges où intervenait quelque point de droit reli-

mourait pendant le temps de cette excommunication, dit Addisson (op. cit., page 78), on lui refusait tous les rites funèbres et une grande pierre était étendue sur sa tombe pour montrer qu'il avait mérité d'être lapidé à sa mort.

Les Juifs distinguaient vingt-sept causes d'excommunication; c'était de ce fait une arme redoutable qui a eu pour but d'assurer le maintien de l'unité religieuse et aussi de frapper l'adultère : les femmes infidèles à leur mari étaient promenées par tout le mellah après avoir reçu le fouet, chacun pouvait les injurier et leur lancer des paroles méprisantes.

Depuis les dernières années du ^{xix}^e siècles, les rabbins n'excommunient plus; la cessation de cette pratique est due à l'intervention des consuls européens en faveur de leurs protégés juifs. Ils firent savoir aux Rabbins que le Nidouy ne se pratiquait plus en Europe et que par conséquent cette punition ne devait plus être appliquée au Maroc. Cette tradition n'a pas été reprise à l'arrivée des Français dans la crainte de nous déplaire. (Note de l'auteur.)

(6) Les sanctions étaient extrêmement sévères; la peine de mort n'existait pas, mais certains châtiments étaient assez cruels pour l'entraîner quelquefois après eux; la peine du sel, par exemple, réservée aux brigands, consistait en une incision faite à la paume de la main que l'on enduisait de sel afin que la plaie ne se refermât pas tout de suite. Puis la main était maintenue fermée au moyen d'une sorte d'étui en peau appliqué mouillé et qui se rétrécissait en séchant; les ongles poussant à travers les chairs causaient au patient des douleurs si intolérables que le plus souvent il en perdait la raison.

De même le châtimement qui consistait à aveugler au moyen d'un fer chauffé. Bien qu'il ne soit plus appliqué maintenant, on rencontrait encore au Maroc, vers 1915, de malheureux aveugles implorant la charité et dont la marque de l'instrument de supplice était visible sur leurs yeux sans prunelles. (Note de l'auteur.)

(7) Henri GAILLARD : Juridictions marocaines, in Renseignements Coloniaux, 1918, page 5.

gieux, d'autre part. Les rabbins parvinrent à soustraire aux tribunaux des Caïds et des Pachas, le jugement des affaires concernant l'état des personnes et les successions. Quant aux autres affaires, même entre Juifs, lorsqu'elles ne faisaient pas l'objet de transactions constatées par les Soferim (notaires), ou lorsqu'elles mettaient en présence israélites et mulsulmans, elles étaient de la compétence des Pachas et des Caïds.



Comment les juges étaient-ils nommés, comment fonctionnaient les tribunaux rabbiniques?

Jusqu'à l'établissement du Protectorat, la forme des nominations des dayanim n'était régie par aucun règlement précis. Elle se faisait le plus souvent par le simple effet de la voix populaire ou à la suite d'influences personnelles. Ces nominations une fois faites, impliquaient en tous cas leur reconnaissance tacite par les autorités chérifiennes, lesquelles, sans jamais intervenir au fond des litiges jugés par les rabbins, pouvaient, à l'occasion, assurer l'exécution des jugements rendus par ces derniers. Cette absence de tout règlement administratif consacrant officiellement l'exercice des fonctions de rabbins-juges et leur donnant toute l'autorité désirable, présentait un inconvénient sérieux, car les jugements rendus par eux n'étaient que difficilement exécutoires; en effet, demandeurs et défendeurs pouvaient à l'infini en retarder l'exécution en faisant un nombre indéterminé d'appels devant les rabbins d'autres villes, soit au Maroc, soit même à l'étranger, notoirement reconnus, ou qu'ils pouvaient simplement considérer eux-mêmes comme ayant une autorité supérieure au point de vue des connaissances juridiques. Certaines villes de l'ancien Maroc, comme Fès, Rabat ou Tétouan, furent ainsi longtemps le siège d'une sorte de tribunal suprême composé d'éminents talmudistes. C'est le dahir du 22 mai 1918 qui vint mettre fin à cet état de choses en instituant le Haut Tribunal Rabbinique, seul compétent pour connaître des appels des jugements rendus par les tribunaux israélites. Nous étudierons ultérieurement le fonctionnement de cette nouvelle juridiction.

Comment s'exerçait autrefois la judicature des tribunaux rabbiniques?

Dans chaque communauté, le grand rabbin jugeait seul comme dayan. Il n'y avait à proprement parler de Beth Din — maisons de

justice analogues à celles qui existaient sous la domination romaine, — qu'à Marrakech et à Tétouan; mais, même dans ce cas, c'était toujours un seul dayan qui jugeait.

Le plaideur rédigeait un mémoire de son affaire dans lequel le rabbin consulté rendait son jugement. Ce mémoire, appelé *psaq*, était remis avec la décision au perdant qui devait s'exécuter. En cas de refus de sa part, le gagnant avait la faculté de porter le *psaq* devant un autre rabbin pour qu'il donnât son opinion; si celle-ci était contraire à la précédente, le perdant rentrait en possession du *psaq* et demandait à son tour l'avis d'un troisième rabbin. Le circuit, qui pouvait être long s'il était dirigé par un plaideur voulant faire traîner l'affaire, s'arrêtait en définitive au rabbin de Salé.

Le jugement rendu, quand il n'était pas contesté, était exécuté par la partie perdante, sinon le gagnant demandait au Caïd de le faire exécuter par la force. Là seulement intervenait l'autorité musulmane.

Le dayan avait qualité pour recevoir le serment redoutable, dit de Herem, déferé par le créancier au débiteur récalcitrant.

Mais les questions de beaucoup les plus importantes que pouvait avoir à régler le dayan étaient les questions successorales. Il nommait également le tuteur lorsqu'il n'y avait pas de tutelle testamentaire; il était parfois assisté d'un certain nombre d'aspirants rabbins qui remplissaient le rôle qu'ont les adoul musulmans; leur nombre était proportionnel à l'importance de la communauté; ils écrivaient tous les actes que l'on rencontre chez les musulmans, sans avoir besoin, pour cela, de l'autorisation du rabbin, mais c'était le juge qui légalisait ces actes.

En dehors des dayanim, il y avait aussi le notaire (*sofer*), devant lequel on se présente encore aujourd'hui avec un témoin pour lui faire constater la passation d'un contrat dont il rédige les termes selon les accords des parties et qu'il signe avec le témoin; pour certains actes, l'intervention de plusieurs témoins était exigée, nous le verrons bientôt.

Outre leurs attributions judiciaires, les dayanim exerçaient la surveillance des pratiques ritualistes et notamment le contrôle de l'abattage *Kacher*.

Toutes ces fonctions rudimentaires et patriarcales ne pouvaient plus convenir dans un milieu social qui se compliquait de plus en plus, si elles ne présentaient pas d'inconvénient dans le cadre d'une société primitive. Nous allons voir quel a été le remède apporté par la France à un tel état de choses.

CHAPITRE III

Réformes apportées par le Gouvernement du Protectorat au régime judiciaire des Juifs marocains

La France, venue au Maroc en civilisatrice, se devait de réorganiser le régime judiciaire des Juifs et de mettre fin à de nombreux abus dont les deux principaux étaient, d'une part, l'absence d'une procédure régulière, et, d'autre part, la multiplicité des rabbins-juges siégeant de par leur seule autorité personnelle, et dont les jugements, toujours susceptibles d'appel devant un collègue voisin, n'acquerraient jamais l'autorité de la chose jugée; cette tâche délicate a été accomplie par la Direction des Affaires Chérifiennes au moyen de trois dahirs :

Celui du 14 août 1913, relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat français au Maroc, dispose dans l'article 4 que « le règlement des contestations relatives au statut personnel et aux successions des israélites marocains est expressément réservé aux tribunaux qui en connaissent actuellement ». Il restait à organiser, sur ce principe de base, l'économie générale et le fonctionnement de ces juridictions rabbiniques et ensuite à les créer dans les centres convenables, mesures comprises dans les deux dahirs du 22 mai 1918, l'un portant réorganisation des tribunaux rabbiniques et du notariat israélite, l'autre instituant un haut tribunal rabbinique.

Voici les textes de ces deux dahirs ¹ :

DAHIR DU 22 MAI 1918

(11 Chaabane 1336)

*portant réorganisation des Tribunaux Rabbiniques
et du Notariat Israélite*

LOUANGE A DIEU SEUL

A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire fortuné, ainsi qu'à nos sujets,

(1) In Avenir Illustré, 21 octobre 1918, pages 36 à 40.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur,

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'article 4 du Dahir du 14 août 1913 (9 Ramadan 1331), relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat français au Maroc,

Considérant qu'il importe d'assurer d'une manière plus régulière le fonctionnement des juridictions rabbiniques et de régler également l'exercice du notariat israélite,

A décrété ce qui suit :

TITRE I. — TRIBUNAUX RABBINIQUES

Compétences et Composition

Article premier. — Il est institué dans les villes et ports de Notre Empire qui seront désignés par Arrêté viziriel, des tribunaux rabbiniques compétents pour toutes les affaires intéressant le statut personnel et successoral des Israélites marocains.

L'étendue de leur circonscription sera déterminée par arrêté viziriel.

Article 2. — Le Tribunal rabbinique est composé : d'un rabbin, président; de deux rabbins-juges, et d'un greffier, tous nommés par arrêtés viziriels.

Article 3. — Dans les centres ne possédant pas de Tribunal rabbinique, un rabbin pourra être spécialement délégué, par arrêté viziriel, à la surveillance de la confection des actes notariés et, d'une façon générale, à l'exercice de la juridiction gracieuse.

Toutes les affaires contentieuses doivent être soumises au Tribunal de la circonscription, à moins que les parties ne se présentent volontairement devant le Rabbin délégué qui pourra juger leur différend sans autre forme et dont la décision ne sera pas susceptible de recours.

Procédure

Article 4. — L'instance est introduite par requête écrite sur papier timbré et adressée au Président du Tribunal qui ordonne l'enrôlement de l'affaire, cite les parties à comparaître pour une prochaine audience et procède à toutes mesures d'instructions qu'il juge utile.

Les citations sont adressées aux parties sous pli recommandé par les soins du greffier du Tribunal.

Article 5. — Les parties peuvent comparaître devant les juridictions rabbiniques en personne ou par ministère d'un pouvoir régulier. La comparution personnelle du défendeur pourra être ordonnée.

Article 6. — Les audiences sont publiques. Elles se tiennent dans le prétoire aux jours et heures fixés. Si la publicité est dangereuse pour l'ordre public ou les mœurs, le Président peut ordonner le huis-clos; mention de cette mesure est faite au jugement qui, dans tous les cas, est rendu publiquement.

Article 7. — Le jugement doit contenir :

1° Les noms, qualité et demeure des parties;

2° Le point de fait;

3° Les dires des parties et témoins;

4° Les motifs en fait et en droit;

5° Le dispositif;

6° La date à laquelle il a été rendu, exprimée d'après le calendrier israélite et le calendrier grégorien.

Article 8. — Les jugements du tribunal rabbinique sont rendus en langue hébraïque, ils doivent être, dans les 24 heures de leur prononcé, inscrits sur un registre avec un numéro d'ordre sans blanc, surcharge ni interligne. Ils doivent être signés par les trois juges qui les ont rendus.

Article 9. — Le jugement peut être rendu par défaut lorsque la partie touchée par deux citations successives séparées par un intervalle de quinze jours, s'est abstenue, sans fournir d'excuse valable, de comparaître ou de conclure.

Article 10. — Toute personne qui a été partie dans une instance peut obtenir une copie des jugements qui s'y rapportent. Cette copie ou expédition est la reproduction intégrale de la minute établie en vertu des articles 7 et 8 du présent Dahir et est accompagnée d'une traduction française. Elle est certifiée conforme par le Greffier, visée par le Président et revêtue du sceau du Tribunal. Cette expédition fait foi comme acte authentique, mais n'a aucune valeur exécutoire.

Article 11. — Un état des jugements rendus sera dressé à la fin de chaque mois par le greffier et envoyé par le Président du Tribunal à Notre Grand Vizir.

Exécution

Article 12. — Toute partie au profit de laquelle un jugement a été rendu a le droit d'en obtenir une copie en forme exécutoire.

Article 13. — La copie en forme exécutoire d'un jugement est accompagnée de sa traduction en langue française; la traduction est faite par le greffier sous sa responsabilité.

Article 14. — Les jugements contradictoires sont notifiés à l'audience même par le Président du Tribunal aux parties. Les jugements par défaut sont signifiés par le greffier à la partie condamnée dans les huit jours de leur prononcé.

Article 15. — L'exécution du jugement est assurée à la requête du bénéficiaire conformément à la loi rabbinique et aux règles en vigueur.

Voies de recours

Article 16. — Les jugements rendus par défaut peuvent être frappés d'opposition dans un délai de huit jours à compter de leur notification. L'opposant qui fait défaut une seconde fois n'est pas admis à former une nouvelle opposition.

Article 17. — Les jugements du Tribunal Rabbinique peuvent être frappés d'appel devant le Haut Tribunal Rabbinique dans le délai de trente jours. Le délai d'appel court du jour du jugement s'il a été rendu en présence de l'appelant, et du jour de sa notification s'il a été rendu hors de sa présence.

Article 18. — L'appel peut être interjeté par la partie condamnée à l'audience même ou devant le Haut Tribunal Rabbinique; le greffier consigne la demande d'appel sur un registre spécial en mentionnant la date à laquelle elle a été présentée et avise sans retard le Président du Tribunal qui a prononcé le jugement.

Article 19. — L'appel est suspensif de l'exécution, à moins que le Tribunal n'ait déclaré le jugement exécutoire par provision; le délai d'appel n'est pas suspensif de l'exécution.

Article 20. — La délivrance par le greffier d'une juridiction rabbinique des copies ou expéditions des requêtes, actes et titres déposés pour l'instruction des affaires et des jugements rendus par cette juridiction donne lieu à la perception d'un droit préalable de 3 francs au profit du Trésor; mention est faite de cette perception sur la copie ou l'expédition par le greffier.

TITRE II. — NOTARIAT ISRAËLITE

Article 21. — A dater d'un an après la promulgation du présent Dahir, aucun notaire israélite ne pourra exercer s'il n'est pourvu d'un arrêté viziriel rendu sur la proposition du Président du Tribunal Rabbiniqne après vérification de sa capacité et de sa moralité par ce magistrat; les contrevenants seront poursuivis pour usurpation de fonctions, sans préjudice des dommages et intérêts. le cas échéant.

Article 22. — Tout acte notarié devra être dressé et signé par deux notaires et porter la date de l'an, du mois, du jour auquel il aura été passé, les noms et domiciles des notaires et ceux des parties contractantes : l'acte sera inscrit sur les registres des notaires séance tenante. Cette inscription ne pourra être retardée plus de trois jours. L'inscription aura lieu sans blancs, surcharges, grattages, ratures qui ne seraient pas spécialement approuvés. La tenue irrégulière et la perte des registres donnera lieu à des sanctions disciplinaires.

Article 23. — Toutes les expéditions d'un acte reçu par les notaires devront être revêtues d'une mention indiquant la date de l'inscription au registre, ainsi que le numéro et la page du registre. Elles ne pourront être délivrées qu'aux parties intéressées. Elles seront certifiées conformes par les notaires et homologuées par le Président du Tribunal Rabbiniqne ou le Rabbini délégué.

Article 24. — A la fin de chaque mois, les notaires présenteront leurs registres au Président du Tribunal Rabbiniqne ou au Rabbini délégué qui les visera après avoir vérifié leur régularité. Mention sera faite en même temps par les notaires des expéditions délivrées et des actes non expédiés. Les registres terminés seront soumis au visa du Président du Tribunal Rabbiniqne ou du Rabbini délégué; ils seront clôturés et conservés. Les notaires seront tenus de les représenter lorsqu'il y aura lieu de les consulter.

Fait à Rabat, le 11 Chaabane 1336 (22 mai 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution.

Rabat, le 23 mai 1918.

Le Commissaire Résident Général :

Signé : LYAUTEY.

DAHIR DU 22 MAI 1918

(11 Chaabane 1336)

portant institution d'un Haut Tribunal Rabbiniqne

LOUANGE A DIEU SEUL

A Nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur,

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'article 4 du Dahir du 14 août 1913 (9 Ramadan 1331), relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat Français au Maroc,

Considérant qu'il importe de compléter la réorganisation des Tribunaux Rabbiniqnes en créant à Rabat une juridiction supérieure chargée de juger les appels des décisions de ces Tribunaux,

A décrété ce qui suit :

Article premier. — Il est institué à Rabat un Haut Tribunal Rabbiniqne connaissant des appels des jugements rendus par les Tribunaux Rabbiniqnes.

Article 2. — Le Haut Tribunal Rabbiniqne comprend : un rabbin, président, deux rabbins, conseillers; un greffier, tous nommés par arrêtés viziriels.

Article 3. — Les citations à comparaître devant le Haut Tribunal Rabbiniqne sont adressées aux intéressés sous pli recommandé par les soins du greffier de cette juridiction.

Article 4. — L'arrêt peut être rendu par défaut lorsque la partie touchée par deux citations successives, séparées par un intervalle de quinze jours, s'est abstenue, sans fournir d'excuse valable de comparaître ou de conclure.

Article 5. — Tout arrêt doit contenir :

- 1° Les noms, qualité et demeure des parties;
- 2° Le point de fait;
- 3° Les dires des parties et témoins;
- 4° Les motifs en fait et en droit;
- 5° Le dispositif;

6° La date à laquelle il a été rendu, exprimée d'après le calendrier israélite et le calendrier grégorien. Il doit être consigné sur

un registre coté et paraphé par le Président du Haut Tribunal. Les registres sont conservés au greffe du Haut Tribunal.

Article 6. — Les arrêts contradictoires sont notifiés à l'audience même par le Président du Haut Tribunal. Les arrêts par défaut sont signifiés par le greffier à la partie condamnée dans les huit jours de leur prononcé. Les arrêts rendus par défaut peuvent être frappés d'opposition dans un délai de huit jours à dater de leur notification. L'opposant qui se laisse condamner une deuxième fois n'est plus admis à former opposition.

Article 7. — La copie en forme exécutoire des arrêts rendus par le Haut Tribunal Rabbiniqne est délivrée sur sa demande à la partie gagnante qui pourra en requérir l'exécution. Cette délivrance donnera lieu à une perception de 5 francs au profit du Trésor.

Article 8. — Un état des jugements rendus sera dressé à la fin de chaque mois par le greffier et envoyé par le Président du Haut Tribunal à Notre Grand Vizir.

Fait à Rabat, le 11 Chaabane 1336 (22 mai 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution.

Rabat, le 23 mai 1918.

Le Commissaire Résident Général :

Signé : LYAUTEY. ²

★
★★

Les caractéristiques de cette réforme sont les suivantes : Il est institué dans les villes de l'Empire Chérifien désignées par arrêtés viziriels (Casablanca, Fès, Marrakech, Mogador), des tribunaux rabbiniques compétents pour toutes les affaires intéressant le statut personnel et successoral des israélites marocains.

Leur compétence est, en somme, analogue à celle des cadis vis-à-vis des musulmans marocains, avec cette différence que les cadis ont, en plus, la compétence immobilière.

Les tribunaux rabbiniques jugent conformément au droit mosaïque local, l'étendue de leur circonscription est déterminée par arrêté viziriel.

(2) Cette nouvelle organisation, venue à la suite d'une enquête approfondie, a été décidée sur l'initiative et sous la direction de M. Marc, Conseiller du Gouvernement chérifien.

Dans les villes où l'importance de l'élément israélite ne comporte pas la présence d'un tribunal rabbinique, un rabbin est spécialement délégué à l'exercice de la juridiction gracieuse, et à la surveillance de la confection des actes notariés; il arbitre les différends qui lui sont soumis volontairement par les parties, et sa décision, véritable sentence arbitrale, n'est susceptible d'aucun recours. Sur ce point encore, il y a analogie avec les sentences arbitrales des Cadis.

La procédure est généralement inspirée dans ses grandes lignes de la procédure en usage devant les autres tribunaux du Protectorat.

Le droit de demander la récusation des juges existe au profit de tous les justiciables des juridictions rabbiniques³. Tout juge d'un tribunal rabbinique de 1^{er} ressort ou du Haut Tribunal Rabbinique peut être récusé :

1° Quand il a, ou quand sa femme a un intérêt personnel dans la contestation;

2° Quand il y a parenté ou alliance entre lui ou sa femme, ou l'une des parties ou l'un des avocats des parties, jusqu'au degré de cousin germain;

3° Quand il y a procès entre l'une des parties, d'une part, et le juge ou sa femme ou leurs ascendants ou descendants, d'autre part;

4° Quand le juge est créancier, débiteur, héritier présomptif, donataire ou représentant légal de l'une des parties, ou en a reçu des présents;

5° Quand il a précédemment donné son avis ou son témoignage dans le litige ou en a connu en premier ressort.

La demande en récusation est formée suivant les règles établies pour les requêtes introductives d'instance par le dahir du 22 mai 1918; elle doit être introduite dès l'ouverture de la première audience; il est statué sans recours sur la récusation, par le tribunal complété d'une des façons suivantes :

Lorsque la récusation porte sur un membre du Haut Tribunal Rabbinique, le magistrat récusé est remplacé par un président de tribunal rabbinique désigné par le Grand Vizir.

(3) BOURILLY : Réorganisation des Tribunaux Rabbiniques au Maroc, 1923, pages 166 et suivantes.

Lorsque la récusation porte sur un membre d'un tribunal rabbinique, le magistrat récusé est remplacé par un rabbin délégué du ressort désigné par le Grand Vizir.

Le demandeur en récusation qui succombe dans sa demande est condamné à une amende qui ne peut excéder 500 francs.

Il n'y a rien de particulier à signaler relativement à l'exécution des jugements; il suffit de se reporter aux dahirs du 22 mai 1918.

Quant aux deux voies de recours instituées, l'opposition et l'appel, signalons simplement que l'appel est réservé aux parties et non aux autorités de contrôle comme certaines l'avaient estimé, par analogie avec le droit qui leur est reconnu devant les juridictions des Pachas et des Caïds; en effet, le tribunal rabbinique ayant une compétence purement religieuse, ne peut, au point de vue de l'appel, être traité comme les tribunaux des Pachas et des Caïds, dont la compétence est pénale et commerciale. D'autre part, la différence capitale qui distingue les deux juridictions réside dans le fait que l'appel est toujours possible par les parties pour les jugements rendus par les tribunaux rabbiniques, tandis que les parties n'ont pas toujours ce droit pour les jugements rendus par les tribunaux des Pachas et des Caïds, ces dernières juridictions pouvant, en effet, juger en dernier ressort.

L'appel est suspensif de l'exécution, à moins que le tribunal n'ait déclaré le jugement exécutoire par provision, le délai d'appel n'est pas suspensif de l'exécution.

On voit combien cette réforme donne de garanties aux justiciables, et quelle autorité y gagnent les décisions des nouveaux tribunaux.

On se rendra compte par un exemple de l'activité des tribunaux rabbiniques :

Du 1^{er} janvier 1929 au 31 décembre 1938, le tribunal rabbinique de Mogador a enregistré, à son greffe, 1.096 requêtes; sur ce nombre, 170 jugements ont été rendus et 29 arrangements à l'amiable ont été conclus, soit un total de 199 procès qui se sont effectivement déroulés devant le tribunal. Les 897 autres instances n'ont pas été suivies de jugement, soit parce que les parties se sont réconciliées au début de l'instance par l'intervention des juges ou en dehors du tribunal, soit parce que les plaideurs ne se sont plus représentés à la barre. C'est d'ailleurs le cas général pour tous les tribunaux rabbiniques qui ne règlent guère par jugement qu'un

dixième des affaires portées à leur barre, les neuf autres dixièmes étant réglés par leurs bons offices, en conciliation, au cours de la procédure.



L'institution du Haut Tribunal Rabbiniqne connaissant des appels des jugements rendus par les tribunaux rabbiniques est une innovation extrêmement heureuse, qui constitue une supériorité marquée sur les systèmes appliqués ailleurs et notamment sur le régime tunisien, où l'appel n'existe pas, et où le Bey est pourvu d'une sorte de droit de cassation assez mal défini.

La création des Offices de notaires israélites est également très heureuse, par la réglementation des nominations de notaires et l'établissement de registres renfermant obligatoirement l'inscription de tous les actes.

La circulaire du 14 septembre 1926 a décidé que les notaires israélites ne dresseront plus à l'avenir d'actes de vente ou d'hypothèque, ou, d'une manière générale, tous actes relatifs à la propriété immobilière; ils pourront continuer néanmoins à dresser les actes ayant un caractère immobilier mais connexe des questions de statut personnel ou nécessaires à la liquidation des successions.

La question s'est posée de savoir dans quelles conditions les titres rédigés en langue hébraïque pourront être produits devant les Caïds et Pachas de l'Empire chérifien et utilisés, soit pour la passation d'actes relevant de la compétence de ces magistrats, soit comme moyens de preuve au cours des débats. Les titres rédigés en hébreu, sous réserve qu'ils soient conformes à la loi hébraïque, ne peuvent être produits devant les cadis, les caïds et les pachas que traduits en arabe et remplissant les conditions suivantes :

La traduction de ces titres sera assurée par les soins du Secrétariat du Greffe du Haut Tribunal Rabbiniqne; chaque traduction sera signée et certifiée conforme par le greffier de cette juridiction sous sa responsabilité; de plus, elle sera légalisée par le Président du Haut Tribunal Rabbiniqne.

La situation sera la même s'il doit être produit un acte notarié ou sous seing privé quelconque rédigé en hébreu et dans tout autre pays que le Maroc, en vue d'établir un droit dont l'exercice est poursuivi. Une fois le cadi nanti de l'acte et de sa traduction, il lui appartiendra de faire avérer par adoul la signature du magistrat israélite législateur. (Circulaire du 1^{er} juillet 1919.)



En conséquence, depuis l'établissement du Protectorat, les Juifs marocains continuent à être justiciables de leurs propres tribunaux pour les questions relatives aux statuts personnel et successoral.

Pour les autres questions, ils sont justiciables à la fois des tribunaux musulmans : affaires pénales, affaires civiles mobilières et immobilières, affaires commerciales ne mettant en cause que des indigènes; et des tribunaux français dans les cas suivants ⁴ :

En matière pénale : pour tout crime commis par des Juifs au préjudice d'Européens ou de protégés européens ou en collusion avec eux. (Article 6 du Dahir du 14 août 1913.)

Pour tout crime ou délit commis par des Juifs et dont un Français ou ressortissant français est co-auteur ou complice. (Article 4.)

En matière civile et commerciale : pour toutes les affaires dans lesquelles des Français ou ressortissant français sont en cause avec eux. (Article 2.)

Les Juifs sont également justiciables des tribunaux français en quelques cas spéciaux limitativement désignés :

Police des audiences, délits contre l'exécution des jugements, etc. (Article 5.)

(4) Les tribunaux français ont été institués par le Dahir du 14 août 1913 relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat français au Maroc; leur création a été sanctionnée par décret en date du 7 septembre 1913; une note soumise à la Commission d'organisation judiciaire du Protectorat précise ainsi le sens et la portée dudit décret : « L'intervention d'un acte de la souveraineté française a paru avoir pour avantages certains d'affirmer clairement la qualité de juridictions françaises des juridictions nouvelles, de permettre le recrutement de leur personnel parmi les magistrats français et de constater officiellement, au nom du Gouvernement français que les conditions auxquelles la suppression des Capitulations se trouve subordonnée par les conventions diplomatiques, c'est-à-dire la mise en vigueur de l'organisation judiciaire par le traité de Protectorat, sont définitivement réalisées. (LARCHER : Les Codes marocains, page 33.)

Un tel décret est constitutionnel; ainsi en a jugé la Cour de Cassation par son arrêt du 8 août 1889 qui reconnaît au Président de la République le pouvoir législatif en ce qui concerne les mesures à prendre pour l'exécution d'un traité de Protectorat.

La conséquence du décret du 7 septembre 1913 est que les jugements rendus par les tribunaux français du Protectorat présentent toutes les qualités des arrêts de la justice française et sont exécutoires de plano, partout où cette justice exerce sa juridiction; de même le contrôle de la Cour de Cassation s'exerce sur les jugements des tribunaux français au Maroc au même titre que sur ceux des tribunaux de la métropole.

Les juridictions françaises du Protectorat comprennent une cour d'Appel siégeant à Rabat, des tribunaux de première instance et des tribunaux de paix à compétence étendue. Leurs jugements sont rendus « au nom de la République française et de

Et pour un certain nombre d'infractions réservées à la compétence exclusive des juridictions françaises par dahirs spéciaux. A citer parmi les plus courantes :

Infractions à la police du roulage (dahir du 11 décembre 1922).

Fraudes dans la vente des marchandises (Dahir du 26 mars 1919).

Falsification des denrées alimentaires (Dahir du 1^{er} 1926).



Telles sont actuellement les règles auxquelles sont soumis les Juifs marocains en matière juridictionnelle.

Nous ne parlerons pas ici de la situation spéciale des Juifs protégés, cette question ayant été traitée dans un précédent chapitre. Rappelons pour mémoire qu'en matière judiciaire, civile, commerciale ou pénale, le tribunal consulaire du Juif protégé était seul compétent lorsque celui-ci était défendeur ou inculpé; que s'il agissait comme demandeur contre un sujet marocain, la juridiction musulmane connaissait alors du litige. Tous les pays européens ayant renoncé au bénéfice des Capitulations, les Juifs ne peuvent plus, comme autrefois, solliciter une protection étrangère et échapper ainsi aux juridictions musulmanes, exception faite pour les protégés américains.

Sa Majesté le Sultan ». Le Ministère Public du siège porte le nom de Commissaire du Gouvernement.

On a adopté comme pour la Tunisie le principe de l'unité de juridiction; le même tribunal peut donc connaître de toute affaire pénale, civile, commerciale ou administrative. La procédure est écrite et la direction en est confiée au juge; devant les justices de paix, cependant, on a conservé la procédure orale. La vénalité des charges, les auxiliaires de la justice ont été supprimés au Maroc. Les fonctions de ces derniers sont assumées par les agents du Secrétariat des Tribunaux lesquels sont des fonctionnaires régis par le Dahir du 3 mai 1914.

Règles générales de compétence des tribunaux français :

a) En matière civile et commerciale les tribunaux français connaissent de toutes les affaires dans lesquelles des Français ou ressortissants français sont en cause (article 2 du dahir du 14 août 1914).

b) En matière immobilière : leur compétence est limitée au cas où des Français sont seuls en cause (article 3).

c) En matière pénale, les tribunaux français connaissent :

1^o de tous les faits qualifiés crimes commis par des Marocains non protégés (Israélites ou musulmans) au préjudice de Français ou ressortissants français;

2^o de tous crimes ou délits commis par des Marocains non protégés lorsque des Français ou ressortissants sont auteurs, co-auteurs ou complices (article 4).

d) En matière administrative : les tribunaux français connaissent du contentieux de la pleine juridiction mais non du contentieux de l'annulation. Ils doivent respecter le principe de la séparation des pouvoirs. Le recours en cassation n'est pas possible en matière administrative si ce n'est dans le cas d'excès de pouvoir commis par les tribunaux (article 8).



Beaucoup d'auteurs se sont élevés contre le régime actuel, qui voudraient voir les israélites marocains relever uniquement, en matière pénale et civile, des tribunaux français, et échapper complètement aux juridictions musulmanes. Cette réforme ne paraît pas désirable; l'état social de la grande majorité des Juifs marocains n'est pas assez près du nôtre pour que les mêmes procédures leur soient applicables. Les évolutions sont l'œuvre du temps, elles ne sont pas bâties par des mesures prématurées. Des privilèges injustifiés attribués aux Juifs auraient, en outre, pour résultat de soulever chez leurs compatriotes musulmans un mécontentement que nous devons éviter. Notre politique juive étant liée à notre politique musulmane, nous devons éviter le nationalisme juif comme le panislamisme en favorisant une évolution lente et prudente dans le sens de notre civilisation. Ce but peut être atteint en conservant pour la masse un régime d'indigénat qui réponde à son véritable état social et lui permette de conserver le bénéfice de l'autonomie de ses institutions et d'évoluer dans son propre cadre social; un régime tel qu'il assure aux Juifs des droits équivalents à ceux des sujets marocains musulmans; voilà la limite hors de laquelle il serait peu sage de vouloir s'engager.

D'ailleurs, la politique indigène remarquablement prenante que poursuit au Maroc le Protectorat français ne peut manquer de produire de bons effets; l'assainissement de la justice marocaine sera l'une des meilleures besognes que la France ait faite à ce point de vue, car l'organisme social où l'inégalité doit se faire le moins sentir, c'est assurément la justice. Mal assurée, c'est elle qui fait les plus irréconciliables mécontents, mais, bien ordonnée, elle est un facteur d'ordre et de paix.

TROISIEME PARTIE

**LES INSTITUTIONS DE DROIT PRIVE
DES JUIFS MAROCAINS**

CHAPITRE PREMIER

Sources du droit privé des Juifs marocains

Nous nous proposons d'étudier successivement dans cette partie les principales institutions du droit privé des israélites marocains (mariage, divorce, successions, droit de propriété). Nous verrons qu'ils ont toujours suivi, en ces matières, les prescriptions de leurs lois propres, ce qui constitue un des traits les plus curieux de leur histoire.

Nous pourrions, à ce propos, nous heurter à l'objection suivante : puisque les Juifs ont toujours suivi la loi mosaïque, il suffit de se reporter aux dispositions édictées par la Bible et qui sont observées par le peuple juif tout entier, pour connaître les règles qui régissent la condition des Juifs au Maroc.

Non, car les sources auxquelles ont puisé les Juifs marocains ne se bornent pas aux prescriptions bibliques; elles sont multiples et englobent à la fois la Bible, le Talmud, les Codes juifs et lois postérieurs et les traditions locales. Arrêtons-nous un instant sur chacune d'entre elles.

La Bible ou Ancien Testament est, pour l'israélite croyant, le livre par excellence, le livre saint, le livre révélé, qui contient la loi donnée par Dieu aux Juifs et qui doit commander chaque acte de la vie et le sanctifie.

Cette Bible se divise en trois grandes parties : le Pentateuque, les Prophètes, les Hagiographes ou écrits saints. Nous ne nous attarderons pas à l'étude de ces deux dernières parties invoquées comme source du droit public, puisque seul le statut personnel des israélites marocains est régi par la loi juive. Par contre, le Pentateuque ou Thora (mot qui, en hébreu, signifie la Loi, c'est-à-dire la loi que Dieu a donnée aux Juifs par l'intermédiaire de Moïse), retiendra davantage notre attention. En effet, les principales lois civiles ont été déduites par les commentateurs de la Bible, de la

Thora. Nous trouvons éparses, dans les différents livres qui constituent le Pentateuque, les règles du droit juif; par exemple, dans le Lévitique, les empêchements à mariage, chap. 18-19; dans les Nombres, l'adultère, chap. 27; les bases du régime successoral, chap 36. Dans le Deutéronome, cinquième et dernier livre du Pentateuque, partie la plus importante pour les sources du droit juif, nous retrouvons les lois sur le droit d'aînesse, le lévirat, le divorce. La Thora est donc la loi écrite qui remonte environ au x^e siècle avant notre ère; c'est dans cette Thora que les commentateurs de la loi rechercheront le « Jus », et c'est en l'invoquant qu'ils oseront, au cours des siècles, proposer et justifier leurs réformes.

La deuxième grande source du droit juif, le Talmud, est une vaste encyclopédie, une compilation des lois juives et des opinions de la doctrine. Il se compose de la Michna et de la Guémara. La Michna est l'œuvre du rabbin Juda Hakadosch, qui vivait au II^e siècle de notre ère; c'est la mise par écrit de l'enseignement des Rabbins qui vécurent dans les deux premiers siècles de l'ère actuelle, relativement au mariage et au divorce. La Guémara comprend les discussions des rabbins sur les textes de la Michna, et les conclusions de ces savants sur différents points de doctrine religieuse et civile.

Enfin, la troisième source du droit juif à laquelle ont souvent eu recours les rabbins marocains comporte les Codes ou Lois postérieures, surtout le Michné Thora ou répétition de la Loi (élaboré en 1180 par Maïmonide, philosophe rabbin et médecin, qui, fuyant Cordoue et les persécutions, se réfugia à Fès), et les réformes établies par les grands rabbins de Castille aux XIV^e et XV^e siècles, auxquelles il est fait allusion dans la plupart des actes de mariage israélite au Maroc, et qui modifièrent profondément le régime des successions, comme nous aurons l'occasion de le constater au cours de cette étude. Le Code du Judaïsme universel, qui fit son apparition vers 1550 avec Joseph Caro, fut également un guide précieux pour les rabbins qui, pour élaborer leurs ordonnances, s'y reportèrent largement.

Bible, Talmud, Codes et lois postérieures sont autant de monuments de la pensée juive. Ajoutons, pour être complet, que les rabbins marocains appliquent aussi aux divers événements de la vie les traditions orales et locales qui se sont perpétuées à travers les siècles, mélangeant ainsi la doctrine et la jurisprudence pourtant si distinctes dans nos pays latins.

CHAPITRE II

Le mariage chez les Israélites marocains

La question de droit qui touche au mariage est, dans la législation mosaïque, ample et complexe. Il n'existe pas moins de cinq volumes du Talmud de trois cents pages chacun, qui traitent du mariage. En dehors du texte proprement dit, un grand nombre de commentateurs accumulent des objections et réponses, des interprétations originales, des explications. Ils développent ainsi et étendent cette matière à l'infini; l'expression nette de la Loi se trouve noyée dans ces controverses religieuses, il devient difficile de la dégager de ce fouillis inextricable d'opinions contradictoires, de discussions interminables et infiniment subtiles, si caractéristiques de l'esprit juif. La Loi Mosaïque a considérablement évolué avec le temps et selon les lieux. Les grands rabbins d'Espagne du xv^e siècle ont élaboré diverses réformes qu'ils ont imposées au judaïsme marocain lors de leur expulsion et qui ont cours encore aujourd'hui.

C'est ainsi que la législation de Moïse interdit le mariage entre les Juifs et les enfants d'une autre race. Le Deutéronome s'exprime en ces termes ¹ : « Lorsque Dieu vous aura introduits dans la terre qu'Il vous a promise, vous trouverez devant vous sept nations beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus fortes que vous. Vous ne ferez pas d'alliance avec elles, et vous ne vous mêlerez pas à elles, vous ne contracterez pas de mariage avec elles, vous ne donnerez pas vos filles à leurs fils, et vous ne prendrez pas leurs filles pour vos fils. » Or, les Juifs marocains furent longtemps fidèles à ces prescriptions, et ce sont les Espagnols qui, au xv^e siècle, transgressèrent la Loi les premiers et firent adopter cette réforme par les autochtones.

(1) DEUTÉRONOME : VII et XXII.

A l'étude du mariage proprement dite, il faut adjoindre celle de la polygamie, du Lévirat, des régimes matrimoniaux, toutes institutions régies par des lois diverses, et sur lesquelles nous aurons l'occasion de nous étendre.

POLYGAMIE ET LÉVIRAT

Disons tout d'abord quelques mots de la polygamie :

Le principe oriental de la polygamie est l'un des traits caractéristiques du Talmud et domina chez les Juifs marocains jusqu'au xix^e siècle. Aujourd'hui, la polygamie persiste dans les classes inférieures par le désir des Juifs de voir toute la besogne faite, la maison bien entretenue, les repas du maître préparés. C'est ce qu'ils expriment en disant que la femme ne peut être à la fois épouse, mère et servante. Ils prennent plus généralement trois femmes, parce que, prétendent-ils encore : « Deux femmes font un enfer, mais trois un paradis. »

Toutefois, bien que d'après la Loi la polygamie soit permise, le mari s'engage toujours dans la kitoubba (contrat de mariage) à n'épouser une deuxième femme qu'avec le consentement de la première, et à n'épouser une troisième femme qu'avec l'assentiment des deux précédentes. Ce n'est qu'en cas de stérilité que le mari a le droit de contracter un second mariage sans être obligé de recourir au consentement de sa femme; mais cette takana (amendement à une loi), ne reconnaît ce droit au mari qu'après dix ans de mariage, et à la condition expresse que tous les moyens de guérison aient été tentés sans succès : médecins, sorcellerie et visites aux tombeaux des Saints. Si la seconde union n'est pas plus féconde que la première, le mari n'attendra cette fois que cinq ans pour convoler en troisièmes noces, car la deuxième femme n'ayant pas été apte à remplir le rôle pour lequel elle a été exclusivement appelée, ne mérite pas les ménagements auxquels, à plusieurs titres, la première épouse a droit. Il est à remarquer que les causes de stérilité sont, dans tous les cas, imputées à la femme et que le mari est toujours présumé normal ².

Une application assez fréquente de la polygamie chez les Juifs marocains, réside dans la coutume dite du lévirat ou ibboum, que nous allons étudier maintenant.

En vertu de cette institution du droit mosaïque, lorsqu'un Juif décède sans enfants, le frère aîné, fut-il déjà en possession d'une

(2) Elie COHEN : La polygamie dans les pays orientaux, 1909.

femme légitime, épouse la veuve de son frère « pour continuer la famille du défunt ». Il hérite alors tous ses biens. Cette institution repose sur un précepte biblique inscrit dans le Deutéronome ³. « Quand les frères demeureront ensemble et que l'un d'eux mourra sans laisser d'enfants, la femme du décédé ne sera pas libre d'épouser un étranger; le beau-frère la prendra pour femme, exerçant le lévirat. »

Si le frère aîné, pour des raisons dont il est seul juge, refuse d'exercer le lévirat, il exprime cette décision par l'accomplissement d'une cérémonie qui s'appelle la *khalitza* ou cérémonie du déchaussement, au cours de laquelle la veuve, en présence des trois juges du Beth Dine, crache devant son beau-frère en lui disant : « C'est ainsi que l'on fait à tout homme qui refuse de reconstruire le foyer de son frère. » Chacun des autres frères par rang d'âge est alors substitué dans ce devoir d'exercice du lévirat à son aîné ⁴.

Le lévirat se pratique quel que soit l'âge de la femme devenue veuve et celui du beau-frère qui doit l'épouser. Si c'est la femme qui refuse de subir le lévirat, elle est considérée « *moradit* », c'est-à-dire rebelle, et ne peut plus jamais convoler en d'autres noces. De plus, la loi mosaïque fait une obligation au lévir d'exercer valablement le lévirat, c'est-à-dire de procéder aux rapports conjugaux au moins une fois avec la veuve, et cette dernière doit y consentir sous peine d'être considérée *moradit*.

Ces prescriptions étant extrêmement rigoureuses, les réformes suivantes ont été apportées par les grands rabbins espagnols, qui sont parvenus à imposer leurs doctrines en matière de droit à une époque où l'anarchie et le désordre régnaient en maître au Maroc ⁵. Pour rendre à la veuve sa liberté on admit dorénavant que le divorce pouvait intervenir dès l'accomplissement du lévirat et sans que ce deuxième mariage fût consommé. On décida, de plus, qu'au cas où il y aurait une trop grande différence d'âge ou de rang entre la veuve et son beau-frère, ou si celui-ci était un père de famille nécessaire, l'obligation du lévirat serait annulée. Enfin, même solution si le lévir est marié ou s'il ne désire pratiquer le lévirat que dans un but d'intérêt pécuniaire.

Une décision rendue à Casablanca en 1925, sur une affaire de lévirat par le grand rabbin Hanania-Habib Azoulay, est particulièrement intéressante à étudier parce qu'elle tient compte de toutes

(3) DEUTÉRONOME : XIII, 14.

(4) Joseph VATTIER : *Le Lévirat au Maroc*, 1921.

(5) Paul MARTY : *Du Lévirat*, in *Revue des Etudes Islamiques*, 1928, page 46.

les réformes apportées par les rabbins de Castille, à la législation mosaïque ⁶ :

Le Juif marocain Messaoud Chéméoni était mort sans enfants, laissant une femme âgée et une fortune d'environ deux millions de francs. Deux de ses frères étaient morts avant lui, dont l'un, Siméon, laissait six enfants dans le besoin, et l'autre, Issahar, quatre enfants fortunés. Deux frères survivaient : Jacob, qui gérant les biens des enfants d'Issahar, et le vieux Mosché. A la mort de leur oncle Messaoud Chéméoni, les six enfants de Siméon réclamèrent leur part légale; or, Jacob, pour priver ses neveux de leur part successorale, décida son frère Mosché, déjà marié, à pratiquer le lévirat sur la femme du défunt, Mosché s'engageant à faire à son frère, le jour du lévirat, donation de tous les biens acquis de cette manière. Les enfants de Siméon objectèrent qu'en raison de l'âge de leur oncle Mosché, le lévirat ne pouvait être exercé valablement. L'affaire fut portée devant le grand rabbin de Casablanca qui trancha le différend dans les termes suivants : « Les grands juristes juifs Maïmonide, Parif et Maran ont décidé que le lévirat doit être exercé sauf si la femme du frère défunt ne peut plus avoir d'enfants, ce qui est le cas ici, sauf si le lévir a déjà une femme, ce qui est le cas ici, ou s'il ne recherche le lévirat que dans un but d'intérêt pécuniaire, ce qui est le cas ici. Il faut donc que la khalitza s'accomplisse, le lévirat ne pouvant avoir lieu. La veuve a droit de saisir l'héritage de son mari pour se faire payer son douaire et son entretien pendant trois mois à compter du jour de la mort de son mari; le surplus de l'héritage devra être partagé entre les héritiers. »

Actuellement, le lévirat est encore pratiqué au Maroc, et il arrive parfois que les tribunaux français soient saisis d'affaires semblables, lorsque la veuve est une israélite française. Il est intéressant d'observer l'attitude des tribunaux français en pareils cas. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Rabat est intervenu le 5 juin 1934 ⁷, s'agissant de savoir si une femme israélite française devait être soumise au lévirat, et, dans la négative, sur quelles bases le partage successoral pouvait être effectué. La Cour, estimant que la femme française qui épouse un indigène marocain n'acquiert pas la nationalité de son mari et conserve par suite sa nationalité d'origine, a apprécié comme suit la question du lévirat : « Le lévirat n'est obligatoire que pour les israélites marocains dont le statut

(6) Maghen HADDATH : Consultation juridique sur une affaire de lévirat survenue à Casablanca, 1925.

(7) Gazette des Tribunaux du Maroc, 30 juin et 7 juillet 1934.

personnel est régi exclusivement, quant au mariage et aux successions par la loi mosaïque, mais on ne pourrait y contraindre des israélites français soumis quant à leur état et à leur capacité au seul Code Civil, et qui, par conséquent, ne peuvent se voir opposer un droit coutumier incompatible avec les dispositions du droit français de la famille et de la personne. La femme ne saurait donc être soumise, après le décès de son mari, à l'obligation du lévirat, cette institution d'un autre âge, contraire à la morale universelle et à l'ordre public international. » —

Cette décision judiciaire, qui fait actuellement jurisprudence, témoigne de la répugnance des tribunaux français à sanctionner l'institution du lévirat. Mais nos tribunaux ne pouvaient se déclarer compétents pour le règlement de la succession, à la fois par la règle incontestée du droit international privé disposant que la loi applicable en matière successorale est la loi du de cujus, et par le décret beylical du 31 juillet 1885, réservant expressément aux tribunaux religieux le règlement des contestations relatives aux successions de sujets marocains musulmans ou israélites. Cependant la conséquence de cette situation législative eût été que seul le tribunal rabbinique se fût déclaré compétent, et qu'il eût refusé ses reprises matrimoniales à la femme se déroband au lévirat. Pour éviter une telle iniquité, la Cour de Rabat utilisa le raisonnement juridique suivant : le lévirat est une institution qui doit être envisagée à un double point de vue : successoral et matrimonial; bien que du point de vue successoral les tribunaux français soient incompétents pour statuer sur une contestation relative à l'exercice du lévirat à la suite de la mort d'un israélite marocain, du moment que cette contestation vise également l'état de la veuve du de cujus sur qui s'est exercé le lévirat sous sa forme matrimoniale, si cette veuve est une israélite de nationalité française la contestation sera réglée par le tribunal compétent pour juger toutes les questions touchant au statut personnel de cette femme, c'est-à-dire par le tribunal français, l'instance en reprises matrimoniales étant envisagée comme une action personnelle et mobilière et non comme une action née de la succession. C'est donc la tendance de la justice française à écarter la femme du lévirat, qui l'amène à utiliser ce biais juridique permettant à la veuve de réclamer ses reprises matrimoniales sans se soumettre à « cette institution d'un autre âge contraire à la morale universelle ». Mais, au cours de cette instance, il ne saurait être question de partage successoral, matière relevant de l'appréciation exclusive des tribunaux rabbiniques.

PRÉLIMINAIRES ET CÉLÉBRATION DU MARIAGE

Le jeune homme se fiance généralement vers l'âge de quinze ans et la jeune fille vers celui de douze ans pour se marier huit à douze mois plus tard; autrefois, l'institution des mariages précoces dominait et, dans certaines communautés, les petites juives étaient mariées entre cinq et huit ans; une enfant qui passé cet âge n'avait pas de mari était considérée d'un mauvais oeil par toute la communauté. Ces déplorables coutumes persistèrent jusqu'au xix^e siècle.

Le principe du consentement mutuel des époux n'existe pas, car on ne demande jamais l'avis des futurs mariés qui doivent toujours s'incliner devant la volonté de leurs parents. Il n'y a qu'une exception à ce principe : lorsque l'enfant a été émancipé, la puissance paternelle ne s'exerce plus sur lui, et il ne peut plus désormais être marié sans son consentement. Sidi Khelil a énoncé cette règle en ces termes : le droit de marier ses enfants sans les consulter n'existe pas vis-à-vis des enfants émancipés ⁸.

Les fiançailles ont une valeur légale en liant les jeunes gens par un contrat appelé hayoub-el-knass (s'engager sous peine d'amende). C'est un acte passé devant le rabbin qui note les engagements pris et fixe le montant de l'indemnité qu'une des parties doit verser à l'autre en cas de rupture.

De somptueuses cérémonies, d'un pittoresque et d'une originalité rares, qui ne durent pas moins d'une semaine, président à la préparation et à la conclusion du mariage ⁹. Mais depuis une quinzaine d'années les anciennes traditions sont peu à peu délaissées et

(8) SIDI KHELIL : L'Emancipation et le Mariage, 1798. Trad. Cohen.

(9) A titre de curiosité, nous transcrivons ici la traduction d'un poème chanté en hébreux par le cortège au cours des cérémonies du mariage, telle qu'a bien voulu nous la transmettre le rabbin d'Agadir :

Lève-toi, ma sœur, ma bien-aimée,
Et délectons-nous d'amour
Je désire voir ton visage.
Mon âme se pâme d'affection.
J'ai garni ta couche d'or,
Elle est garnie de fin lin et d'écarlate,
Le dedans est un tissu d'amour.
Que le marié se réjouisse avec toi d'amour.

O mon unique amie, jardin clos, jardin fécond,
Loue ton créateur qui pénètre tous les cœurs,
Car ta voix est mélodieuse et ton visage beau,

des usages séculaires disparaissent progressivement devant une imitation timide et maladroite, une ridicule parodie des coutumes européennes ¹⁰.

Toutefois, l'usage obligatoire du contrat de mariage, même chez les familles les plus nécessiteuses, a subsisté, en ne formant qu'un avec l'acte de mariage. Ces contrats présentant un très grand intérêt, nous allons maintenant les examiner avec soin.

Gazelle des amours et biche gracieuse.
O la plus belle entre les femmes, épouse accomplie,
Tu es plus belle que tout objet précieux,
Plus que l'or, l'or fin, la sardoine et la topaze;
Aux yeux de tous tu es pleine de grâce.
Ta figure, mon amie, ressemble à la chère
Pleine lune en son jour.
Béni soit l'Eternel qui a peuplé son monde
De belles créatures et les a empreintes de grâce.
Ne te chercherai-je pas une demeure reposante,
Un foyer parfait de calme et de tranquillité?
Je te témoignerai mon respect par des présents,
O la belle pierre précieuse rayonnante de grâce.
Empresse-toi de venir dans mon jardin, ma sœur,
A la maison de ma mère, à la chambre de celle qui m'a conçu
Et tu prendra mon présent de ma main,
Si à tes yeux je peux trouver grâce.

Biche gracieuse, agréable jeune fille
D'une parfaite beauté, fille de noble race,
Lève-toi pour briller, car l'heure
De ta splendeur et de ton éclat est venue,
O fille aux yeux de miel.
Lève-toi et réjouis-toi de chants de triomphe;
Lève-toi pour te parer de la couronne royale
Et habille-toi d'écarlate et d'objets précieux,
De tissu de lin fin et de broderies,
Car parmi toutes les jeunes filles
Tu es la plus belle et la plus agréable, ô majestueuse.
Ton amour fut dès l'abord une puissante chaîne.
Elles te diront bienheureuse, toutes les jeunes filles,
Au son du tambour, de la harpe et des flûtes.
Et que voulez-vous, les filles, de mon amant?
Je suis seule à mon aimé et il n'a de désir que pour moi.

Tu es du cimanon aromatique ainsi que du marbre
Et de la chrysalite. L'escarboucle et l'albâtre
Etincellent d'éblouissantes flammes,
Mais tes yeux lancent des traits,
Le bord de tes lèvres est un fil d'écarlate,
Tes dents sont comme le cristal et ta joue comme une moitié de grenade,
Et ta taille, belle entre toutes, ressemble
A un palmier, ô la plus agréable des roses.

(10) TADJOURI : Mariage juif au Maroc, in *Hesperis*, 1923, page 393.

LES CONTRATS DE MARIAGE ¹¹

Quatre lois différentes régissent les conventions matrimoniales des Juifs marocains, savoir : la loi mosaïque générale, la coutume dite de Castille, la coutume de Fès et la coutume de Marrakech.

Nous étudierons successivement ces quatre régimes, servant alternativement de base aux conventions matrimoniales des Juifs marocains, en insistant plus spécialement sur les dispositions de la loi mosaïque, de beaucoup les plus importantes.

a) *Loi mosaïque générale*

Le mariage hébraïque se contracte au moyen d'un symbole que l'homme donne à la femme à titre de fiançailles; le mariage est complet dès que les époux ont été réunis sous le dais nuptial ou dans une habitation commune ¹². Néanmoins sa validité est subordonnée à une condition essentielle qu'impose l'article 3, chapitre LV, du Code rabbinique : c'est que le mari avant d'introduire la femme dans sa demeure ou de la placer sous le dais nuptial, fasse dresser à son profit un acte de constitution de dot, une *Kitoubba*; « le mari est tenu de faire dresser la *kitoubba* avant de l'introduire dans sa demeure ou de la placer sous le dais nuptial », et ce précepte est répété en termes non moins absolus par l'article 1^{er}, chapitre LXVI ; « L'homme, avant le mariage, doit par contrat constituer une dot à sa fiancée. » Pas de femme sans dot constituée par le mari, « voilà donc, comme l'a écrit si justement Pastoret, le principe constant des Hébreux » ¹³. On pourrait ajouter : pas de femme sans un contrat de mariage écrit. En effet l'article 3 porte que si la femme perd son contrat de mariage, le mari est tenu d'en faire dresser un autre sans retard, « car il lui est défendu de demeurer avec sa femme lorsque celle-ci n'a pas de contrat ».

Nature de la kitoubba

Qu'est-ce donc que ce contrat de mariage obligatoire pour les Juifs qui se marient *more Judaïco*? Qu'est-ce que la *kitoubba*? Sur sa nature, les opinions les plus diverses ont été émises et consa-

(11) Jules Jacquey : Du régime matrimonial des Israélites marocains, Alger, 1886.

(12) Code rabbinique, Eben HAEZER, trad. Sautayra et Charleville, Tome I, chapitre XXVI, article 1, chapitre IV, article 2; Tome II, chapitre LXI, article 1.

(13) PASTORET : Histoire de la Législation, IV, page 46.

créées; certains arrêts la présentent « comme un acte de mariage rabbinique qui ne serait que la constatation de l'accomplissement d'un mariage purement religieux, analogue à celui que dressent les prêtres ou ministres d'autres cultes ¹⁴ ». D'autres arrêts se refusent à considérer la rédaction d'une kitoubba comme une condition essentielle du mariage. Ils y voient une sorte d'*instrumentum dotale*, destiné d'une part à empêcher que les intérêts de la femme ne soient sacrifiés à l'avarice du mari, et d'autre part à séparer bien ostensiblement la situation de l'épouse de celle de la concubine ¹⁵. Pour d'autres, enfin, la kitoubba constitue un contrat civil quant aux dons et apports de la femme. Eben Haezer semble conclure à l'adoption de cette thèse. Au tome II, chapitre LXVI, notes 5 et 7, on voit que cet acte n'est pas nécessairement rédigé par les rabbins et qu'à Fès deux témoins suffisent; à la note 10, que Maïmonide, le célèbre rabbin, dit que l'écrit n'est pas nécessaire. A l'article V on représente la femme comme pouvant vendre pendant le mariage sans contrat écrit, soit au mari, soit à un tiers. Tout cela ressemble à un contrat relatif aux biens plutôt qu'à un acte de nature religieuse.

Pour nous, sans vouloir rien affirmer, il nous sera permis de croire que les difficultés qui obscurcissent cette question proviennent d'une confusion; on n'a pas pris garde, nous semble-t-il que le mot kitoubba a deux significations, qu'il désigne tantôt la constitution de dot faite à la femme, tantôt l'acte lui-même, l'*instrumentum* qui constate cette constitution de dot, et l'on a appliqué à la dot ce qui ne convient qu'au contrat, ou inversement. La constitution de dot à la femme, voilà la condition essentielle du mariage. En ce sens, il est vrai de dire que la kitoubba n'a aucun caractère religieux, et surtout qu'elle n'est point — pas plus que l'introduction de la femme dans la demeure du mari — la constatation de l'accomplissement d'un mariage purement religieux, puisqu'elle doit précéder le mariage.

A ce point de vue, elle est uniquement relative aux biens, elle sert à séparer l'épouse de la concubine, le mariage du concubinat israélite. Maintenant, cette kitoubba, constitution de dot, doit-elle être nécessairement constatée par un écrit qu'on appelle aussi kitoubba, de telle sorte que la rédaction d'un écrit soit encore une condition essentielle du mariage israélite? Tout autre est la ques-

(14) Journal de Robe, 21 mars 1871, page 33, Alger.

(15) ACCARIAS : Précis de droit romain, I, N° 81.

tion. Un exemple que nous emprunterons à la législation de notre Code Civil fera peut-être rapidement comprendre comment cette question nous paraît avoir été résolue par la législation rabbinique :

Nous distinguons, d'après le Code Civil, la célébration du mariage et la preuve de cette célébration. La célébration du mariage devant l'officier de l'Etat Civil, voilà une condition essentielle du mariage, une condition exigée *ad solemnitatem*. La rédaction d'un acte devant prouver cette célébration n'est, au contraire, exigée qu'*ad probationem*, et son absence n'entraîne en aucune façon la nullité du mariage célébré : non deficit jus, sed probatio. C'est là la théorie, et pourtant qui ne sait que cette théorie n'a guère d'application pratique, qu'un mariage qui ne peut être prouvé ne produit guère plus d'effets qu'un mariage inexistant, à tel point que les rédacteurs du Code de 1804 s'y sont laissés tromper et ont confondu dans un même chapitre la théorie des nullités du mariage et la théorie de la preuve de la célébration du mariage, comme si le mariage non prouvé équivalait au mariage non célébré.

Or, il nous semble que la législation mosaïque a précédé dans ses errements notre législation moderne; une kitoubba, c'est-à-dire un acte écrit destiné à prouver cette constitution de dot, voilà la condition exigée *ad probationem*. Mais il arrive précisément que le Code rabbinique comme le Code civil exige que la preuve de la constitution de dot soit écrite, et n'admet pas, en principe, d'autres preuves, d'où l'on conclut que, à défaut d'écrit, la constitution de dot est considérée comme n'ayant pas été faite, ce qui entraîne la nullité du mariage. En ce sens, l'écrit a été considéré comme une condition essentielle du mariage, et c'est la signification qu'il faut attribuer, pensons-nous, aux textes que nous avons cités, d'après lesquels le mariage est sans existence s'il n'a pas été accompagné d'une kitoubba écrite. C'est en ce sens qu'il est vrai de dire que la kitoubba écrite a pour objet de protéger les droits de la femme, et que l'article 6, chapitre C, dispose que dans les pays de droit écrit, c'est-à-dire dans les localités où les kitoubbas étaient rédigées par écrit, la femme doit présenter son contrat de mariage pour pouvoir exercer son recours, à moins qu'elle ne prouve qu'il a été perdu ou détruit par accident. C'est en ce sens qu'il est vrai de dire que la kitoubba n'est pas nécessairement rédigée par des rabbins, qu'elle n'est même pas nécessairement rédigée par écrit dans les pays où il n'existe pas de scribes.

Résumons-nous : la kitoubba, constitution de dot, qui doit nécessairement précéder le mariage est un pur contrat civil rela-

tif aux biens. Si la rédaction en est ordinairement faite par un écrit qui porte lui-même le nom de kitoubba et dont la rédaction est confiée aux rabbins, ces circonstances n'ont rien d'obligatoire, au moins en règle générale, et ne sont recommandées que pour faciliter la preuve que doit faire la femme lorsqu'elle réclame le paiement de sa dot.

Contenu de la kitoubba, constitution de dot

Dans la kitoubba, il faut distinguer quatre éléments : la dot légale, la *nédounia*, l'augment, le don gracieux.

1° *Dot légale*. — C'est la somme que le mari doit nécessairement payer à sa femme comme prix d'acquisition ¹⁶. Cette somme est fixée par la loi mosaïque générale à 200 dinars (environ 20 francs or) pour les femmes vierges, et à 100 dinars pour les autres. Ce sont ces sommes que la femme peut toujours réclamer en prouvant par témoins, à défaut de kitoubba écrite, qu'elle s'est mariée avec les cérémonies usitées ¹⁷. Les chiffres peuvent, d'ailleurs, varier suivant les usages des lieux.

2° *Nédounia*. — C'est l'apport de la femme. Il est obligatoire, du moins pour une partie, car le père est obligé de donner une dot à sa fille, ou tout au moins de lui fournir les vêtements nécessaires pendant l'année du mariage. La kitoubba écrite doit constater cet apport et son origine.

3° *Augment*. — C'est un accroissement apporté par le mari à la dot légale; l'augment n'est plus obligatoire, mais il est expressément autorisé par la loi rabbinique ¹⁸ : « Le mari peut élever le montant de la dot par un augment. » Aucune limite n'est imposée à la générosité du mari; pour jouir des avantages de la dot, l'augment doit être constaté par écrit dans le contrat de mariage.

4° *Don Gracieux*. — C'est le don simple, la donation ordinaire que le mari fait à la femme. Ce don gracieux ou deuxième augment, n'est véritablement un don et ne constitue par suite un droit de reprise pour la femme que dans le cas où le mari se serait formellement reconnu débiteur de la somme indiquée dans la kitoubba. Sinon le don gracieux ne produit pas d'effet.

Voici, avec toute la saveur de sa traduction littérale, un modèle

(16) Eben HAEZER, XXVI, article 3.

(17) id., XCVI, article 15.

(18) Chapitre LXVI, article 7.

de kitoubba dressé par les rabbins, et que nous a communiqué le grand rabbin de Rabat :

« Vendredi huit du mois d'Abraham où Dieu doit avoir pitié de nous dans ce mois où il est arrivé tant de malheur à Israël 5680 (1920), de la création du monde. A Rabat, ont contracté mariage conformément au rite israélite le célibataire Jacob ben Isaac ben Abraham Elias, de la ville de Rabat, avec Mademoiselle Sarah, fille de Salomon Haïm, de la même localité, aux conditions ci-dessus : Le célibataire Jacob Elias a dit à sa gracieuse fiancée, précieuse entre toutes, Sarah Haïm, ici présente : « Sois mon épouse selon la loi de Moïse et d'Israël, et moi, avec l'aide de Dieu, je serai plein d'égards pour toi, je t'honorerai, je pourvoirai à ton entretien, ta nourriture, tes vêtements, suivant la coutume et les usages des maris hébreux qui honorent, nourrissent, habillent et entretiennent leurs femmes comme il convient. Je te donnerai d'abord 200 dinars en monnaie d'argent (voilà la dot légale), ainsi que les aliments, les habits et l'entretien et promets de te rendre le devoir conjugal aussi souvent et aussi longtemps que tu le désireras. »

« Ladite fiancée, ici présente, a consenti à être son épouse. Le fiancé, de son côté, a consenti à lui augmenter de ses propres deniers le principal de la présente kitoubba, jusqu'à concurrence d'une somme de 100 dinars (voilà l'augment); en outre, et de son consentement, il lui a fait, par ce même acte de mariage, entière donation d'une somme de 80 dinars (voilà le don gracieux ou 2^e augment). Voici la dot que ladite fiancée lui a apportée avec sa personne (c'est la nédounia), laquelle doit consister en bijoux, effets d'habillement, objets de literie et telle que ledit fiancé l'a acceptée moyennant l'estimation qui en a été faite de la somme de 123 dinars, ce qui fait que tout le montant du présent acte de mariage, tant en principal qu'en augment, qu'en donation et apports, s'élève à la somme de 503 dinars. Ledit fiancé ici présent, que sa fin soit heureuse, s'engage à ne pas épouser une autre femme sinon du consentement de ladite fiancée, comme aussi à ne pas faire quitter cette ville à la susdite pour aller ailleurs que de son consentement et agrément à elle, et dans le cas où, à Dieu ne plaise, il contreviendrait à ces conditions, il serait tenu de lui payer tout ce à quoi il s'est obligé par le présent acte, et de la licencier immédiatement par une lettre valable de divorce; et dès à présent, nous avons pris des mains dudit fiancé l'engagement

parfait relativement à tout ce qui est écrit et expliqué contre lui comme ci-dessus. Le tout est bon, sincère, véridique et valable. »

Comme on le voit, ces contrats constituent une reconnaissance de dette basée sur l'amour que la femme inspire au mari.

RÉGIME AUQUEL SONT SOUMIS LES BIENS DE LA FEMME
PAR LA LOI RABBINIQUE GÉNÉRALE

Le régime de la loi rabbinique est une sorte de régime dotal. Le mari a, en principe, la jouissance de tous les biens de la femme : des uns, les biens *tzon barzel*, comme propriétaire, des autres, les biens *melog*, comme usufruitier. Cette distinction ne paraît présenter d'intérêt que relativement aux risques qui pèsent seulement sur le mari pour les biens *tzon barzel*, dont il ne reste, au surplus, propriétaire que pendant la durée du mariage¹⁹. Quant aux biens acquis postérieurement au mariage par la femme, il lui restent propres s'ils proviennent d'héritage ou de donations; s'ils sont le produit de son travail ou des revenus de ses biens, ils sont la propriété du mari, sauf convention contraire des conjoints. Par contre, tous les biens du mari demeurent son entière propriété, qu'il les ait acquis avant ou après le mariage, et quel qu'en ait été le mode d'acquisition, la femme n'ayant sur eux qu'un privilège de priorité de paiement de son indemnité matrimoniale. Enfin, durant le mariage, la femme ne peut aliéner, ni hypothéquer ses biens immeubles, même propres, qu'avec le consentement de son mari. Elle peut hériter et recevoir en donation librement, mais, pour acquérir par remploi, le consentement du mari est nécessaire, ou, en cas de désaccord, celui du tribunal rabbinique.

Lors de la dissolution, si le mari survit, il hérite la totalité des biens de la femme, et conserve a fortiori les siens. Si la femme est survivante, elle reprend de plein droit tous ses biens; elle prélève la dot légale et l'augment sur tous les biens mobiliers et immobiliers de la succession de son mari²⁰; elle a, sur ces biens, une hypothèque légale et peut les faire vendre; elle a le droit de reprendre sa *nédounia* et ce droit de reprise est tel que la prescription, possible par 25 ans pour la dot et l'augment, ne peut, en aucun cas, être opposée à la femme pour sa *nédounia*²¹. Elle a droit, de plus, à une pension alimentaire tant qu'elle n'a pas

(19) Chapitre LXXXV, article 1 et 2.

(20) Chapitre C, article 1.

(21) Chapitre CI, article 1 et 2.

réclamé son indemnité matrimoniale, mais elle n'a aucun droit à la succession de son mari, contrairement aux dispositions édictées par la loi de Castille, dont nous allons aborder l'étude.

b) *Coutume ou loi de Castille*

Celle-ci apporte aux règles de la loi générale des dérogations très importantes. Elle établit entre les époux un régime de communauté de biens. Les deux premiers articles de la coutume primitive nous en indiquent l'économie générale dans les termes suivants ²² :

Article premier. — Si la femme meurt, laissant son mari et des enfants, tous les biens meubles ou immeubles appartenant à l'un ou à l'autre des époux, seront partagés en deux portions dont l'une sera dévolue au mari et l'autre aux enfants.

Article 2. — Il en sera de même si le mari meurt à la survivance de sa femme et de ses enfants; tous les biens que possédaient les époux au moment du décès formeront une masse qui sera divisée en deux parties, l'une sera attribuée à la veuve et l'autre aux enfants. La veuve n'aura dans ce cas à réclamer ni la dot légale ni l'augment, ni la nédounia.

Voici un spécimen de kitoubba adoptant le régime castillan, que nous a transmis le rabbin de Salé :

« Quiconque a trouvé femme a trouvé le bien et rentre en grâce auprès de Dieu; qu'elle soit de bon augure et un signe de bonne fortune, cette heure de grâce et de bénédiction; le mercredi, huitième jour du mois d'avril de l'année 1935, le lettré Abraham, fils de l'honorable Isaac, a déclaré à Mademoiselle Meriem, fille du savant, docte et talentueux grand rabbin Mosès, fils du vertueux feu rabbin Aaron : « Sois ma femme selon le rite hébraïque, et moi, avec l'aide de Dieu, je travaillerai, je te nourrirai et t'entretiendrai comme font tous les maris israélites, et je te donnerai comme prix de ta virginité 220 pièces d'argent auxquelles tu as droit suivant les prescription des Hakhamim, nos maîtres, et j'aurai avec toi les rapports conjugaux comme c'est l'usage universel. » Et la jeune Meriem a accepté d'épouser ce jeune homme. Celui-ci a ajouté aux 220 pièces d'argent sus-indiquées, 200 autres pièces en compensation du trousseau de la mariée, ainsi que 200 autres pié-

(22) Archives Israélites, XXIII, 2 A.

ces de la même monnaie à titre de cadeau, soit au total 620 douros. Le trousseau apporté par la jeune fille a été agréé par lui ainsi que les bijoux et literie pour une somme égale à 600 douros. Les biens de ces deux époux seront, au décès de l'un d'eux, partagés par moitié entre ses héritiers et l'époux survivant, et cela d'après les prescriptions établies par les grands rabbins de Castille arrivés à Fès en 1492, date de l'expulsion des Juifs espagnols. Et le marié a juré devant nous de ne pas changer de résidence contre le gré de sa femme et de ne contracter un second mariage qu'avec son consentement. En cas d'infraction à ces engagements, le mari sera tenu de divorcer en libérant sa femme par un gueth (acte de divorce), et en lui versant la totalité des sommes fixées dans les présent acte. »

L'acte porte la signature des deux rabbins qui ont procédé à son établissement.

c) Coutume israélite de Fès

Le mari doit obligatoirement constituer à la femme vierge un augment de dot égal à la moitié de la nédounia qu'elle apporte ²³, mais la veuve ne peut prétendre qu'à la dot légale et à sa nédounia; elle n'a pas droit à l'augment qui ne peut être réclamé que par la femme divorcée et à condition que le divorce soit demandé par le mari ²⁴. Quant au don gracieux, la femme n'y a jamais droit, pas plus après son divorce qu'après la mort de son mari ²⁵.

d) Coutume de Marrakech

La femme n'a droit à l'augment de moitié que dans le cas de dissolution du mariage par le divorce; même règle qu'à Fès. Mais tandis qu'à Fès la femme n'a droit à cet augment que quand le divorce est demandé par le mari, elle y a droit à Marrakech même si le divorce a été demandé par elle-même. Pas plus à Fès qu'à Marrakech, la femme n'a droit à une part de la succession de son mari prédécédé.

Il est à remarquer que les Juifs marocains sont admis à adopter dans leurs contrats de mariage la loi qui leur convient. Cette faculté n'est que l'application du principe que dans leurs conven-

(23) Sautayra et Charleville, II, page 212, article 1.

(24) id., III, page 289, article 5.

(25) id., III, page 298, article 6.

tions matrimoniales les époux sont eux-mêmes législateurs ²⁶, avec toutefois la restriction que la loi de Castille ou les coutumes locales ne sont applicables qu'autant qu'elle ont été formellement stipulées, sinon la loi générale mosaïque est seule applicable aux israélites marocains.

(26) Voir, en ce sens, LAURENT : Droit civil international, VI, page 389.

CHAPITRE III

Le divorce juif au Maroc

La question du divorce est certainement un des points les plus délicats de la législation juive au Maroc. En principe, le mari seul a le droit de divorcer et doit remettre à sa femme une formule de répudiation, le *Gueth*, condition *sine qua non* de validité du divorce. Toutefois, en certains cas, la femme peut prendre l'initiative de la demande en divorce en s'adressant au tribunal qui forcera le mari à donner le *Gueth*, selon une jurisprudence rabbinique marocaine qui remonte au *xii^e* siècle, comme nous le verrons plus loin.

Le texte fondamental du divorce juif se trouve dans le Deutéronome ¹ : « Quand un homme aura pris une femme et cohabité avec elle, si elle cesse de lui plaire parce qu'il aura remarqué en elle quelque chose de malséant, il lui écrira un libelle de divorce, le lui remettra en mains et la renverra de chez lui. Si, sortie de la maison conjugale, elle se remarie et devient l'épouse d'un autre homme, et que ce dernier, l'ayant prise en aversion, lui écrive un libelle de divorce, le lui remette en mains et la renvoie de chez lui (ou que ce même homme qui l'a épousée en dernier lieu vienne à mourir), son premier mari qui l'a répudiée ne peut la reprendre, une fois qu'elle s'est laissée souiller, car ce serait une abomination devant le Seigneur. »

Chez les Arabes, au contraire, une femme peut être prise et renvoyée deux fois par le même mari, qu'elle se soit ou non remariée dans l'intervalle; la troisième fois il ne peut plus l'épouser que si elle a été, entre temps, la femme d'un autre.

Le judaïsme ne voit pas le divorce favorablement, car l'idée de Dieu qui, d'après les Livres sacrés a présidé à l'union conjugale, forme un obstacle à sa rupture. « Je hais la répudiation, dit l'Eccli-

¹ (1) DEUTÉRONOME : Chapitre 24, V, I.

ture. » ². Aussi, jusqu'au xiv^e siècle, les cas de divorce étaient-ils très rares. Dans cet esprit, le rabbin Yossé, qui vivait à Fès en 1352, ordonna qu'à l'avenir le président du tribunal rabbinique tint le langage suivant à l'homme qui se présenterait devant lui pour obtenir le divorce, afin que la sévérité de telles paroles le fit revenir sur sa décision ³ : Sais-tu que peut-être tu transgresses la Loi qui dit : « Ne te venge pas, ne garde pas rancune, n'aie aucune haine dans ton cœur, aime ton prochain comme toi-même? Songes-tu que demain on dira en tous lieux que tes filles sont les filles d'une femme que son mari a répudiée? Elle doit être bien coupable, ta femme, pour avoir mérité une pareille disgrâce! »

Dans ce chapitre, nous étudierons successivement les causes du divorce, le déroulement de la procédure, les effets et la preuve.

CAUSES DU DIVORCE

En droit français, les causes du divorce sont limitativement déterminées, mais la notion d'injures graves permet d'étendre à l'infini les cas de divorce. En droit juif, les mots « quelque chose de malséant » figurant au Deutéronome, ainsi que nous venons de le voir, vont jouer un rôle analogue, et l'on englobera sous cette même qualification l'adultère, la mauvaise conduite, la négligence de la femme dans le ménage, même le fait par elle de laisser brûler le repas ⁴.

D'après les textes les plus anciens, le mari seul pouvait mettre fin au mariage ⁵. Le gueth était un acte volontaire du mari exclusivement; le consentement de la femme n'avait pas à intervenir et elle se trouvait divorcée dès que le gueth était dressé, qu'elle le voulût ou non. Toutefois, on admettait que le tribunal pouvait exercer une pression sur le mari jusqu'à ce qu'il acceptât de répudier sa femme. Cette attitude des tribunaux amena le rabbin Gerson, au x^e siècle, à formuler le principe selon lequel le divorce ne serait valable qu'à condition d'une acceptation formelle par la femme, principe qui fut adopté presque d'emblée par les tribunaux rabbiniques marocains, et aboutit à la transformation de la répudiation unilatérale en un genre de divorce par consentement mutuel ⁶.

(2) MALACHIE, II, 13.

(3) E. DRACH : Du divorce dans la synagogue, Rome, 1840.

(4) M. CAHN : Le divorce dans la législation talmudique, Paris, 1901.

(5) YÉBAMOTH, 14, I.

(6) Samuel BENATTAR : Divorce juif, in Tunisie judiciaire, 1935, N° 12.

Les rabbins ne s'arrêtèrent pas là et arrivèrent très vite, partant de cette idée, à instituer le divorce judiciaire au profit de la femme. Le code rabbinique de Joseph Caro fixa, dès le xvi^e siècle, un certain nombre de cas dans lesquels le divorce peut être demandé par la femme, notamment :

Si le mari ne pourvoit pas à l'entretien de sa femme et de ses enfants, s'il a répudié la religion et l'oblige à violer aussi les préceptes de la Loi, s'il veut l'empêcher sans motif de se nourrir ou de s'habiller selon ses habitudes, s'il l'empêche de vivre en bonne harmonie avec ses voisins, s'il refuse de cohabiter avec elle, de remplir son devoir conjugal, s'il est lépreux ou atteint d'une maladie vénérienne, s'il la maltraite, s'il épouse une deuxième femme sans le consentement de la première, enfin, si, par le fait de son conjoint, la femme ne peut avoir d'enfants (l'impuissance du mari étant prouvée par un mariage de dix ans).

En résumé, la jurisprudence des rabbins marocains est que si la plainte de la femme est fondée et sa demande équitable, les tribunaux se chargent d'y faire droit. Le mari sera forcé d'octroyer à sa femme le libelle de répudiation. Les tribunaux employaient autrefois, pour l'y contraindre, l'anathème et même la flagellation. Mais, dès le xv^e siècle, on utilisa seulement l'emprisonnement et, à partir de 1760, la femme n'eut pas d'autre moyen à sa disposition qu'une action en dommages-intérêts⁷. D'ailleurs, les tribunaux rabbiniques appliquent le système de la répudiation forcée avec la plus grande prudence, laissant place, bien souvent, à une conciliation possible, car ils regardent toujours le divorce avec la plus grande défaveur.

Nous avons laissé en dernier lieu l'examen des causes de divorce au profit du mari pour montrer qu'en droit juif moderne l'omnipotence du mari n'est plus aussi absolue qu'à l'époque biblique. L'existence des cas de gueths forcés au profit de la femme a changé totalement la physionomie première du gueth. De répudiation unilatérale du mari, le gueth est devenu divorce, ouvert au mari comme à la femme. Cependant, la procédure du divorce est encore sous la dépendance directe du mari qui peut, par son refus à se prêter aux exigences des règles procédurales du divorce juif, paralyser l'action de la femme. En effet, les Juifs marocains ignorent le divorce prononcé par défaut, la présence des époux est nécessaire et, par un reste de formalisme ancien, il est indispen-

(7) Samuel BENATTAR : op. cit., page 56.

sable que le mari prononce certaines paroles et surtout donne l'ordre d'écrire le gueth.

La possibilité de répudier la femme est donné au mari lorsqu'il peut invoquer un motif grave, tiré : de la religion (si elle transgresse les préceptes religieux ou fait manger à son mari des aliments défendus), de l'intérêt social (si, au bout de dix ans de mariage, elle est stérile, car « la femme stérile est un arbre mort dans le jardin », dit le Talmud), de l'intérêt du mari lui-même. Ici les causes sont beaucoup plus nombreuses ⁸ :

a) l'adultère, même s'il n'est confirmé que par la rumeur publique et qu'il n'y a pas eu constat de flagrant délit. Le mari qui soupçonne sa femme d'infidélité peut l'avertir devant au moins deux témoins et lui défendre de s'isoler avec celui qu'il désigne comme complice probable; si elle passe outre, la répudiation a alors lieu. D'ailleurs, l'adultère de la femme est considéré comme une faute si grave, que la dissolution du mariage en est la conséquence obligatoire, les dayanim (juges) obligeant le mari à répudier sa femme, même lorsqu'il ne réclame rien, soit qu'il ignore l'infidélité commise, soit que, connaissant la vérité, il préfère néanmoins se résigner par amour ou par indulgence. Personne ne tolère qu'une épouse infidèle puisse continuer à vivre avec son mari. On jugera de l'énormité du scandale par la nature de la punition infligée autrefois à la coupable : elle était traînée devant le grand rabbin qui l'excommuniait et lui faisait donner le fouet à nu, puis on lui attachait deux cornes au front, on la faisait monter sur un âne, et elle parcourait ainsi plusieurs fois le Mellah d'un bout à l'autre, suivie d'une foule indignée qui l'accablait d'injures. On affirme que malgré la sévérité du châtiment les cas d'adultère étaient jadis plus fréquents qu'aujourd'hui, où le dayam (juge) ne sévit plus avec la même rigueur; les faits sont simplement consignés dans un procès-verbal, et le mari répudie solennellement sa femme devant trois témoins, dont les signatures figurent à l'acte de répudiation.

b) si elle refuse la cohabitation avec lui par répugnance pour lui.

c) erreur sur la fortune de la femme : elle s'est engagée à lui apporter une dot et ne tient pas sa promesse.

d) erreur sur l'état social de la femme : elle lui avait caché

(8) Lucien KABOUCH : Divorces juifs et Tribunaux français, 1936.

qu'elle était deux fois veuve, car on considère qu'il y a un certain risque à épouser une femme qui a déjà enterré deux maris.

e) erreur sur la constitution physique de la femme : le Talmud en énumère 142 cas, en mettant en premier lieu l'état de non virginité d'une prétendue vierge. De même le fait de loucher, la claudication, etc.

Autrefois, il suffisait d'avoir trouvé une femme plus à sa convenance pour divorcer d'avec la première. Les défauts moraux tels que le penchant à la médisance ou au bavardage, le désordre, l'humeur querrelleuse, la gloutonnerie et le goût excessif de la parure, sont aussi des cas de divorce.

PROCÉDURE

Il y avait autrefois au Maroc, nous l'avons vu, une magistrature, le Beth Dine, dont l'autorité, en raison de l'ascendant moral exercé par elle, était presque sans limite. Au Beth Dine venait toute plainte, et, par une tradition remontant à Aaron, l'obligation de prévenir les dissensions domestiques, d'apaiser les querelles, de rappeler chacun à l'indulgence et au devoir lui incombait exclusivement. Il essayait également, par tous les moyens, de réconcilier les époux qui voulaient divorcer, et c'est seulement quand toutes les interventions avaient été vaines qu'on laissait le divorce suivre son cours.

Le rabbin aujourd'hui joue un rôle analogue à celui du Beth Dine; il déconseille le divorce et prêche aux époux qui voudraient se séparer la paix et l'oubli des rancunes. Si cette procédure gracieuse ne réussit pas, on utilise la procédure contentieuse qui se déroulera devant un tribunal composé de trois rabbins. Cette procédure, toute formaliste, comporte le cérémonial suivant, mis en vigueur par les rabbins de Castille au xv^e siècle⁹ :

Le rabbin demande au mari si c'est bien volontairement et de son plein gré qu'il répudie sa femme. Sur sa réponse affirmative, le rabbin présente l'encre et le papier au scribe devant deux témoins, tandis que le mari prononce la formule suivante : « Scribe, écris pour moi un acte à l'effet de répudier ma femme; je t'autorise à en écrire cent si cela est nécessaire, jusqu'à ce qu'il s'en trouve un qui soit à l'abri de toute critique sur l'écriture et les signatures. »

Les témoins se tiennent près du scribe lorsqu'il écrit les noms

(9) R. LÉVY : Le divorce des Israélites, Paris, 1908, page 78.

du mari, de la femme, et la date. Le mari jure par la Thora qu'il ne protestera pas contre l'acte. Avant d'écrire, le scribe prononce devant les témoins la formule suivante : « J'écris cet acte au nom de (nom du mari), dans le but de répudier sa femme (nom de la femme) et dans leur intention. » Les témoins lisent l'acte, puis le signent. Le rabbin demande alors à chacun d'eux : « As-tu entendu l'ordre donné au scribe par le mari d'écrire en son nom et à l'effet de répudier sa femme? » Chaque témoin répond affirmativement. Le rabbin place devant lui le mari, la femme et le scribe, un des témoins est à sa droite, l'autre à sa gauche, tous sont debout. Le rabbin pose ensuite les cinq questions suivantes aux témoins dont les réponses doivent être affirmatives :

« Reconnais-tu cet acte? »

« L'as-tu signé par ordre du mari? »

« En son nom et pour répudier? »

« Reconnais-tu ta signature? »

« L'as-tu apposée en présence de ton collègue? »

Le rabbin remet alors l'acte au mari, puis invite l'assistance à prêter attention : il ordonne à la femme d'enlever ses bagues et de joindre les mains; il lui demande si elle accepte le divorce volontairement; la réponse doit être affirmative. Le mari met alors l'acte dans les mains de sa femme en lui disant : « Voici ton acte de divorce, par cet acte tu es répudiée de moi et permise à tout autre homme. » La femme ferme la main, le rabbin déclare anathème quiconque se permettra de douter de la régularité de l'acte, et l'assistance se sépare.

EFFETS DU DIVORCE

Le divorce rompt l'union d'une façon absolue. Le délai de remariage est de trois mois seulement; les époux doivent avoir une habitation distincte. Toute obligation cesse : entretien, nourriture, fidélité, sauf décision du tribunal. Le mari doit subvenir aux frais d'entretien des enfants après le divorce. Les garçons jusqu'à six ans et les filles sans limite d'âge sont confiés à la mère, sauf décision contraire du tribunal qui agit toujours dans l'intérêt des enfants ¹⁰.

Par contre, chez les Arabes, l'autorité du père de famille est au-dessus de quelque loi que ce soit; il reste toujours gardien et

(10) Lucien KADOUCHE : op. cit., page 67.

maître de ses enfants, même si le divorce a été prononcé contre lui. Le droit mosaïque, plus nuancé, envisage avant toute chose l'intérêt des enfants.

En ce qui concerne le sort réservé aux biens des époux après le divorce, nous avons vu que la femme avait une hypothèque générale sur tous les biens du mari, mobiliers et immobiliers, garantissant ses reprises après le divorce. Elle n'a plus droit à son douaire si elle commet une infraction à la loi religieuse, mais si elle n'a aucun reproche à se faire, elle obtiendra l'intégralité de ses créances dotales; les cadeaux qu'elle a reçus de son conjoint restent sa propriété. La prescription est de vingt-cinq ans pour les créances dotales de la femme et a pour point de départ le jour du divorce, depuis une décision du rabbin Youssim, remontant à l'année 1561.

Nous dirons, pour terminer, quelques mots sur la preuve du divorce :

Le mari n'a pas à s'en préoccuper puisque, théoriquement, la polygamie est permise; seule la femme doit faire la preuve qu'elle est divorcée en fournissant le libelle que son mari lui a remis au moment de la cérémonie de répudiation. Si cet acte est perdu ou détruit, ce qui était surtout fréquent lors des persécutions religieuses, les deux témoins de la remise du gueth doivent affirmer sous serment que la remise du libelle a bien eu lieu. Si les témoins ont disparu, on accorde entière créance aux dires de la femme; la rumeur publique suffit même à établir cette preuve, sans qu'il soit besoin d'appeler la femme devant le tribunal.



Telle est la réglementation actuelle du divorce chez les Juifs marocains. Les dispositions trop strictes de la loi ancienne ont été assouplies par les décisions plus nuancées des rabbins de Castille, intervenant avec bonheur dans une matière aussi délicate, ainsi qu'ils l'avaient déjà fait pour l'institution du lévirat, et en réservant, là encore, les droits de la femme.

CHAPITRE IV

Le régime successoral chez les Juifs marocains

Le régime des successions chez les israélites du Maroc est particulièrement intéressant à étudier parce que le sort des biens patrimoniaux est étroitement lié à l'organisation de la famille et de la communauté qui, elle-même, est d'essence religieuse. « La religion prescrit, dit le Talmud, que les biens et le culte de chaque famille soient inséparables; la fortune est immobile, c'est l'homme qui passe et arrive à son heure marquée pour prendre soin du domaine et continuer le culte. » Cette idée de la pérennité du foyer domestique se retrouve dans tous les pays d'Orient : Rome, Grèce, Indes, Chine, etc. Voyons l'application qu'en ont faite les lois mosaïques ¹ :

La succession s'ouvre par la mort naturelle, et suivant notre expression juridique si ancienne : le mort saisit le vif. L'enfant mâle conçu à l'époque de l'ouverture de la succession a un droit acquis à cette succession à condition qu'il naisse vivant, tandis que les autres successeurs légitimes ne succèdent que s'ils sont déjà nés à l'instant du décès de leurs parents.

Certaines incapacités de succéder furent édictées aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles par les grands rabbins de Castille qui décidèrent que si un individu non Juif converti au judaïsme succède à son père ou à ses parents non juifs, un Juif qui apostasie ne succède pas à son père ni à ses parents juifs. De même un fils qui a frappé son père ou sa mère « jusqu'à les faire saigner » perd tous droits à leurs successions; toutefois, ses enfants sont admis à le représenter ².

En principe, tous les biens mobiliers et immobiliers possédés à titre de propriété par un Juif ou une Juive composent à sa mort

(1) Voir Code civil et pénal du Judaïsme, trad. Jean de Pavly, pages 176 et suivantes.

(2) J. GRIGUER : Des différents régimes de successions au Maroc, 1935, page 19 et suivantes.

sa succession, déduction préalablement faite : des frais funéraires, de toutes les dettes civiles, de tous les legs valides (c'est-à-dire en général de tous ceux dont le montant n'excède pas le tiers de l'hérédité, lorsqu'il reste des héritiers légaux). Sous cette réserve, la loi israélite laisse liberté entière à chaque individu d'organiser comme il l'entend la répartition de sa fortune, au moyen d'un testament en bonne et due forme.

Afin d'éviter une rédaction défectueuse du testament ou la moindre omission dans ce document pouvant le rendre nul et non avenu, il est de règle de faire rédiger ses dernières volontés par deux notaires israélites compétents, appelés adoul, et agréés par le tribunal rabbinique; la présence du Rabbin qui seul a qualité pour discerner si le testateur est sain d'esprit, est indispensable.



Lorsqu'un individu meurt intestat, le rabbin partage l'héritage selon la loi hébraïque entre les héritiers qui y ont droit. Si le de cujus ne laisse pas d'héritiers, ses biens restent à la Communauté et leur produit est versé aux pauvres.

En cas de succession ab intestat, quel est donc l'ordre de successibilité, quelle est la méthode de répartition de l'héritage?

Les règles varient selon le régime auquel sont soumis les Juifs marocains et qu'ils ont librement choisi au moment de leur union; leur kitoubba doit obligatoirement préciser quel est ce régime; les époux peuvent, d'ailleurs, d'un commun accord, modifier les conditions arrêtées par leur contrat de mariage, en passant une « hid-douche kitoubba » (renouvellement du contrat de mariage), la règle de l'immutabilité des conventions matrimoniales étant ignorée du droit mosaïque.

En étudiant les contrats de mariage, nous avons vu qu'au Maroc quatre lois régissaient les conventions matrimoniales des Juifs : la loi mosaïque générale, la loi de Castille, et les deux coutumes locales de Fès et Marrakech. En ce qui concerne les successions, nous retrouvons la loi mosaïque générale et la loi de Castille, mais non pas les deux coutumes locales, celles-ci étant muettes sur cette matière.

Comment, en ce cas, sera donc réglée la succession de deux Juifs ayant adopté la coutume de Fès ou celle de Marrakech dans leur contrat de mariage? La règle est simple :

Si deux israélites se marient sous le régime de la coutume de Marrakech, ils suivront, au point de vue successoral, les dispositions édictées par la loi rabbinique générale. Si, au contraire, ils ont adopté la coutume de Fès, ils appliqueront, en ce qui concerne la dévolution de leur succession, les règles posées par la loi de Castille.

Il y a donc, en matière de successions, deux grands régimes chez les Juifs marocains : le régime mosaïque ou Tochabim, en usage surtout à Marrakech, Safi, Mogador, et tout le Sud marocain; le régime Castillan ou Takanat ha megorachim, en vigueur à Fès, Meknès, Rabat, Casablanca, et tout le Nord du Maroc, en particulier à Tanger et dans la zone espagnole.

Nous allons examiner successivement ces deux régimes.

I. — RÉGIME MOSAÏQUE OU TOCHABIM

Selon cette réglementation qui s'inspire de la Bible et du Talmud, le fils est le premier successeur légitime. S'il y en a plusieurs, l'aîné a droit au double de la portion échue à chacun de ses frères. Le fils naturel a le même droit à la succession que le fils légitime et, s'il est l'aîné, il jouit aussi de l'avantage de la primogéniture. Ces dispositions sont assez surprenantes lorsqu'on considère l'importance attribuée à l'organisation de la famille par la législation judaïque.

Les filles, si elles sont mineures, ont droit aux aliments et à l'entretien jusqu'à l'âge de douze ans révolus.

A défaut d'un fils, le petit-fils succède à son grand-père; à défaut d'un petit-fils, la fille succède à son père; à défaut d'une fille, ses enfants succèdent à leur grand-père; à défaut de petits-enfants, les arrière-petits-fils, et à défaut les arrière-petites-filles, succèdent à leur bisaïeul.

Si le défunt a laissé des enfants de plusieurs lits, tous les fils et à leur défaut toutes les filles auront des parts égales. L'aîné n'est pas privé du droit d'aînesse si sa naissance était précédée de celle d'un enfant mort-né.

A défaut de descendants, les ascendants succèdent à leur descendant. Dans ce cas, le père est le seul successeur de son enfant, et, à son défaut, les collatéraux viennent à la succession. Lorsqu'il n'y a pas de descendants, les ascendants du premier degré viennent avant ceux du deuxième, et ceux-ci avant ceux du troisième.

A défaut de parents, comme dans le cas d'un converti, chacun a le droit de s'emparer de la succession; elle appartient au premier qui en a pris possession. Cependant, à défaut de parents présents, celui qui s'en est rendu possesseur parce que l'on ignore complètement que le défunt a un parent vivant, doit considérer la succession comme un simple dépôt, et la garder intacte à la disposition de tout ayant-droit.

La femme ne peut prétendre à la succession de son mari que jusqu'à concurrence du montant de son douaire tel qu'il est indiqué dans la kitoubba. Cependant, tant qu'elle ne réclame pas le versement de son douaire, une pension alimentaire lui est allouée dont le montant est fixé par le tribunal rabbinique selon son rang social et une partie proportionnelle du patrimoine du défunt reste alors en réserve pour assurer et garantir le versement de cette pension sa vie durant, à moins qu'elle ne se remarie dans l'intervalle, auquel cas le montant de son douaire lui est versé.

Le reste de la succession est alors réparti entre les héritiers légaux du défunt, comme suit :

Chacune de ses filles non mariées aura lors de son mariage la dîme ($1/10^e$) du patrimoine, calculée de la façon suivante : la première fille aura la dîme de la totalité de la succession, la deuxième la dîme de ce qui reste après prélèvement de la première dîme, et ainsi de suite.

En cas de mariage de toutes les filles à la fois, fait fréquent chez les Juifs aussi bien que chez les Arabes, il sera prélevé de la succession le montant total des dîmes qui leur auraient été versées si elles avaient été mariées successivement, et le total sera réparti entre elles par parts égales. Après quoi, le fils premier né du père aura deux parts sur la succession, et les autres auront chacun une part; par exemple, s'ils sont deux frères, l'aîné aura les deux tiers et l'autre un tiers; s'ils sont trois, l'aîné aura la moitié et les deux autres chacun un quart, de sorte que la part du premier né soit toujours le double de celle de ses frères. La part d'un fils prédécédé revient à ses enfants mâles; à leur défaut, le droit d'héritage revient par parts égales aux filles du défunt, mariées ou célibataires, et à leur défaut le père du défunt hérite tous ses biens. S'il est également décédé, les frères du défunt ou leurs descendants deviennent héritiers par parts égales; à défaut de ceux-ci les sœurs du défunt ou leurs descendants héritent. Mais ni la mère ni la famille de cette dernière ne comptent parmi les héritiers.

Le droit d'héritage de l'enfant naturel et de l'incestueux, pourvu que ces enfants soient reconnus, est le même que celui de l'enfant légitime.

Si la femme prédécède, le mari survivant est le seul héritier légal. Les frais d'inhumation de la femme sont à charge du mari. Si le père laisse des enfants d'un deuxième lit, les fils du premier lit auront, à la mort de leur père, outre leur part dans la succession, le montant du douaire de leur mère, fixé par la kitoubba. Les créances dues par la succession ne peuvent être réglées que sur les biens restant après le paiement du douaire fixé par la kitoubba, si celle-ci est antérieure aux créances, car d'après le régime Tochabim la femme est considérée comme une créancière privilégiée et de premier rang; elle peut même révoquer la vente des biens immobiliers aliénés sans son consentement par son mari.

Il est à remarquer que la veuve d'un Juif, mariée selon la loi rabbinique générale, fût-elle de nationalité française, n'a aucune vocation héréditaire, la loi mosaïque à laquelle la soumet sa kitoubba, ne la considérant que comme créancière de ses apports. A ce titre, elle puise dans cette loi le droit de vivre dans les mêmes conditions et le même train de vie qu'elle avait du vivant de son mari, la kitoubba constituant en effet un véritable contrat de mariage exclusif de toute communauté. C'est dans ce sens que s'est prononcé le Tribunal de première instance de Casablanca, le 2 juillet 1934, dans une affaire de succession d'un Juif marié à une femme juive de nationalité française selon la loi rabbinique générale ³.

Par ailleurs, un jugement du Tribunal de première instance de Rabat (Président Cordier), a décidé sur un cas d'espèce fort intéressant, ⁴ le 24 avril 1918 :

Il s'agissait de la succession d'un Juif marocain naturalisé français par application de la loi de 1867 qui n'étendait pas le bénéfice de la naturalisation aux enfants mineurs. Ses héritiers étaient donc restés Marocains. Le dévolution successorale du de cujus était soumise à la loi française, mais les héritiers avaient fait établir le partage des biens suivant la loi mosaïque générale, par deux rabbins de Fès. S'apercevant par la suite que la loi française, si elle leur avait été appliquée, leur aurait été plus favorable, ils attaquèrent en rescision le partage. Le jugement décida que du moment que les héritiers avaient librement choisi, sans dol ni con-

(3) Gazette des Tribunaux du Maroc, 7 juillet 1934, page 264.

(4) id., 30 avril 1918, page 128.

trainte, le mode de partage more judaïco, le partage ainsi fait était parfaitement valable.

II. — RÉGIME CASTILLAN. OU TAKANAT HA MÉGORACHIM

Cette réglementation fut adoptée par la Communauté israélite expulsée d'Espagne en 1492.

En cas de décès de la femme, le mari et ses enfants partageront tous les biens successoraux, tant ceux appartenant en propre au mari et à la femme que ceux leur appartenant en commun, à l'exception des effets d'habillement du mari; la moitié devient alors au père et l'autre moitié est partagée entre ses enfants nés viables, c'est-à-dire qui ont vécu au moins trente jours.

A défaut de descendants de la défunte, la moitié de toute la succession revient au mari seul, l'autre moitié est attribuée aux héritiers légaux de la femme : son père, son frère ou sa sœur. A défaut de tous ceux-ci, le mari aura, pour sa part, les deux tiers, et le tiers restant reviendra aux autres héritiers de la femme, de la lignée paternelle seulement.

Si le mari prédécède, sa succession est répartie comme suit : la moitié revient à la veuve, l'autre aux enfants ou descendants du mari, même de lits différents. Cette deuxième moitié sera attribuée par parts égales aux enfants des deux sexes du défunt, à l'exception des filles mariées du vivant de leur père. Le premier-né aura double part, comme dans le régime mosaïque. A défaut d'héritiers proches du défunt, les deux tiers reviennent à la veuve et le tiers restant aux autres héritiers du mari.

Les filles célibataires ayant déjà hérité de leur père n'ont aucun droit sur la succession de la mère si celle-ci décède après son mari. Dans le cas contraire, elles ont droit à la dîme de succession de leur père décédé après sa femme, comme dans le régime mosaïque. Les filles mariées peuvent hériter de leur père ou de leur mère à défaut d'enfants mâles, et concurremment avec leurs sœurs non mariées.

Si une femme prédécède sans laisser de descendants, la mère de la défunte a droit à la moitié de toute la dot offerte par elle-même à sa fille, l'autre moitié revenant au mari survivant.

Préalablement au partage, la veuve doit confirmer sous la foi du serment et par devant le Tribunal rabbinique, n'avoir rien détourné de la succession. Si la femme meurt avant d'avoir accom-

pli cette formalité, ses héritiers n'ont droit, au lieu de la moitié, qu'aux deux tiers de la moitié de la succession, le tiers restant venant grossir la part de l'époux survivant.

Telles sont les deux grandes lois qui régissent les successions des israélites marocains.

Remarquons enfin que dans n'importe lequel des deux régimes le frère aîné du défunt peut se voir attribuer la totalité de la succession à l'exclusion de tous autres héritiers, si, suivant la coutume hébraïque, il a épousé la veuve de son frère, ce qui s'appelle, nous l'avons vu, exercer le Yéboum ou Lévirat.

La juridiction compétente en matière de successions fut de tous temps le tribunal rabbinique; le dahir d'organisation judiciaire du 13 août 1914 confirma cette pratique.

★ ★

Disons maintenant quelques mots des donations chez les Juifs du Maroc ⁵ :

Le père ne peut donner plus de la moitié de ses biens s'il a un ou plusieurs fils, mais il peut tout donner s'il n'a que des filles. bien qu'une pareille action soit très blâmable et mal considérée de façon générale. Il est, en outre, un principe rigoureux qui interdit toute donation si les personnes que l'on a à sa charge doivent en souffrir; or, on est censé souffrir lorsqu'on ne dispose pas d'au moins le double de ce qu'il faut pour vivre dans l'indigence.

Notons, à ce sujet, que le Talmud interdisait au Juif de demander l'aumône s'il avait mille pièces d'argent de l'époque (on en a déduit qu'il pouvait le faire s'il n'en avait que 999), et que la même loi sacrée recommande aux hommes de bien de faire preuve de véritable sagesse en refusant d'accepter des hommes aucun don et en mettant toute leur espérance en Dieu seul qui pourvoit chaque créature de ce dont elle a besoin.

La donation peut être faite sous condition suspensive ou résolutoire; ainsi la chose donnée peut faire retour au donateur en cas de prédécès du donataire ou en cas de prédécès du donataire et de ses descendants.

Les donations sont révocables sauf si le donataire est décédé ou atteint d'une maladie mortelle, ou si, grâce au crédit dont la

(5) Jules Lévy : Les donations dans la législation mosaïque, 1927.

donation l'a fait bénéficié, il a contracté une dette, sauf également si la donation ayant été faite en vue du mariage du donataire celui-ci s'est marié; peu importe qu'il ait, ou non, répudié sa femme depuis.

Toutes ces règles sont édictées par le Talmud, mais reçoivent, en fait, peu d'applications, la pratique des donations étant très peu répandue chez les Juifs marocains.

CHAPITRE V

Les mellahs marocains et le droit de propriété des Juifs

Nous nous proposons d'étudier dans ce chapitre la condition juridique des mellahs marocains; nous dirons d'abord quelques mots sur leur situation et leur origine, puis nous verrons à qui en appartient la propriété, des Juifs ou du Maghzen; nous étudierons ensuite certaines dispositions particulières de la loi rabbinique concernant la propriété immobilière, et nous terminerons en appréciant l'étendue du droit de propriété des Juifs au Maroc.



La plupart des villes marocaines renferment un mellah, quartier fortifié, clos de hautes murailles, où les Juifs sont obligés d'habiter. Ce quartier leur fut assigné par le Sultan, soit au moment de leur établissement dans la région, pour les protéger contre l'animosité et le pillage des musulmans, soit au contraire par haine des Juifs ¹, soit enfin lorsque, pour des raisons de politique ou d'intolérance, les princes les exilèrent de leur quartier primitif pour les grouper dans un autre (Fès, Meknès, Marrakech).

Les mellahs sont situés le plus souvent tout près de la citadelle (kasbah), où se tenait le gouverneur de la ville, parce que les autorités aimaient avoir sous la main leurs Juifs qui furent fréquemment pour eux d'habiles agents diplomatiques et dont certains leur apportèrent un précieux appui financier.

On invoque ² aussi, pour justifier cet emplacement, une règle de protection qui trouverait sa source dans le chapitre V du Coran,

(1) A Rabat, par exemple, où l'on a invoqué la profanation des mosquées et des querelles entre enfants juifs et musulmans, pour les confiner dans un quartier spécial. (*Note de l'auteur.*)

(2) Mathilde Zeys : Mellahs marocains, in *Tour du Monde*, 1926, page 84.

lequel recommande d'excuser les Juifs, de pardonner leurs défauts, et d'être généreux envers eux, et le chapitre IX, qui déclare que les Juifs et les Chrétiens doivent être protégés moyennant tribut ³.

Toutes les villes marocaines n'ont pas obligatoirement un mellah; c'est ainsi qu'à Tanger il y a certains quartiers plus spécialement habités par les Juifs, mais ils ne leur sont pas réservés et l'on y trouve aussi des Musulmans. Quant à Rabat, son mellah ne fut créé qu'en 1808 par le Sultan Mouley Suliman; antérieurement, les Juifs vivaient groupés dans un autre quartier de la ville où habitaient également des Arabes.

Le premier mellah fut créé à Fès par les Mérinides en 1275; voici dans quelles conditions ⁴ :

Dès qu'il eut fondé Fès vers l'an 805 de notre ère, Idris imposa aux réfugiés juifs qui affluèrent vers la nouvelle capitale de résider dans la partie nord de la ville; mais, à la fin du xiii^e siècle, le nombre des Juifs augmentant sans cesse, la ville était devenue trop petite, et le Sultan Mouley ben Abdallah bâtit à côté d'elle Fès Djedid, la ville blanche; les Juifs, qui étaient devenus très puissants, s'y installèrent aussitôt. Le danger qu'ils représentaient frappa l'émir Yacoub qui résolut de les confiner dans un quartier spécial de la ville édifié sur un emplacement nommé al-mellah (la source salé — la saline) et qu'un petit nombre de Juifs avaient acquis en 1249 dans des circonstances que nous exposerons plus loin. C'est sous cette appellation que le ghetto fut connu; de nom propre ce terme devint un nom commun et passa de Fès dans les autres villes du Maroc pour désigner le quartier assigné aux Juifs. Le mellah de Fès est donc à tous égards le plus ancien du Maroc.

Bien entendu, les Juifs de Fès refusèrent de se transporter au mellah et il fallut, pour les y contraindre, les sommer de se convertir ou d'évacuer la médina ⁵. L'ultimatum du Sultan eut pour effet d'amener à l'islam un grand nombre de Juifs; restant dans la médina, ils accrurent leur influence et leur fortune, si bien qu'aujourd'hui un grand nombre de familles nobles et puissantes de Fès sont de souche juive.

Le mellah de Fès fut pendant longtemps le plus important du

(3) A Fès, aux origines, il était de 300.000 francs par an.

(4) Henri GAILLARD : *op. cit.*, pages 43 et suivantes.

(5) Actuellement encore il y a à Fès dans la médina beaucoup de maisons qui portent le nom de leurs anciens propriétaires juifs, une d'entre elles fut, dit-on habitée par Maimonide et sous chacune de ses treize fenêtres était fixée une cloche, aussi l'appelle-t-on encore aujourd'hui la maison des treize cloches. (*Note de l'auteur.*)

Maroc; mais la fondation de Marrakech, en 1063, amena la constitution, dans le Maroc méridional, d'un nouveau centre juif où affluèrent les propriétaires juifs et judaïsants de l'Atlas. Aujourd'hui, les mellahs de Marrakech et de Casablanca constituent les deux centres juifs les plus importants du Maroc.

Le mellah étant créé de toutes pièces par la volonté du Sultan, le plan en paraît déterminé de façon caractéristique; le plus typique est celui des petits mellahs qui, malgré l'accroissement énorme du chiffre de la population, n'ont pas été agrandis (Salé). A Marrakech, le mellah appelé B'Hira est sordide; à Casablanca également, tandis qu'à Meknès, où il vient d'être rebâti, il se compose de rues propres aux maisons bien aérées. Néanmoins, quel que soit l'état du quartier juif, et bien qu'une des premières mesures prises après le Traité du Protectorat ait été l'abolition de la contrainte pour les Juifs de vivre dans le mellah, peu nombreux sont ceux qui ont quitté leur quartier pour se répandre dans la ville européenne, tant est grand l'attachement du peuple d'Israël à ses traditions séculaires.



Examinons maintenant la situation juridique du mellah. Il faut distinguer le sol sur lequel les constructions sont édifiées et les habitations elles-mêmes.

Les emplacements furent primitivement la propriété exclusive des Juifs qui purent à leur gré y édifier toutes constructions qu'ils jugeaient utiles; mais cet état de choses cessa bientôt par la crainte des Sultans de voir ainsi se former un Etat juif dans l'Etat marocain; aussi, les Mérinides décidèrent-ils, au xiv^e siècle, que la faculté pour les Juifs d'édifier leur serait concédée par un dahir délivré par l'Iman, et que l'objet de la concession ne serait pas la toute propriété du sol qui, précisèrent-ils, appartient au Maghzen, mais la jouissance gratuite pour y construire et y habiter⁶. Le sol des mellahs, à partir de cette époque, ne put donc plus être approprié privativement ou aliéné, sans que l'on pût toutefois en inférer que les constructions qu'il renfermait appartenaient à l'Etat.

Depuis l'établissement du Protectorat, la situation juridique des mellahs, au regard du Maghzen, n'a pas changé; en effet, une Commission, désignée par le Secrétaire Général du Protectorat et

(6) Lucienne SAISSET : Les propriétés israélites au Maroc, in Société Asiatique, 1934, pages 67 et 68.

réunie le 6 mars 1917 à la Résidence, a admis le principe suivant lequel le sol des mellahs est présumé appartenir au Maghzen ⁷.

Si les emplacements réservés aux Juifs ne sont pas leur propriété, il en est autrement des constructions élevées sur ces terrains; le fait d'édifier un immeuble constitue un droit réel permettant de disposer en pleine propriété des édifices ainsi construits; un Juif peut donc vendre, de ces biens, ce qui est transmissible, et ce, à quiconque, sans distinctions. Aussi les achats et ventes d'immeubles au mellah, tant entre Juifs qu'entre Juifs et musulmans, se sont-ils toujours effectués sans restrictions d'aucun genre, par adouls et cadis (seuls compétents en matière immobilière, nous l'avons vu), et souvent entre grands personnages, comme l'attestent certains titres qui existent encore dans les archives du Maghzen où nous voyons, par exemple, que le Sultan Moulay Abd-ar-Rabman Ben Hicham, avait acheté au mellah de Marrakech une maison et la moitié d'une synagogue, revendues peu après au Juif Bensimon.

Toutefois, un immeuble du mellah appartenant à un musulman ne pouvait être vendu à un Israélite sans autorisation spéciale du Pacha; le gouvernement craignait, en effet, que les Juifs ayant la faculté de convertir leurs capitaux en immeubles, ne spéculassent de ce côté avec une adresse et une avidité excessives. Ces précautions n'empêchaient pas les Juifs d'utiliser pour d'autres fins le droit qui leur était concédé de louer ou acheter des immeubles au mellah; par exemple, pour tourner la prohibition légale du prêt à intérêt, les juristes juifs imaginèrent une sorte d'antichrèse appelée Maskouna, établie par les notaires sous les formes suivantes qui lui enlèvent son caractère de prêt usuraire ⁸ :

Primus désire emprunter 10.000 francs par antichrèse Maskouna; il consent au prêteur Secundus un bail sur un immeuble à raison de un franc par mois en exigeant le loyer anticipé de 10.000 mois, soit 10.000 francs. A l'expiration des 10.000 mois la propriété se trouvera automatiquement libérée de l'antichrèse. Nous sommes naturellement ici en pleine théorie, mais on remarquera que tout intérêt est soigneusement écarté. Chacune des deux parties y trouve un avantage : le prêteur Secundus est considéré comme ayant pris à bail un immeuble moyennant un loyer mensuel infime, mais en versant à l'avance ce loyer pour un temps considérable; admis à tirer parti de l'immeuble, il l'occupe ou le sous-loue, cette

(7) Lucienne SAISSET, pages 77 et 78.

(8) Ismaël HAMET : op. cit., page 125.

fois à un prix normal; son occupation ou les loyers perçus constituent alors une rémunération convenable de l'argent prêté.

Le débiteur antichrésiste Primus conserve la faculté de rembourser la somme empruntée en défalquant le loyer d'un franc par mois pour tout le temps écoulé jusqu'au moment du remboursement. Tant qu'il n'use pas de cette faculté le contrat se poursuit dans les mêmes conditions et le créancier Secundus ne peut jamais exiger le remboursement. Primus a un autre avantage : si l'immeuble donné en maskouna est détruit par un incendie ou tombe en ruines, le créancier Secundus n'a de recours contre lui que jusqu'à concurrence de la valeur du terrain.

En résumé, les caractéristiques essentielles de la maskouna sont les suivantes :

1° Réduction automatique de la somme prêtée d'une mensualité fixée par le contrat; c'est le montant de cette mensualité qui est considéré comme le loyer payé par le prêteur locataire.

2° Impossibilité pour le prêteur d'exiger le remboursement du capital prêté jusqu'à l'expiration du contrat, c'est-à-dire pratiquement, jamais.

Les maskounas ne jouent qu'entre israélites, elles n'ont aucune valeur authentique aux yeux de la justice musulmane et doivent être obligatoirement dressées par les notaires israélites⁹.

Les locations d'immeubles situés dans les mellahs étaient extrêmement fréquentes, certains Juifs préférant vivre en groupe dans la même maison pour tirer un profit de leur propre habitation en la donnant à bail. Aussi une réglementation spéciale en tarda-t-elle pas à être édictée par les notaires israélites sous le nom de la Hazaqâ, étant donné la multiplicité des locations et le prix élevé qu'elles atteignaient.

Lorsqu'un israélite loue le premier un immeuble d'un non israélite il acquiert un droit de priorité sur cet immeuble à l'égard de ses coreligionnaires. Cette priorité est destinée à mettre le premier locataire à l'abri de toute éviction de la part de ses coreligionnaires pouvant résulter d'une surenchère de loyer existant. En vertu de ce droit, aucun candidat locataire israélite ne peut louer l'immeuble grevé de hazaqâ qu'avec le consentement du premier et après accord avec lui sur le taux de l'indemnité découlant du droit de hazaqâ.

(9) R. DELPORTE : De certains contrats spéciaux appliqués en Afrique du Nord. Alger, 1895. pages 171 et suivantes.

Ce droit est cessible à titre gratuit et onéreux et se transmet par voie d'hérédité.

Les origines et le régime de la hazaqâ sont définis de la manière suivante par Mohammed As-Sanousi ¹⁰ :

« Les Juifs avaient le droit d'acquérir des propriétés immobilières en dehors du mellah jusqu'au jour où l'émir Yacoub leur retira ce droit; le gouvernement leur assigna alors des quartiers spéciaux pour leur habitation; ces quartiers devinrent bientôt trop étroits pour les contenir et les loyers atteignirent, par suite de la demande croissante, des chiffres fort supérieurs à la valeur locative des immeubles; alarmés par cet état de choses, les Juifs firent part de leurs doléances à leurs rabbins qui décidèrent que le premier locataire juif d'un immeuble qui y allume sa lampe acquiert le droit exclusif d'y habiter moyennant le premier loyer, sans qu'aucun autre Juif puisse offrir au propriétaire pour cet immeuble un loyer supérieur. Si le détenteur de ce droit, dit de hazaqâ veut bien quitter cet immeuble pour qu'un autre y habite, il peut exiger du deuxième locataire une indemnité en compensation de la cession de son droit. Toutes ces règles sont nées de conventions entre Juifs résultant de mesures édictées par leurs rabbins.

« L'immeuble occupé par un Juif ne pouvait être occupé par un autre Juif qu'avec l'assentiment du premier; un immeuble occupé par un Juif ne pouvait plus être occupé par un musulman, aussi, le propriétaire se voyait contraint de maintenir son locataire. »



Les Sultans cherchèrent à différentes reprises à s'approprier les constructions mêmes des mellahs; Mouley Mohammed el Mahidi (fondateur de la dynastie saadienne), au nom du Coran qui interdit aux Infidèles la possession de biens immobiliers, s'attribua la propriété des maisons les plus riches des mellahs de Meknès et de Marrakech en 1551. Mouley Rachid décida, au siècle suivant, que chaque fois qu'un Juif ne pourrait acquitter les arrérages qu'il devait à la douane, il serait dans l'obligation de livrer sa maison au Maghzen; c'était, en effet, une coutume de ne payer qu'irrégulièrement les droits de douane sur les marchandises reçues. Chaque commerçant avait un compte débiteur en douane, mais il ne

(10) Louis MILLIOT, in Recueil de Jurisprudence chérifienne III, page 258.

le réglait que lorsqu'il le pouvait ou lorsque les autorités l'exigeaient; par application de cette décision, plusieurs maisons juives devinrent la propriété du Maghzen, spécialement à Rabat ¹¹.

Cette situation juridique a été consacrée par la Commission réunie le 6 mars 1917, dans les termes suivants : « Les israélites possèdent sur les constructions que renferment les mellahs un droit de propriété à condition qu'ils puissent produire un acte régulier d'achat ou de donation et qu'ils prouvent que la propriété de leurs habitations ne leur a pas été retirée par suite du non acquittement des Droits de Portes ¹². »

La présentation des titres de propriété a donc, elle aussi, une importance considérable pour établir la preuve du droit de propriété des Juifs dans le mellah. On se rendra mieux compte de cette importance en étudiant l'histoire du mellah de Fès ¹³ :

En l'an 5099 de l'ère israélite (1249 de notre ère), les Juifs ayant été expulsés de Fès sur l'accusation d'avoir rempli de vin les réservoirs des lampes de la Mosquée, acquirent au bas de la ville un terrain marécageux qui leur fut vendu au prix d'un dinar et d'une chéchia par palme. Les Juifs avaient, à cette époque, le monopole de la confection des chéchias; la palme était alors la mesure du pays; c'est là que fut édifié le mellah quelques années plus tard lorsque l'émir Yacoub chassa les Juifs de Fès Djedid.

En 5550 (1790), Mouley Jezid, le nouveau sultan, fit trembler tout le Maroc par ses actes de tyrannie, persécuta tout spécialement les Juifs et ordonna l'expulsion de ceux de Fès en leur assignant pour résidence la kasbah de Girara. Tout d'abord les Juifs protestèrent, affirmant que le Mellah était bien à eux; l'empereur leur demanda de présenter leurs titres de propriété qu'il ne se fit aucun scrupule de garder, puis il les expulsa du mellah qu'il fit occuper par les musulmans; ceux-ci y construisirent une mosqué ¹⁴.

À la mort de Mouley Jezid, les Juifs demandèrent à son successeur, Mouley Sliman, de leur restituer le mellah; celui-ci leur répondit qu'il ne se croyait pas le droit de donner suite à leur requête, son prédécesseur ayant disposé du mellah en faveur des musulmans, et surtout parce qu'il ne pouvait consentir à ce que la Mosquée, asile sacré édifié au Mellah, fût démolie ou profanée par des Juifs. Cependant, voyant par l'enregistrement sur les archives de

(11) Rapport de l'Association de l'Alliance israélite, 1902, page 8. par M. Conquy.

(12) Gazette des Tribunaux du Maroc, 21 novembre 1917, page 8.

(13) Georges COLIN : Mellah, in Encyclopédie de l'Islam, 1927, page 95 et suivantes.

(14) SEMACH : Une chronique juive de Fès, in Hespéris, 1934, page 79 et suivantes.

Mouley Idris et par d'autres documents existant à l'époque que le mellah était incontestablement la propriété des Juifs, il consulta les théologiens musulmans les plus réputés afin d'être éclairé sur le point religieux qui le préoccupait; ceux-ci déclarèrent qu'une mosquée bâtie sur un emplacement usurpé ne pouvait avoir aucun caractère de sainteté ni être considérée comme un asile sacré.

Le sultan Mouley Sliman crut de son devoir, non seulement de restituer le mellah aux Juifs, mais encore de leur délivrer un dahir reconnaissant que si le sol du mellah était la propriété de l'Etat, les habitations édifiées sur son emplacement appartenaient aux Juifs, sauf indemnité aux anciens occupants pour les améliorations qu'ils auraient pu y apporter. Malheureusement ce document a disparu à la suite des divers pillages dont le mellah fut le théâtre de la part des Arabes, dès promulgation du dahir.

Il existe encore au mellah des traces de la mosquée; la maison qui fut construite sur son emplacement est désigné sous le nom de Dar Djamâa, maison de la mosqué¹⁵. Le mellah de Fès est aujourd'hui en pleine activité, il est constitué par vingt-deux rues qui abritent près de 12.000 personnes.

Les titres de propriété furent encore contestés par les Français au début de l'occupation, mais ils furent aussitôt fournis aux autorités françaises et sont maintenant acquis à la Communauté juive de cette ville.



Jusqu'à l'établissement du Protectorat, les Juifs n'avaient pas le droit d'être propriétaires, en dehors du mellah, sauf à Tanger; ils pouvaient seulement louer des immeubles ou des foundouks, cela à leurs risques et périls, le propriétaire ou le Pacha étant en droit de les expulser à tout moment, sans motif.

Ces mesures ne furent prises qu'au xvii^e siècle, car, jusque là, ils pouvaient acquérir des maisons de campagne qu'ils habitaient pendant la belle saison et des jardins qu'ils cultivaient. Si les Juifs des villes n'étaient pas possesseurs de terres labourables, ce n'est pas que l'acquisition leur en fût interdite, mais simplement parce qu'ils n'auraient pas trouvé de fermiers (khammès) qui voulussent

(15) Tout ce qui précède est également narré dans un petit ouvrage intitulé *Yahas Fas*, chapitre des catastrophes, article 31, fait en 5639 (1879), par le grand rabbin Abner Israël Tasserfaty, en réponse à des questions sur plusieurs points concernant la communauté israélite de Fès qui lui avaient été posées par l'Alliance Israélite Universelle de Paris, et l'Anglo-Jewish Association de Londres.

travailler pour eux. Ils auraient pu, il est vrai, cultiver la terre et l'exploiter eux-mêmes, mais la faible sécurité qui existait pour les Juifs des villes était tout à fait nulle dans les campagnes; ils se seraient trouvés continuellement en danger d'être attaqués par des malfaiteurs qui savaient bien, dans ce cas, n'avoir que peu à craindre de la justice du pays.

Aux environs de leurs maisons de campagne, les Juifs cultivaient non seulement leurs jardins, mais encore d'assez vastes terrains, aidés par leurs coreligionnaires pauvres, et ils y récoltaient du blé et de l'orge.

C'est un dahir du 25 juin 1668, qui interdit aux infidèles de posséder des biens immobiliers en dehors du mellah et ordonna aux Juifs de vendre leurs terres et leurs jardins à des cultivateurs musulmans ¹⁶.

★
★ ★

On peut dire qu'actuellement encore, le droit de propriété immobilière des Juifs marocains n'est pas absolu, car le Gouvernement du Protectorat ne leur a reconnu que le droit d'acquérir des immeubles ou des terrains en dehors du mellah; à l'intérieur de celui-ci, les autorités françaises ont maintenu l'ancienne distinction : les Juifs sont propriétaires de leurs maisons, mais à aucun titre ils ne peuvent acquérir la propriété du sol qui appartient au Maghzen, et qui est, en conséquence, inaliénable.

(16) DELPONT : op. cit., page 191.

CHAPITRE VI.

Problème posé par la constitution de l'état civil des Juifs marocains

Parmi les multiples tâches qui incombent à la France au Maroc, une des plus délicates à entreprendre, une des plus lentes à réaliser, est certainement la constitution d'un état civil dans les milieux indigènes.

Problème complexe à la fois politique, juridique et social, mais problème qui se pose nécessairement et dont on ne peut retarder indéfiniment la solution, car l'état civil seul permet d'identifier l'individu jusque là perdu dans la masse; il fait connaître son nom exact, l'âge auquel il peut exercer certains droits et être soumis à certaines obligations; l'état civil renforce la constitution de la famille, surtout lorsqu'il impose un nom patronymique; il aide au bon ordre de la société, il permet le contrôle des naissances, des mariages, des divorces, des décès.

Au Maroc ¹, la constitution d'un état civil indigène n'est même pas ébauchée. Un état civil a bien été institué par le dahir du 4 septembre 1915, mais il n'a été ouvert à ses débuts qu'aux Français et aux étrangers. L'arrêt viziriel du 5 janvier 1916 a même eu soin de rappeler que les indigènes ne pouvaient avoir recours à l'état civil. C'est un dahir du 13 septembre 1922 qui a donné latitude aux sujets marocains, israélites et musulmans, de déclarer les naissances et les décès, dans les circonscriptions ouvertes à l'état civil. Mais ce n'est là qu'une simple faculté, aucune sanction n'oblige les indigènes à faire ces déclarations. « On a voulu, dit une circulaire de l'Administration, écarter pour les sujets marocains, musulmans et israélites, toute immixtion obligatoire de l'autorité française dans les manifestations de leur vie familiale. » Au Maroc, la notoriété pour les indigènes tient encore lieu d'actes d'état civil.

(1) Le CAMPION : Contribution à l'étude de l'état civil de la zone française de l'Empire Chérifien. (Paris, 1922.)

Il faut reconnaître que le musulman comme le Juif ne se prêtent pas toujours de bonne grâce aux formalités administratives; aussi faudra-t-il procéder par paliers, ne pas les heurter, les amener progressivement à un état de choses qui de prime abord les effraye mais dont ils apprécieront plus tard l'utilité. C'est pourquoi l'état civil est généralement d'abord facultatif; c'est le stade auquel se trouve le Maroc, celui qui a duré en Tunisie de 1886 à 1920. Mais l'état civil facultatif ne peut être qu'une période d'attente, d'initiation; il ne remplit pas son rôle, aussi l'état civil doit-il devenir obligatoire d'abord pour les déclarations des naissances et des décès, ensuite pour les déclarations des mariages, des divorces et des répudiations.

Pour arriver à englober dans les mailles de l'état civil tous les indigènes, deux solutions sont possibles : laisser agir le temps, attendre que génération par génération toute la population ait été inscrite sur les registres de naissance et ordonner alors la déclaration obligatoire des mariages et des divorces; cette dernière formalité n'étant possible que si l'identité des intéressés est certaine et résulte d'un acte de naissance. Cette voie est facile mais n'est pas rapide. Un délai d'un siècle environ est nécessaire. Si cent ans dans la vie d'un peuple est peu, cent ans pour une réforme est trop, ce n'est plus qu'une vaine espérance. C'est pourtant la solution qui a été adoptée en Tunisie. Ou bien — seconde méthode — faire un recensement général de toute la population indigène, inscrire tous les habitants sur des registres et leur fixer un lieu et une date de naissance approximative; tâche considérable, mais qui donne des résultats immédiats. C'est cette voie qui a été suivie en Algérie par la loi de 1882; il serait souhaitable qu'elle fût aussi suivie au Maroc.

Pour donner à l'état civil ainsi organisé une réelle utilité, une portée pratique avec tous les avantages connus de l'institution, il est presque indispensable que chaque famille ait un nom patronyme. Or, au Maroc, l'indigène n'est désigné le plus souvent que par son prénom suivi de celui de son père. Il est bien difficile alors, sans fil conducteur, de remonter, de génération en génération, le sillage d'une famille, avec simplement des prénoms dont certains reviennent fréquemment, Jacob, fils de Jacob, Abraham, fils d'Isaac, etc... Un état civil aménagé dans de telles conditions ne peut, tout au plus qu'établir l'identité de la génération en cours.

On s'est contenté, au Maroc, d'uniformiser l'orthographe des noms et prénoms. Une commission de professeurs judaïsants, réunie en mars 1935, a établi un répertoire alphabétique des noms de

Juifs marocains usités en zone française du Maroc; il a été recommandé aux officiers d'état civil d'orthographier ces noms dans les actes de l'état civil (lorsque les Juifs se décident à faire les déclarations nécessaires), en conformité de ce répertoire.

L'état civil une fois institué, il faut veiller à l'exécution de la loi, et ce n'est pas là la tâche la moins ardue; elle exige une surveillance continue; l'indigène a vite fait d'oublier les prescriptions de la loi; les déclarations des mariages et des divorces exigent la surveillance la plus attentive et sont d'ailleurs les plus difficiles à réglementer. D'après la loi hébraïque comme d'après la loi musulmane le mariage est un acte purement consensuel qui n'est assujéti à aucune forme sacramentelle, la présence de deux témoins suffit; quoiqu'en pratique, les israélites recourent ordinairement à l'acte écrit, à la kitoubba; le mariage à la suite d'un lévirat n'exige également aucun écrit. Or, obliger l'indigène à déclarer ces actes à l'état civil, n'est-ce pas en modifier la nature, imposer un formalisme inconnu des lois coutumières?

La loi de 1930 a résolu la difficulté en Algérie de la manière suivante : pour faire cette déclaration à l'officier d'état civil, l'indigène doit produire un acte du cadî ou du rabbin comme preuve de son mariage, de sa répudiation définitive ou de son divorce. L'officier de l'état civil ne peut recevoir ces déclarations que sur le vu de l'acte reconnaîtif dressé par le juge. Cette obligation de recourir à un acte reconnaîtif n'est pas une disposition d'ordre civil, mais une prescription de police. Cette formalité n'est pas imposée pour la validité de la convention; la nature de l'acte n'est pas modifiée, ce dernier reste consensuel. L'acte de l'état civil n'est qu'un mode de preuve, il ne constitue pas l'acte lui-même; l'indigène qui n'a pas fait de déclaration peut toujours prouver son mariage par les modes de preuves que la loi musulmane ou rabbinique.

Le même principe devra être observé au Maroc et en Tunisie, quand on voudra rendre obligatoire la déclaration des mariages et des divorces, car, plus encore qu'en Algérie, le statut personnel des indigènes doit être respecté, conformément à la loi du protectorat, aussi bien pour les israélites que pour les musulmans.

Lorsque la constitution de l'état civil obligatoire sera chose accomplie au Maroc, un autre problème se posera : l'état civil prévoit et organise lui-même une forme de mariage, forme civile, distincte de celle prévue par la loi indigène; les Marocains pourront-

ils contracter mariage en la forme de l'état civil? Si oui, quelle loi régira alors leur union, loi française, ou chérifienne?

Actuellement, en principe, l'indigène ne peut pas se marier en la forme de l'état civil, cette forme ne lui est pas ouverte; et le serait-elle, qu'il ne le pourrait pas davantage, car elle est incompatible avec son statut. Pourtant, la pratique administrative a admis qu'un indigène pouvait se marier valablement devant l'officier d'état civil lorsqu'il épousait un Français ou un étranger, c'est-à-dire en cas d'union mixte; et la Cour de Cassation, dans un arrêt du 3 mars 1937, a même jugé que pour les mariages mixtes au Maroc, la forme civile était seule valable. Cette pratique ne peut guère être approuvée; le mariage mixte n'est valable pour l'indigène, Juif ou Musulman, que s'il a été célébré en forme de son statut personnel, seule forme autorisée pour lui dans son pays. D'autre part, si on admet la validité du mariage célébré en la seule forme de l'état civil entre un Marocain et une Française, par exemple, comme l'autorise la pratique administrative, et-à plus forte raison si l'on déclare nul un mariage célébré en une forme locale coutumière entre une juive marocaine et un Français, comme l'a fait la Cour de Cassation, on aboutit, alors que chacun des deux époux a conservé sa nationalité d'origine, à un conflit insoluble de législation.

Aux termes de l'article 4 du dahir sur l'organisation judiciaire au Maroc, le règlement des contestations relatives au statut personnel et aux successions des indigènes est expressément réservé aux juridictions chérifiennes pour les musulmans, et rabbiniques pour les Juifs; et il a été jugé que cette compétence s'imposait en matière successorale alors même que parmi les successibles il y avait des ressortissant des tribunaux français². Ainsi, le tribunal rabbinique, qui ne connaît qu'une seule et unique loi, celle de Moïse, compétent pour s'occuper de la succession de la femme israélite marocaine, ne reconnaîtra aucune valeur au mariage célébré en la forme de l'état civil et, par suite, ne reconnaîtra aucun droit successoral au mari. Inversement, alors même que le mariage more judaïco au Maroc aura été déclaré nul par la juridiction française, le tribunal rabbinique lui reconnaîtra sa pleine efficacité, et le mari, bien que non marié d'après la Cour suprême, sera appelé légalement à la succession de son épouse « illégitime ».

(2) Cour d'Appel de Rabat : Arrêts des 15 mai 1934 et 23 janvier 1937, in *Recueil Penant*, 1936, 2, 61 et *Gazette des Tribunaux du Maroc*, 13 mars 1937.

Les tribunaux musulmans et rabbiniques ne sont pas liés, en effet, par la décision de la justice française (sauf en matière de compétence), puisque, comme l'a jugé la Cour de cassation elle-même, confirmant la jurisprudence de la Cour de Rabat, les juridictions locales sont dans une indépendance absolue à l'égard de la juridiction française et réciproquement. Aussi a-t-on pu dire que le mariage à la municipalité entre époux dont l'un est Marocain, n'est « qu'une parodie de mariage » dénuée de toute valeur légale ³. En effet, l'officier de l'état civil proclame les époux « unis au nom de la loi »; il serait utile de connaître cette loi pour le conjoint indigène; ce n'est pas sa loi puisque, d'après son statut personnel, il n'est valablement uni que par le mariage religieux; ce n'est pas non plus la loi du Protectorat puisque celle-ci prévoit expressément que l'état civil n'est pas accessible à l'indigène, tant juif que musulman, en ce qui concerne le mariage.

Cette situation entraîne évidemment de nombreux conflits, et en entraînera davantage le jour où seront obligatoires pour les indigènes les déclarations auprès de l'officier de l'état civil : en particulier l'époux indigène pourra obtenir la dissolution de son union conformément à son propre statut, statut qui régira les formes et les conditions de dissolution, il pourra répudier sa femme, et cette répudiation le déliera des liens du mariage sans qu'il soit nécessaire, tout au moins à son égard, de recourir à une instance judiciaire. Et en l'absence de toute réglementation sur ce point, un acte établi par l'officier d'état civil se trouvera annulé par simple volonté de l'un des conjoints et cette dissolution ne sera même pas transcrite sur les registres de l'état civil.

Ainsi, la solution du problème des unions mixtes au Maroc est délicate; une double célébration en la forme locale coutumière et en la forme civile donnerait à l'union une réelle valeur et à l'égard du conjoint indigène et à l'égard du conjoint étranger. Mais ce serait là une solution imparfaite, une double célébration n'est pas possible dans tous les cas. Certains mariages ne peuvent, en effet, en raison de la diversité de religions, être célébrés en une forme locale. La loi hébraïque n'admet le mariage qu'entre Juifs.

M. Decroux propose une solution qui nous paraît la plus pratique et la plus complète ⁴ : autoriser expressément par un texte législatif local les indigènes à se marier en la forme civile en cas

(3) Salomon TIBI : Le Statut personnel des Israélites, Tome II, page 42, 1921.

(4) P. DECROUX : Constitution de l'état civil en Afrique du Nord, Alger.

d'union mixte; soumettre à la compétence des tribunaux français les litiges nés de ces unions, en particulier faire sanctionner dans tous les cas la dissolution du mariage par l'autorité judiciaire; rendre l'indigène ainsi marié justiciable des tribunaux français pour ce qui concerne son statut personnel, tout au moins la liquidation de sa succession. Le tribunal français, tribunal laïque, appliquerait la loi du Protectorat pour la validité du mariage et la loi personnelle pour les autres questions de statut.

Toutes ces difficultés que nous venons d'étudier entravent évidemment l'institution de l'état civil dans les milieux indigènes du Maroc. Mais peut-être, avant d'arriver à un régime uniforme, général et parfaitement organisé, serait-il possible, dès à présent, d'opérer la réforme suivante : adapter l'état civil du Maroc pour les déclarations des mariages, des divorces, des répudiations reçus en une forme coutumière, envisager de rendre obligatoire la déclaration des naissances et des décès pour les indigènes juifs et musulmans, en procédant progressivement, circonscription par circonscription. Cette réforme serait un premier pas dans la voie de l'institution d'un état civil pour les indigènes, institution éminemment utile aux points de vue civil, politique et social.

CONCLUSION

Après avoir étudié la condition des Juifs marocains aux points de vue économique et juridique, nous pouvons constater que l'immense majorité d'entre eux, enfermés dans des ghettos, dépossédés de la terre, réduits aux petits métiers, aux besognes dédaignées, est devenue un véritable bloc qui, malgré les persécutions, a duré. Il est indestructible en tant que bloc religieux et même racial, malgré les diversités d'origine.

Une des grandes raisons en est que, comme chez tous les nomades orientaux, ce n'est pas la terre, l'établissement sur une terre déterminée qui constitue le fondement de ce qu'on peut appeler son essence nationale, c'est la tribu. L'indestructibilité du peuple juif serait un phénomène incompréhensible si l'on ne se rendait pas d'abord bien compte de ceci qui est si profondément étranger à nos conceptions occidentales; le Juif ne peut pas disparaître, il ne peut pas se laisser absorber, justement parce qu'il n'a pas besoin d'une terre à lui pour rester « lui ». Partout où elle se trouve la tribu juive est chez elle, et toutes les interdictions de sa religion formaliste multipliées à l'infini depuis les grands exodes, ont eu justement pour objet d'affermir chez le Juif la conscience de son unité, de sa personnalité de tribu, en l'empêchant de manger, de boire, de vivre avec les races et les peuples qui le cernent et qui semblent, par la supériorité du nombre, facilement le réduire. C'est ainsi qu'une race, une tribu, une fraction de tribu, devient une caste. Les Juifs sont un peuple qui est une caste : impénétrable, inassimilable, fermée à l'étranger; et, au contraire, à l'époque des conversions, ils ont pu absorber tout naturellement les fractions d'origine non juives qui adoptèrent leur Loi, vécurent sous leur signe, et qui, observant les mêmes interdictions, furent, par cela même, séparées à jamais de la race et du peuple dont elles faisaient auparavant partie.

Mais ce formalisme extérieur des Juifs ne met nul obstacle à leur indépendance individuelle; ils acceptent toutes les civilisations, profitent de toutes, et la civilisation occidentale étant celle qui leur accorde, comme individus, le plus de libertés, c'est de celle-là qu'ils profitent davantage. Parmi les orientaux, le Juif est le seul à en tirer tous les bénéfices; alors que l'Arabe islamisé met sa fierté à ne pas se laisser pénétrer, même par l'extérieur, à conserver son statut civil qui se confond avec le statut religieux, même à ne pas porter le costume européen (du moins garde toujours le fès ou le turban, marque et insigne d'une séparation), le Juif s'euro-péanise, non pas seulement avec résignation, mais avec une sorte de fougue, d'allégresse violentes.

Sans la France, les Juifs en seraient encore à la civilisation de notre Moyen-Age. Il a fallu le Protectorat, l'école, le contact avec les Français pour améliorer leur situation, relever le moral si affaibli de cette société et la faire progresser dans l'ordre intellectuel et social et dans le domaine de la richesse matérielle.

Il appartient maintenant aux Juifs de montrer qu'ils ont compris l'importance du don qui leur a été fait en devenant fidèles sujets du maghzen et loyaux serviteurs de la France.

Qu'ils rapprochent d'ailleurs la condition dont ils jouissent en zone française de celle de leurs coreligionnaires de la zone espagnole. En lisant l'ouvrage de M. Manuel Ortéga qui se charge de nous renseigner à cet égard « sur l'indifférence des gouvernants et l'ignorance où vivent la majorité des Espagnols en ce qui touche aux israélites » ¹, on comprend que la France doit être considérée comme la nation rédemptrice du peuple juif au Maroc. « Nous avons transformé en quelques heures toute la vie d'un peuple qui, endormi dans le moyen-âge, s'est réveillé dans un siècle nouveau, chargé des plus douces espérances, avec un enthousiaste mouvement de curiosité et de désir vers la culture européenne. » ²

Il y a là à la fois un avantage et un danger; avantage qui s'est manifesté lors de notre installation où les Juifs ont été les intermédiaires entre les Arabes et nous-mêmes; danger qu'ils envahissent notre administration, notre haut commerce, notre haute finance. Mais ce danger a été enrayé par la mise en application du nouveau statut des Juifs, qui n'atteint d'ailleurs pas les masses juives du mellah, mais certains éléments avancés, ambitieux et inquiétants.

(1) Manuel ORTÉGA : Les Juifs Espagnols, Tanger, 1940.

(2) Ed. FOURNIER : op. cit., page 81.

C'est à l'ombre tutélaire du protectorat français, dans le respect des traités et de l'autorité du gouvernement chérifien, que les israélites marocains ont accompli en peu de temps un bond considérable. Pour ne pas compromettre l'œuvre accomplie, il convient, à une époque où le statut des Juifs subit des modifications fréquentes, que les israélites du Maroc évitent de dresser contre eux un pan-arabisme dont l'ardeur combattive serait habilement exploitée par les ennemis de la France; musulmans et Juifs doivent pouvoir évoluer en conformité de leurs traditions et de leurs aptitudes respectives, sous la conduite éclairée de la France éducatrice qui a le scrupuleux souci de maintenir entre les descendants d'Israël et d'Ismaël une harmonie plus qu'e jamais nécessaire.

Quelle est donc, au Maroc, l'attitude présente de musulmans envers les Juifs?

Depuis l'établissement du protectorat français, les musulmans ont observé à l'égard des Juifs des villes une attitude correcte, malgré l'antagonisme latent qui persiste entre les deux races. L'autorité du Sultan, affermie et éclairée par l'intervention de la France protectrice a su éviter les chocs qui avaient si souvent ensanglanté dans le passé, les rapports entre musulmans et Juifs; tout au plus quelques mouvements de rue provoqués par les jeunes leaders du nationalisme marocain ont-ils dégénéré en tentatives, vite déjouées, de pillage des quartiers juifs; mais le souci historique des gouvernements marocains de ne pas laisser la minorité israélite (160.000 personnes sur 6.000.000 d'habitants), prendre de prépondérance dans le pays, demeure vivace. Les autorités chérifiennes veillent jalousement à ce qui les Juifs ne viennent pas s'installer à demeure dans les médinas, et s'opposent avec fermeté à l'engagement des femmes musulmanes comme domestiques des Juifs.

Cependant les rapports commerciaux entre Juifs et Arabes sont nécessairement très étroits; il semble curieux de voir deux peuples vivre côte à côte et chez lesquels la promiscuité n'engendre aucune intimité; des gens qui mélangent parfois leurs misères et que ces misères ne réunissent pas; qui sont en affaires continuellement, et entre qui la communauté d'intérêts ne crée aucune sympathie.

Il faut en voir la raison dans le fait que de profondes différences existent entre les deux peuples, malgré leur fond commun de sémitisme, et les isoleront toujours.

L'Arabe est silencieux, il tient à isoler et à morceler le plus possible le groupement humain, tandis que le Juif, bruyant, est amoureux de la vie commune à l'excès. La maison arabe, fermée,

grillagée, s'oppose à la maison juive ouverte à tout venant. Une race qui se garde, réticente, hostile à toute nouveauté, une race qui se donne, curieuse d'innovations, même des plus futiles. Le musulman ne se laissant jamais pénétrer par l'étranger, le Juif étranger est citoyen partout.

Cette différence se traduit même dans la vie intellectuelle : les Arabes possèdent un grand nombre de petites écoles où l'on n'enseigne que la lecture de la langue arabe et le Coran. Les Juifs, au contraire, ont toujours eu des écoles très nombreuses dans lesquelles les enfants nécessaires sont instruits aux frais de la communauté. De même, les Juifs s'occupent beaucoup de leurs pauvres et ont un grand nombre d'établissements de bienfaisance, alors que les Arabes se soucient peu de la misère de leurs coreligionnaires.

Plus l'Arabe est lui-même, plus il doit avoir d'éloignement naturel pour ce peuple étranger qui, fixé à sa terre par droit de propriété séculaire, ne rêve qu'évasion vers ce qu'il ne connaît pas. La mobile personne du Juif, pèlerin des nations, et son âme diverse sont si loin de l'Islam qu'on a la définitive impression que ce peuple n'est pas fait pour se fixer, mais pour errer.

De plus, les Arabes reprochent aux Juifs de tout prendre et de ne rien leur laisser; tous les emplois qui ne sont pas manuels ont été, disent-ils, accaparés par la jeunesse juive, dont l'attitude provocante, arrogante, les irrite. Il est certain que les Juifs ont de plus en plus tendance à s'alléger de la sujétion que leur ont si longtemps imposée les musulmans, conscients qu'ils sont de leur supériorité, et il est non moins évident que le besoin d'échapper à cette servitude est pour beaucoup dans l'effort juif vers la lumière et la liberté; ainsi s'est créée très vite cette bourgeoisie intellectuelle et d'affaires dont la puissance et l'avance dans tous les domaines sont indéniables et inquiétantes pour l'élément arabe.

Comment arriver à mettre fin à cet antagonisme latent entre Juifs et musulmans? Par une longue éducation qui transformerait les mentalités et les consciences, transporterait les gens du plan religieux sur le plan humain en même temps que sur le plan national et social.

Faire comprendre aux enfants juifs qu'ils ne doivent point maudire la religion des musulmans, qui ont autant de raisons de croire à leur doctrine qu'eux-mêmes à la leur; engager les Juifs à sortir de cet égoïsme sacré qui les pousse à s'isoler, à ne pas se mêler aux autres races, à ne pas essayer de les comprendre; pour-

suivre dans tous les milieux la lutte contre le fanatisme et l'ignorance, contre l'usure et la brutalité; faire comprendre aux jeunes israélites qu'ils ne doivent pas abuser de l'autorité qu'une circonstance fortuite peut mettre entre leurs mains, mais respecter la liberté d'autrui sans opprimer ni mépriser les autres à leur tour. voilà comment le problème du rapprochement judéo-musulman pourra être résolu.

★
★ ★

La société juive dispose aujourd'hui du cadre normal nécessaire à ses besoins, à son développement et à son rapprochement avec les Arabes, cadre qui n'a guère été modifié depuis l'établissement du Protectorat.

Pour ce monde fermé, qui attendait avec confiance, mais dans l'ignorance ses destinées nouvelles, le Maréchal Lyautey a été, là comme partout, le grand animateur, le chef de génie qui montre d'un doigt sûr la voie de l'avenir et y pousse son peuple avec clarté, fermeté et entrain.

Vu : le Président,
A. MESTRE.

Vu : le Doyen,
H. RIPERT.

Vu et Permis d'Imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages généraux

- ACCARIAS. — Précis de Droit Romain, Paris, 1880.
- BASNAGE. — Histoire des Juifs, La Haye, 1716.
- BÉDARRIDE (J.). — Les Juifs en France, en Italie, en Espagne, Paris, 1867.
- BERMANN (Léon). — Histoire des Juifs de France des origines à nos jours, Paris, 1937.
- BEUGNOT (Arthur). — Les Juifs d'Occident, Paris, 1824.
- BIBLE (La). — Traduite sous la direction de M. Zadoc Kahn, 1889.
- DOZY (Reinhart). — Histoire des Musulmans d'Espagne, Paris, 1868.
- ESMEIN (A.). — Cours élémentaire d'Histoire du Droit français, 14^e éd., Paris, 1920.
- GASNOS (R.). — Etude historique sur la condition des Juifs dans l'ancien droit, Thèse, Rennes, 1897.
- GIRARD. — Manuel élémentaire de Droit romain, Paris, 1898.
- GRAETZ. — Histoire des Juifs, Paris, 1869.
- HESCHEL (Abraham). — Maïmonide, Paris, 1936.
- JOSÈPHE (Flavius). — 1^o Contre Appion.
— 2^o Antiquités Judaïques.
— 3^o Histoire de la guerre des Juifs contre les Romains.
- MAIMONIDE (M.). — Choham Aroukh, trad. Jean de Pavly, Paris, 1899.
- MÉRIGNHAC (B.). — Traité de Droit international public, Paris, 1902.
- MOMMSEN ET MARQUART. — Antiquités romaines, Paris, 1881.
- PASTORET (J.). — Histoire de la législation, Paris, 1912.
- PICARD (Edmond). — Synthèse de l'antisémitisme, Bruxelles, 1892.
- PROCOPE. — Traité des Edifices, trad. Baumond, Paris, 1885.
- REINACH (Théodore). — Histoire des Israélites depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours, 5^e éd., Paris, 1914.
- SAINT AUGUSTIN. — Contre les Juifs.
- SAINT JÉRÔME. — Lettres.
- STRABON. — Géographie.
- TERTULLIEN. — Apologie.
- TIBI (Salomon). — Le statut personnel des Israélites et plus spécialement des Israélites tunisiens, Tunis, 1921.

II. — Ouvrages spéciaux

- ABNER ISRAEL HASSERFATY. — Yahas Fas, Tanger, 1879.
- ABOU YOUSSEF. — Roudh El Kartas (Le Jardin des Feuillettes), trad. Beaumier, Casablanca, 1860.
- ADDISON (C.). — Estat présent des Juifs de Barbarie, Londres, 1675.
- AUBIN (E.). — Le Maroc d'aujourd'hui, Paris, 1904.

- AVEZAC (D'). — L'Afrique septentrionale ancienne, Paris, 1844.
- BAKOUWI. — Maroc, Madrid, 1796.
- BECKER (Général). — D'Algésiras au Maroc d'aujourd'hui, Paris, 1930.
- BERGE (L.). — La juridiction française au Maroc, Rabat, 1940.
- BOURILLY (L.). — Réorganisation des tribunaux rabbiniques au Maroc, Rabat, 1923.
- BRAITHWAITS. — Histoire des Révolutions de l'Empire du Maroc, Londres, 1731.
- BUDGETT MEAKIN. .. Life in Morocco, Londres, 1905.
- CAHN (C.). — Le Divorce dans la législation talmudique, Paris, 1901.
- CAHEN (Abraham). — Les Juifs de l'Afrique septentrionale,, Constantine, 1867.
- CASTRIES (Comte DE). — Les Sources inédites de l'Histoire du Maroc, Paris, 1906.
- COHN (Hermann). — Mœurs des Juifs et des Arabes de Tétouan, Paris, 1927.
- COHEN (Elie). — La Polygamie dans les pays orientaux, Le Caire, 1909.
- COUR (A.). — Etablissement des dynasties des chérifs saadiens au Maroc, Paris, 1876.
- CROUZET-REYSSAC (Arnaud DE). — Le Régime des capitulations, Paris, 1921.
- DELACROIX (E.). — Un Mariage juif au Maroc, Rabat, 1923.
- DECROUX (Paul). — 1^o Constitution de l'état civil en Afrique du Nord, Rabat, 1939.
- 2^o Des actions en revendication de nationalité des Israélites marocains, Rabat, 1940.
- DELONCLE (J.). — Le statut international du Maroc, Paris, 1909.
- DELPONT (R.). — De certains contrats spéciaux appliqués en Afrique du Nord, Alger, 1895.
- DEREMBOURG (J.). — Histoire de la Palestine d'après le Tadmud, Paris, 1868.
- DEVAUX (A.). — La France et les protégés juifs aux Echelles du Levant, Paris, 1898.
- DRACH (E.). — Du divorce dans la synagogue, Rome, 1840.
- DULART (B.). — Juifs et Arabes, Alger, 1902.
- EISENBETH (Maurice). — Les Juifs de l'Afrique du Nord, démographie et onomastique, Alger, 1936.
- EL EDRESSI. — Juifs et Berbères, 1178.
- FOUCAULT (Charles DE). — Reconnaissance au Maroc, Paris, 1885.
- FOURNIER (Edouard). — Le Maroc depuis le Protectorat, Paris, 1929.
- GAILLARD (Henri). — Une ville de l'Islam, Paris, 1906.
- GODARD (Abbé). — 1^o En Afrique, Paris, 1853; 2^o Les Juifs au Maroc, Paris, 1861.
- GOLTZIBER (H.). — Le dogme et la loi dans l'Islam, trad. Arin, Paris, 1880.
- GLOUVEN (J.). — Les mellahs de Rabat-Salé, Paris, 1927.
- GRAETZ (H.). — Histoire du christianisme en Afrique, Tunis, 1861.
- GRIGUER (Paul). — Des différents régimes de successions au Maroc, Rabat, 1935.
- GZELL (T.). — Mélanges de l'Afrique de Rome, Paris, 1873.
- HAMET (Ismaël). 1^o Les Mérinides, Rabat, 1904.
- 2^o Les Juifs du Nord de l'Afrique, Rabat, 1909.
- HARRIS (W.). — Le Tafilelt, Londres, 1848.
- HERBER (G.). — Le tatouage chez les israélites marocains, Rabat, 1929.
- HUART (Charles). — Histoire des Arabes, Paris, 1907.
- IBN KHALDOUN. — Histoire des Berbères, Alger, 1852.
- JACQUEY (Jules). — Le régime matrimonial des israélites marocains, Alger, 1886.
- KADOUCH (Lucien). — Divorces juifs et tribunaux français, Rabat, 1936.
- KERR (Docteur). — Morocco after twenty five years, Londres, 1912.

- KHELIL (Sidi).** — L'émancipation et le mariage chez les Juifs marocains, Casablanca.
- LAMPIERRE (G.).** — Les Mérinides au Maroc, Paris, 1680.
- LAURENT (F.).** — Droit civil international, Paris, 1908.
- LE CAMPION (L.).** — Contribution à l'étude de l'état civil de la zone française de l'Empire Chérifien, Paris, 1922.
- LECLERCQ (R.).** — L'Afrique chrétienne, Paris, 1898.
- LEGENDRE (Thomas).** — Commerce dans les pays d'Orient, La Haye, 1665.
- LEVEN (A.).** — L'hygiène des israélites marocains, Paris, 1903.
- LEVY (Jules).** — Les donations dans la législation mosaïque; leur application au Maroc, Paris, 1927.
- LEVY (Raymond).** — Le divorce des israélites marocains, Paris, 1908.
- MAGHEN HADDATH.** — Consultation juridique sur une affaire de lévirat survenue à Casablanca, Casablanca, 1925.
- MAHUT (Bernard).** — Les Juifs au Maroc, Paris, 1938.
- MASSIGNON (E.).** — Le Maroc dans les premières années du xvi^e siècle, Paris, 1820.
- MENDOÇA.** — Morroco, Lisbonne, 1592.
- MERCIER (R.).** — Histoire de l'Afrique septentrionale, Paris, 1892.
- MEYLAN (G.).** — Les mariages mixtes en Afrique du Nord, Paris, 1934.
- MIESES (Mathias).** — Les Juifs et les établissements puniques en Afrique du Nord, Paris, 1933.
- MOUETTE.** — Relation de la captivité du Sieur Mouette dans les royaumes de Fès et du Maroc, Paris, 1683.
- NAHON (Maurice).** — Propos d'un vieux Marocain, Paris, 1920.
- OKBANI (M.).** — Le serment chez les israélites marocains, Rabat, 1937.
- ORTEGA (Manuel).** — Les Juifs de Tanger, Tanger, 1940.
- PÉLISSÉ DU RAUSAS.** — Les capitulations, Paris, 1924.
- PISCHER (Marcus).** — Histoire d'Israël dans la Mauritanie sous le règne de l'Iman Idris, Paris, 1817.
- PILON DE SAINT-OLON.** — Etat présent de l'Empire du Maroc, Paris, 1694.
- PRIMAUDAIE (Elie de La).** — Les villes maritimes du Maroc, La Haye, 1730.
- RAVELIÈRE (Comte de La).** — Les énergies françaises au Maroc, Paris, 1917.
- SAINT-MARTIN (Vivien de).** — L'Afrique, Paris, 1896.
- SAISSET (Pascale).** — Heures juives au Maroc, Paris, 1930.
- SIOKAMI HAMIDA.** — Le serment chez les Juifs marocains, Paris, 1937.
- SLOUSCH (Nahoum).** — 1^o Résultats d'un voyage dans le Maroc oriental, 1914.
2^o Etude sur l'histoire des Juifs et du judaïsme au Maroc, Paris, 1906.
- TOLEDANO (Rabbi).** — Nar Hamaârabi, Alger, 1912.
- VATTIER (Joseph).** — Le lévirat au Maroc, Paris, 1921.
- ZEYS (Mathilde).** — Une Française au Maroc, Paris, 1908.

III. — Revues et Périodiques

- Afrique Française*, décembre 1933. **LE GLAY** : Maroc et Juifs marocains.
- Aguédal*, 2^e trimestre 1938. **BENÈCHE** : Les rabbins de Marrakech.
- Archives Israélites*, tome XXIII.
- Archives Marocaines*, 1906. **MARQUEY** : Fès au xvii^e siècle, et Nahoum SLOUSCH : Origines juives au Maroc. — 1907 : texte du dahir du 7 mars 1864.

- Avenir Illustré*, 1918 : Textes des dahirs du 22 mai 1918. — 1931 : LEVEN : Œuvre de l'Alliance Israélite Universelle. — 1938 : CHAYON : Le statut du judaïsme marocain.
- Bulletin de la Société de Géographie du Maroc*, 1922, 3^e trimestre : GOULVEN : Histoire des israélites de Rabat-Salé.
- Bulletin de la Société de Préhistoire du Maroc* : 1935, 3^e trimestre : GATTEFOSSE : Juifs et chrétiens avant l'Islam.
- Bulletin de la Société des Sciences Naturelles du Maroc* : 1931 : Compte rendu annuel.
- Bulletin Economique du Maroc* : 20 mars 1938 : BELL : Les métiers des israélites marocains. — 12 mai 1939 : Docteur LUREAU : Civilisation et démographie.
- Effort (L')* : 9 février 1936 : GAREUX : La question juive au Maroc.
- Encyclopédie de l'Islam*, 1927 : Tome I : Organisation du Maghzen. — Tome II : COLIN : Mellahs.
- Hespéris* : janvier 1921 : GOULVEN : Origines anciennes des israélites du Maroc. — Avril 1923 : TADJOURI : Mariage juif au Maroc. — Février 1925 : Pierre DE CÉNIVAL : Le Juif Ibn Méchaal. — Septembre 1934 : SEMACH : Une chronique juive de Fès.
- Jewish Encyclopedia*, 1922.
- Journal Asiatique* : novembre 1914 : GAUDEFRY-DEMOLYNES : Mellahs marocains.
- Journal de l'Association Israélite de l'Alliance Israélite* : 1902 : Rapport annuel, par C. CONQUY.
- Journal de Robe*, 1871.
- Monde Colonial Illustré (Le)* : mars 1936 : Jean JOIN : Au Maroc sous la loi talmudique.
- Œuvre (L')* : 5 octobre 1931 : Roland CHARMY : Des deux races indigènes qui peuplent le Maroc.
- Outremer* : août 1935 : Alfred BELL : Au Maroc, chez les Juifs.
- Paix et Droit* : septembre 1927 : SEMACH : L'avenir des israélites marocains. — Janvier 1927 : SEMACH : Ecoles juives au Maroc, les juifs au Maroc.
- Renseignements Coloniaux* : octobre 1918 : Henri GAILLARD : Juridictions marocaines.
- Revue Anthropologique* : 4^e trimestre 1932 : Docteur Félix REGNAULT : Il n'y a pas une race juive.
- Revue des Etudes Ethnographiques et Sociologiques* : 1909 : M. NAHON : Les juifs du Maroc.
- Revue des Etudes Islamiques* : 1928, 3^e partie : Paul MARTY : Du lévirat. — 1930, 2^e partie : Paul MARTY : Institutions israélites au Maroc.
- Revue des Etudes Juives* : 1899 : KEYSERLING : Les Juifs de Fès. — 1902 : P. MONCEAUX : Les colonies juives de l'Afrique romaine. — 1921 : KAUFFMANN : Elégie sur les souffrances de Juifs en 1790. — 1926 : Jacob MANN : Une source de l'histoire juive au XII^e siècle.
- Revue d'Ethnographie et des Traditions Populaires* : 1919 : NATAF : Mariage juif à Rabat.
- Revue Générale de Droit International public* : juin 1896 : PIE : Influence de l'établissement du protectorat sur les traités antérieurement conclus avec les puissances tierces par l'Etat protégé. — Mai 1938 : ROUSSEAU : Jurisprudence française en matière de droit international public.
- Société Asiatique* : avril 1934 : Lucienne SAISSET : Les propriétés israélites au Maroc.
- Temps (Le)* : 8 novembre 1930 : Pierre MILLE : Croquis marocains, les Juifs.

Tour du Monde : 1926 : Mathilde ZEYS : Mellahs marocains.
Tunisie Judiciaire (La) : février 1935 : BENATTA : Divorce juif.
Union Marocaine (L') : septembre 1935 : BIDEAU : Trop de Juifs au Maroc.
Univers Israélite (L') : décembre 1930 : W. OUALID : Les Juifs du Maroc.

IV. — Recueils de Lois et de Jurisprudence

Code Civil et Code Pénal du Judaïsme, trad. Jean DE PAVLY, 1901.
Codes Marocains, M. LARCHER, 1926.
Codes Rabbiniques, EBEN HAEZER, SAUTAYRA et CHARLEVILLE, Alger, 1868.
Gazette des Tribunaux du Maroc, 1917; 1918; 1933; 1934; 1937, 1938.
Justinien : Digeste; Nouvelles.
Recueil Clunet, 1928.
Recueil Dalloz, 1921.
Recueil de Jurisprudence chérifienne, III.
Recueil de Jurisprudence Coloniale, 1906.
Recueil de la Cour d'Appel de Rabat, 1937.
Recueil de législation et de jurisprudence marocaine, 1913; 1914; 1917; 1928; 1939.
Receuil Penant, 1936.
Revue Critique de Droit International, 1930.
Talmud (Le), extraits par BENOUALID-BAYOUMER Isaac, Tétouan, 1853.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Evolution historique des destinées du peuple juif au Maroc

CHAPITRE I : Origine de l'Etablissement des Juifs au Maroc	19
CHAPITRE II : Les Juifs sous la domination romaine	24
CHAPITRE III : Les Juifs sous la domination arabe du VII ^e au XIII ^e siècle....	32
CHAPITRE IV : Les dynasties Almohade et Mérinide	38
CHAPITRE V : L'immigration des Juifs espagnols au Maroc et ses consé- quences	44
CHAPITRE VI : Les Juifs au Maroc du XVI ^e au XIX ^e siècle.....	50
CHAPITRE VII : Les Juifs marocains depuis le début du 19 ^e siècle jusqu'à nos jours	58
CHAPITRE VIII : Organisation présente de l'Empire chérifien	67

DEUXIEME PARTIE

Le droit public des Juifs marocains

TITRE I

REGLES DU DROIT CHERIFIEN A L'EGARD DES JUIFS

CHAPITRE I : Situation administrative des Juifs marocains depuis l'occupa- tion romaine jusqu'à l'établissement du Protectorat	75
CHAPITRE II : Situation administrative des Juifs marocains sujets de droit commun depuis l'établissement du Protectorat	80
CHAPITRE III : Le régime des capitulations au Maroc; situation administrative des protégés israélites et des naturalisés.....	90
CHAPITRE IV : Les Juifs et la nationalité marocaine	100

TITRE II

LE DROIT PUBLIC DES JUIFS MAROCAINS

CHAPITRE I : Organisation juridique des communautés israélites, son évolu- tion jusqu'à nos jours	109
CHAPITRE II : Le régime judiciaire des Juifs marocains jusqu'à l'établis- sement du Protectorat	120
CHAPITRE III : Réformes apportées par le gouvernement du Protectorat au régime judiciaire des Juifs marocains.....	126

TROISIEME PARTIE

Les institutions de droit privé des Juifs marocains

CHAPITRE I : Sources du droit privé des Juifs marocains	141
CHAPITRE II : Le mariage chez les israélites marocains	143
CHAPITRE III : Le divorce juif au Maroc.....	159
CHAPITRE IV : Le régime successoral chez les Juifs marocains	166
CHAPITRE V : Les mellahs marocains et le droit de propriété des Juifs	174
CHAPITRE VI : Problème posé par la constitution de l'état civil des Juifs marocains	183
CONCLUSION	189
BIBLIOGRAPHIE	195



